

سكز في الاول

# Le Monde

15, rue Falguière, 75581 Paris Cedex 15

MERCREDI 31 JUILLET 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNÉ

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14464 - 8 F

BOURSE

★

## Sanctions à Pretoria

« J'ai vaincu les rouges et maintenant, je rejoins les verts. » Le général Magnus Malen a ainsi dissimulé, derrière un trait d'humour, lundi 29 juillet, sa déception d'avoir été rétrogradé du poste de ministre sud-africain de la défense à celui de ministre du logement et des eaux et forêts. Au tableau de chasse du président De Klerk figure l'autre « faucon » du gouvernement, M. Adriaan Vlok, qui abandonne le portefeuille de la loi et de l'ordre pour celui, moins en vue, du budget et des prisons.

Il aura donc fallu qu'éclate au grand jour le scandale de l'« Inkatha-gate » - le soutien financier accordé par le gouvernement au parti à dominante zoulou de M. Mangosuthu Buthe - pour que les mouvements d'opposition noire, le Congrès national africain (ANC) en tête, obtiennent, enfin, la mise sur la touche de ceux qui, depuis des années, leur menaient la vie dure aux commandes de l'armée et de la police.

TROP de menaces, trop de non-dits ont conduit Pretoria à lâcher du lest, confirmant les soupçons et les accusations d'une opposition noire qui se sent, aujourd'hui, réveillée. En visite au Mexique, M. Nelson Mandela, le président de l'ANC, ne vient-il pas d'affirmer qu'en raison de sa « duplicité » dans l'affaire de l'Inkatha le gouvernement de M. De Klerk n'était plus qualifié pour conduire le pays vers la démocratie ?

Ce scandale, dévoilé par la presse, éclate au plus mauvais moment pour M. De Klerk, dont certains - à droite comme à gauche - n'hésitent pas à demander la démission et dont ses compétiteurs attendent, sur le sujet, des explications claires. L'affaire risque de compliquer les manœuvres préparatoires à la réunion d'une conférence constitutionnelle qui aura pour tâche d'imaginer les structures de la « nouvelle Afrique du Sud », libérée de l'apartheid.

Le temps paraît déjà lointain. Les MM. De Klerk et Mandela faisaient assaut d'émouvantes. Mais deux hommes seuls peuvent-ils construire un nouveau avenir pour l'Afrique du Sud ? C'était un peu téméraire de le penser. Le chef de l'Etat n'est-il pas prisonnier d'une partie de la communauté blanche, qui s'est engagée à reculer sur le chemin des réformes et qui, pour survivre, a toujours essayé de diviser le monde noir ?

M. Mandela, qui prêche à travers le monde - aujourd'hui, en Amérique latine - le maintien des sanctions économiques contre Pretoria, en a-t-il été bien entendu, n'est pas, lui non plus, tout à fait libre de ses mouvements. Le président de l'ANC doit esimer l'impétuosité des militants les plus jeunes, qui rêvent d'en débarrasser avec le pouvoir blanc. Aussi n'a-t-il pas renoncé à exiger la formation d'un gouvernement intérimaire et la réunion d'une Assemblée constituante. Il a même évoqué un possible « retour à la lutte armée » si le chef de l'Etat « ne répond pas à [nos] attentes ».

Cette crise de confiance n'est peut-être pas aussi profonde qu'il paraît, chaque partie cherchant, en début de négociation, à faire de la surenchère et à camper sur des positions de force. Il n'en demeure pas moins que la « mise au vert » du général Malen et de M. Vlok sonne comme une victoire pour l'ANC, qui ne l'attendait pas si tôt.

Lire page 3 l'article de FRÉDÉRIC FRITSCHER

M 0147 - 0731 0 - 6,00 F



## Le début des entretiens de Moscou

### MM. Bush et Gorbatchev célèbrent la « coopération »

MM. Bush et Gorbatchev ont ouvert sous le signe de la coopération, mardi 30 juillet à Moscou, le premier sommet de l'après-guerre froide. « Le président Gorbatchev et moi espérons forger des relations fondées non sur la confrontation militaire mais sur la coopération économique et en matière de sécurité », a déclaré M. Bush. M. Gorbatchev a estimé que le traité START qui sera signé mercredi marquait « l'irréversibilité des changements fondamentaux ».

### Un sommet, des rencontres...

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

A priori on ne s'attendait pas à de grands bouleversements pour ce nouveau sommet soviéto-américain des 30 et 31 juillet à Moscou qui doit s'achever avec la signature de l'accord historique de réduction des armes nucléaires stratégiques (START), en négociation depuis l'ère Brejnev. Pourtant, ce premier sommet de l'après-guerre froide ne devait ressembler en rien aux précédents, puisqu'il s'agit pour le président américain d'effectuer, à cette occasion, un périlleux exercice d'équilibre exploratoire face à une Union soviétique en constante mutation. M. Bush doit, en effet, s'entretenir, en différents endroits du pays, avec plusieurs présidents, qui ont des opinions totalement différentes sur les principaux sujets de discussion. Malgré ces « décalés », le plus étonnant, c'est qu'il s'agit d'un véritable sommet Bush-Gorbatchev.

Le porte-parole de la présidence soviétique, M. Vitali Ignatenko, a néanmoins créé la surprise, lundi 29 juillet, en annonçant que le président de la Russie, M. Boris Eltsine, et celui du Kazakhstan, M. Nursultan Nazarbajev, figuraient parmi les membres de la délégation officielle soviétique. Cette délégation ne devait toutefois pas jouer un grand rôle : les « négociations » élargies à la suite du premier tête-à-tête Bush-Gorbatchev, auxquelles elle devait participer mardi matin, ne devaient durer qu'une demi-journée.

avant le déjeuner de travail réunissant l'ensemble des participants. Mais M. Gorbatchev a tenu à faire participer les présidents de deux des principales Républiques soviétiques, pour témoigner de la réalité de l'accord passé le 23 avril avec onze des quinze Républiques de l'URSS qui doit aboutir à la signature d'un traité de l'Union.

SOPHIE SHIHAB  
Lire la suite page 4



L'opposition malgache a rejeté, lundi 29 juillet, les concessions faites la veille par le président Didier Ratsiraka, qui avait fait libérer les quatre membres du gouvernement transitoire enlevés au cours des derniers jours, dont le premier ministre, M. Albert Zafy.

Lire page 22 l'article de JEAN HÉLÈNE

## Le scandale de la banque internationale

### Le fondateur de la BCCI est inculpé aux Etats-Unis

La Haute Cour de Londres devait se prononcer, mardi 30 juillet, sur la liquidation de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI), au centre d'une gigantesque fraude bancaire. La veille, aux Etats-Unis, les autorités judiciaires avaient inculpé deux des anciens responsables de la banque, dont son fondateur, de fraude, de vol et de blanchiment d'argent de la drogue. Les autorités monétaires ont condamné la BCCI à une amende de 200 millions de dollars.

### L'écheveau américain

NEW-YORK

de notre correspondant

« En présence de nos parents, M. et M<sup>me</sup> Samuel Edward Erickson et M. et M<sup>me</sup> Joseph Edward Musella, vous êtes invité à être des nôtres le dimanche 9 octobre 1988 sur la pelouse du Golf Club de Tarpon Springs, Floride, pour célébrer le début de notre nouvelle vie. » Signé Kathleen C. Erickson et Robert L. Musella. Munis du précieux

carton d'invitation, les nombreux invités des jennes époux ont célébré ce jour-là, à proximité de la ville de Tampa, le mariage de leurs nouveaux amis. En toute innocence. Mais, dans la soirée, trouquant bien malgré eux leur coupe de champagne contre une paire de menottes, quatre-vingt-cinq personnes étaient interpellées. Neuf d'entre elles, finalement retenues pour un long interrogatoire, avaient compris - mais trop tard - que la « noce » était une souricière.

Faux fiancés, Kathleen et Robert étaient de vrais inspecteurs des douanes américaines, infiltrés depuis plus de deux ans dans le cercle entremêlé de Medellin. Deux invités, les conjoints étaient en revanche de véritables truands en col blanc. Parmi eux figuraient des « passeurs », des petits bonnets de la drogue, mais aussi plusieurs dirigeants de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI), installés aux Etats-Unis, à Panama - où était initialement « lavé » l'argent sale avant d'être transféré en Floride, au siège de la BCCI à Miami - ou en France. Parmi eux M. Ian Howard, le directeur de la succursale parisienne de cette banque déjà multinationale. Finalement, à l'issue d'un « guilty plea », une transaction conclue avec les autorités judiciaires américaines, la BCCI plaide coupable en janvier 1990 de blanchiment d'argent de la drogue.

SERGE MARTI

Lire la suite et nos informations, page 15

## La réforme hospitalière partiellement annulée

Le Conseil constitutionnel a jugé « contraire au principe d'égalité » l'article 8 de la loi sur la réforme hospitalière, prévoyant que les chefs de service seraient nommés par le ministre de la santé et les chefs de département par le conseil d'administration de l'établissement hospitalier. Le Conseil avait été saisi par des sénateurs de l'opposition, qui avaient repris les arguments de nombreux « patrons » des hôpitaux.

Lire page 8 l'article de FRANCK NOUCHI

## Le SME contre la France

Le système monétaire européen a-t-il atteint ses limites ? La France, paye désormais vertueusement en matière d'inflation, se voit en tout cas bien mal récompensée. Le fonctionnement du SME oblige l'économie française à supporter des taux d'intérêt record. Francfort fait ainsi supporter par Paris une part importante du coût de la réunification. Au prix d'un chômage accru de ce côté du Rhin.

Lire page 14 l'article de FRANÇOIS RENARD

## La liquidation de Sud-Marine

La décision du tribunal de commerce de Marseille de mettre en liquidation le chantier naval de Sud-Marine a provoqué la colère des salariés des cinq sociétés du groupe, qui ont décidé en assemblée générale d'occuper « jour et nuit » le site de Sud-Marine, à Mureplane. Après la longue agonie de la Normed, la fin de Sud-Marine est un nouveau coup pour l'activité de la région et pour les nombreux sous-traitants.

Lire page 14 les articles de FRANÇOIS GROSCHARD et de GUY PORTE

## IRVING EN POCHE



POINTS ROMAN

Dossier : le Golfe un an après

## L'obstacle Saddam Hussein

La survie politique du président irakien n'en finit pas d'embarrasser M. George Bush

par Jean-Pierre Longellier

« La main que tu ne peux couper, embrasse-la », conseille un proverbe arabe. Mais il arrive qu'on ne puisse faire usage ni du glaive ni du baiser. Tel est le dilemme de George Bush face à Saddam Hussein, un an après l'invasion du Koweït. Comment éliminer un dictateur hors d'atmosphère ? Comment le briser sans lui faire une nouvelle guerre ? Comment continuer de le châtier sans aggraver les souffrances de son peuple ? Bref, comment « vivre avec Saddam » ?

Il est rare que les généraux vaincus perpétuent leur règne. Saddam Hussein fait exception. Recupé de deux guerres et de mille complots, il avait « programmé » sa défaite militaire, tenant d'avance sa survie personnelle pour une victoire politique. L'épreuve ne paraît guère l'avoir transformé, encore moins assagi. La contrition n'étant pas son genre, sa mésaventure koweïtienne ne lui a inspiré aucun mot de regret.

Les chants officiels le comparent de nouveau au « soleil et à la lune », à « l'eau des deux fleuves » (le Tigre et l'Euphrate). A en juger par ses plus récentes diatribes, sa morgue est indomptée. Le 17 juillet - fête nationale - Saddam Hussein fustigeait, pour

la deuxième fois, l'« Amérique criminelle » au service du « complot sioniste ». Et la télévision diffusait une « danse de la jubilation ». Les Irakiens surnient sans doute plutôt qu'un s'intéressent un peu plus à leurs difficultés quotidiennes. Externés, démolis, certains - malgré la peur - osent l'insolence envers le dictateur, mais leur audace n'a aucun effet politique immédiat. La bourgeoisie sunnite de Bagdad, qui naguère s'accommoda du parti

Beas, sans forcément l'aimer, tient rancune à son chef d'avoir ruiné le rêve de prospérité d'un pays riche de pétrole et de son « croissant fertile ».

Lire la suite page 6 ainsi que, pages 6 et 7, les articles de FRANÇOISE CHIPAUX, JEAN GUEYRAS, JACQUES ISNARD, SERGE MARTI et VÉRONIQUE MAURUS

Lire aussi nos informations page 22

## La CEE et la crise yougoslave

Les Douze proposent d'élargir à la Croatie la mission des observateurs

### Voyage avec Colomb

II. - Gênes, ville cruelle

Colomb va-t-il sauver sa ville natale ? Fâché avec son port, Gênes utilise le souvenir du navigateur pour renflouer. Gênes où fut inventé le capitalisme...

Lire page 2

Le deuxième volet du feuilleton d'EDWY PLENEL

### SCIENCES ♦ MÉDECINE

■ Les traitements incertains du sida. ■ La planète des songes. ■ Un bassin d'essai à La Seyne.

pages 11 et 12

Le sommaire complet se trouve page 22

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 9 DH; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 26 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Espagne, 150 PTA; Grèce, 85 p.; Italie, 1,20 L; Japon, 200 Y; Luxembourg, 42 F.; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 F.; Portugal, 170 ESC; Suède, 450 F. SCA; Suisse, 1,50 FS; USA, 90¢; 2,5 \$; USA (inter), 2,50 PTA.

# Voyage avec Colomb



Christophe Colomb montre à ses marins la première terre découverte dans l'archipel des Bahamas, l'île Guanahani. (Peinture du XVII<sup>e</sup> siècle. Monastère de la Rabida, Espagne.)

beaucoup, le chantier est à l'emplacement même du vieux port. Le port moderne ira s'étendre plus loin sur la côte, libérant la ville. Et, dans moins d'un an, le voyageur pourra enfin dévaler les ruelles sombres, se promener sur les quais et aspirer l'air du large.

COLOMB réussira-t-il à tirer Gênes de sa torpeur ? Les officiels ont joliment désigné l'adversaire de leur pari : « *cultura della lamentazione* », un mélange de conservatisme et d'individualisme. C'est un vieux bâtiment, la ligne de partage entre Venise et Gênes. Deux républiques riches et dominatrices, ayant étendu leur pouvoir un peu partout en Méditerranée. L'une, Venise, garde jalousement son indépendance jusqu'aux guerres napoléoniennes parce que la cité des doges avait appris à résister aux querelles de familles. L'autre, Gênes, la perd faute d'unité, s'égarant d'une alliance française à une protection espagnole au gré de luttes de pouvoir fratricides. L'individualisme, péché mortel du capitalisme ? Chacun pour soi et la banque pour tous... L'un des auteurs du livre collectif édité par la municipalité pour 1992 s'interroge : « *Cet état d'esprit, qui vient aussi d'un excès d'orgueil, fut la faiblesse de Gênes. Les faiblesses du Gênes moderne ne reposent-elles pas sur cette incapacité à trouver des solutions communes ?* »

« *Le jeu de massacre, c'est le sport préféré de cette ville.* » Journaliste à la *Stampa*, Paolo Lingua est impitoyable avec la ville qu'il aime, non sans excuses : « *Dans un pays dont l'unification n'est que centenaire, nous n'avons pas encore le sentiment d'appartenance. Le cosmopolitisme de l'argent est notre seul dénominateur commun.* » A l'en croire, les festivités colombiennes ne seraient qu'une affaire

ne dort pas : le vieux Gênes est connu pour ses caves où s'entassent des immigrants, à vingt, vingt-cinq ou trente, pour 15 000 F par mois.

Gênes, ville cruelle. Cruelle avec ses chômeurs, ses dockers, ses immigrants, ses politiques, avec elle-même, avec ses ennemis. C'est la seule cité d'Italie — du monde ? — où l'on peut croiser un « monument d'infamie », une simple colonne cachée dans un recoin au pied de laquelle est enterrée la tête d'un traître passé au service de Venise. Venise, terrible rivale. Un jour de 1298, une grande fête avait salué le défilé dans les rues du vieux port de 7 400 prisonniers vénitiens, enchaînés, vaincus d'une terrible bataille navale sur la côte dalmate. Parmi eux, un marchand encore inconnu qui, dans sa prison génoise, rencontra un Pisan, écrivain de profession, en français de préférence, alors langue de cour. De leur collaboration naquit le récit romancé des fabuleux voyages de ce marchand de Venise, admirablement titré *Devisement du monde*, révélation des « *grandes merveilles et diversités de la Grande Arménie, et de la Perse, et des Tartares, et de l'Inde* ». Voici sans doute le secret d'enfance : une lecture, un conte sans pareil, ce *Livre des merveilles* de Marco Polo dont Colomb adulte tentera de recréer mot à mot l'illusion magique.

La mer, enfin ! Gênes n'en finissait pas de nous ramener à terre, retardant le départ. Pour se libérer de cette torpeur envahissante, on avait vagabondé dans la vieille ville à la recherche d'un port chimérique, côtoyant les travestis dont elle s'est fait une spécialité depuis l'après-guerre, sagement assis sous de petites lanternes rouges à l'entrée de leurs chambres de jennes filles. Comme un souvenir de marins en bordée, on avait ensuite écouté *Genova per noi*, cette chanson racontant où Paolo Conte se demande si Gênes ne va pas l'engloutir. Puis on avait quand même trouvé un vrai marin, Giulio Frezza, que sa dernière équipée avait mené à Akaba, en pleine guerre du Golfe, et qui, auteur de rougets tout juste peints, évoquait son ancienne vie de plongeur sur des plates-formes pétrolières, quatre mois sans alcool ni femmes, des colosses texans bagarreurs, le couteau impatient et facile. Et on avait fini par partir, direction Savone, en saluant le monument offert en 1862 par sa patrie à Colomb, exilé face à la gare ferroviaire, où l'Amérique est une femme assise aux pieds de l'Amiral.

La mer, à perte de vue. Petite et allongée, la maison s'avance sur un promontoire rocheux telle la proue d'un navire. Seule, isolée. Au loin, en bas, Savone et son port ; à droite, Noli et sa plage. De l'espace, de l'air. Trois vieux silencieux, un chien errant, on ne voit pas. C'est ici, au lieu dit Valcaccia, à une quarantaine de kilomètres de Gênes, qu'en 1474 s'installa Domenico Colombo, après avoir quitté quatre ans plus tôt la « *Suprerie* » pour Savone. Les trois fils, Cristoforo, Bartolomeo et Diego, suivirent le mouvement. Toujours tisserand, Domenico tenait aussi une taverne, où il vendait du vin et des fromages. Pourquoi ce changement, ce repli, cette maison à l'écart ?

La politique, sans doute. Domenico était à Gênes un activiste, un partisan des Frigoso, impliqué dans les troubles et les émeutes qui faisaient et défontaient la République, et surtout lié aux Fieschi, seigneurs campagnards, maîtres de terres et de fiefs, opposés à l'aristocratie marchande. Les Colomb fuyaient-ils quelque intrigue, complot raté, conjuration avortée ? On ne sait. En tout cas, Savone ce n'est déjà plus Gênes, comme se plaît à le rappeler son maire, Armando Magliotto : « *Gênes, ce n'est pas la Ligurie. Elle n'a jamais réussi à imposer son hégémonie sur la région. Pas plus hier qu'aujourd'hui.* » Savone garde en mémoire de mauvais souvenirs : au XVI<sup>e</sup> siècle, les Génois ont ensablé son port et rasé sa vieille ville pour y construire une forteresse.

Savone cultive sa différence, préférant, pour le cinquième centenaire, « *regarder de l'autre côté, vers la Caraïbe et l'Amérique latine, car c'est le moment de payer ses dettes.* » La municipalité a donc offert un générateur à une petite île sans électricité de Saint-Domingue, baptisée « *Savona* » par Colomb en l'honneur de la fiancée savonnaise d'un de ses matelots. C'est de Savone qu'eurent lieu ses premiers grands départs, notamment pour Chios, cette île de la mer Egée où il approcha enfin l'Orient rêvé. Puis, un jour de 1476, à Noli, à dix kilomètres de Savone, il s'embarqua à vingt-cinq ans sur le *Bechalla*, un navire qui faillit route vers Londres et la Flandre. Un voyage qui faillit être le dernier...

Prochain article :

Un rêve sauvé du naufrage

Retrouvez les épisodes de « *Voyage avec Colomb* » sur France-Culture, du lundi au samedi, à 18 h 15.

## 2. Gênes, ville cruelle

par Edwy Plenel

GÊNES. — En cherchant la mer, on trouve une antenne. Une voie express qui longe la ville, la coupe de son littoral, l'enferme et la mutilé. Un flot de voitures suspendues qui barre en leur milieu les demeures ornées de tours de ce qui fut un quai. Un déversoir de gaz carbonique à hauteur des trompes d'œil de la Banque de Saint-Georges, dont le splendide palais semble prisonnier de cette rampe de métal. La méprisance est totale. Suivre Colomb, c'était évidemment partir d'un port, le prendre en filature dans une foule de marins, le repérer de bassin de radoub en dock de carénage. Gênes en a décidé autrement.

C'est une ville fichée avec son port. Une cité brochée avec sa raison d'être. « *On ne peut pas tomber plus bas* », dit Carlo Repetti. Au plafond du bureau, une ancienne chambre de palazzo, un barbu ventru et une femme nue dispersent généreusement une pluie dorée. Fertilité et richesse. Sous le regard de Repetti, c'est un souvenir ou une promesse. Il est assesseur à la culture de la municipalité, médecin d'une ville malade. « *Le vieux port était dans la ville, le port moderne en a été séparé. Entre les usines, les entrepôts, la barrière douanière, dix kilomètres de littoral sont inaccessibles. Deux mondes. Les vrais patrons du port, c'étaient les dockers, une corporation protégée, sous le fascisme comme après. La droite a voulu reconquérir cette partie de la ville. Cette lutte a mis le port à genoux. Aujourd'hui, nous sommes devancés par Trieste et Marseille, même Savone nous pique des marchés. Gênes avait un trésor, un port parfait, un accès direct au cœur de l'Europe. Prisonnière de son histoire, elle n'a pas su s'adapter.* »

Gênes n'était pas seulement le premier port d'Italie, mais aussi la première ville sidérurgique, le premier chantier naval. Trois activités sinistrées en dix ans. De 9 000 hier, les dockers sont aujourd'hui 2 000, et les machines à calculer des experts fixent le « *chiffre idéal* » à 800. Le chômage frôle déjà les 10 % de la population active. Sixième ville d'Italie en 1968 avec 350 000 habitants, Gênes en a perdu depuis 150 000. La « *Superbe* », l'égalité et la rivalité de Venise, ce ne serait donc plus que cela : une énigme image de la crise, avec son lot de débris et de detresses ? Pourtant Gênes est toujours la deuxième ville d'Italie pour l'importance des dépôts bancaires. Elle est riche mais d'une richesse dormante, cachée, enfouie. D'une richesse sans risques, héritage d'aventures oubliées, dividendes de la découverte américaine.

« *TROP de faveurs tue.* » Entre passé et présent, le sort de Gênes évoque ce titre de l'une des *Chroniques italiennes* de Stendhal. La ville de Colomb était à l'avant-poste, frayant la voie. « *Gênes a toujours été, et à la mesure de tous les temps, la ville capitaliste par excellence.* » Le jugement est de Fernand Braudel, charmé par cette cité étrange et paradoxale, défavorisée et fragile, ceinte d'un rideau de montagnes stériles, dont la puissance s'est imposée « *autour d'un point presque immatériel* », une « *poignée de banquiers-financiers* » qui la portèrent aux sommets de la vie mondiale des affaires. Gênes fut le laboratoire du capi-

talisme, où se dessinaient les lignes de force et l'ambition planétaire de cette économie-monde qui, sous nos yeux, de Berlin à Moscou, achève son expansion. Braudel encore : « *Monstre d'intelligence, de dureté à l'occasion, Gênes n'est-elle pas condamnée à s'approprier le monde, ou à ne pas être ?* »

DANS le tournant majeur que négocie l'économie occidentale autour de 1450, de l'Orient vers l'Occident, de la Méditerranée vers l'Atlantique, Gênes donne la cadence. L'un de ses historiens, Jacques Heers, a souligné sa vitalité démographique — 100 000 habitants, sans doute la plus forte densité d'Europe, « *des maisons dressées très haut, des rues presque impraticables, un entassement exceptionnel* ». Il a aussi minutieusement décrit cette institution révolutionnaire inventée au début du XV<sup>e</sup> siècle par l'aristocratie urbaine et marchande, créancière de la commune : la *Casa di San Giorgio*. A la fois banque privée, administration publique et cour des comptes municipale, Saint-Georges contrôlera la dette publique et le monopole du sel, les gabelles et les colonies, les navires et les prêts, un pouvoir tout à la fois monétaire, fiscal, politique et économique. Et c'est ainsi qu'après Colomb, dans une dissection proverbiale, Gênes deviendra l'arbitre de la fortune de l'Europe, le financier de l'Espagne et la banque de l'Amérique.

Autour du navigateur, bistroire collective et aventure individuelle fusionnent dans un prodigieux passage de témoin. On comprend que la Gênes de maintenant ait du mal à s'en remettre, repliée sur le souvenir de sa splendeur. L'argent est encore là, mais comme minéralisé, érodé par les siècles. Seuls les cimetières étaient une opulence qu'en ville les persiennes dissimulent. « *L'or naît aux Indes, meurt en Espagne, est enterré à Gênes* », a écrit un poète pour décrire le fruit du rêve, le siècle d'après Colomb. Colomb qui, justement, reprend du service pour réconcilier sa ville avec elle-même.

« *Le cinquième centenaire*, explique Carlo Repetti, c'est une occasion. Une occasion pour renaitre, pour reconquérir la mer, pour ouvrir une porte sur le port. » Le bon usage génois de Colomb est d'en faire un cheval de Troie postindustriel, fourrier

d'un retour futuriste aux origines, sous le label « *Colombo '92* ». En brandissant les origines génoises du navigateur, Gênes a obtenu du Comité international des expositions de pouvoir réaliser, en 1992, une « *exposition internationale spécialisée* » la même année que l'Exposition universelle de Séville alors qu'en règle générale les « *universelles* » ne souffrent pas de concurrence.

Le thème de l'éphémère exposition génoise — « *Le navire et la mer* » — importe peu, l'essentiel est ailleurs. Gênes, demain, sera ce qu'en fera l'un de ses fils, cosmopolite, voyageur et parfois même marin. Ces jours-ci, il est au Japon, en train de façonner l'aéroport d'Osaka. Renzo Piano, l'architecte de Beaubourg à Paris et du Musée de Menil à Houston, a reçu ce cadeau d'enfant prodige : un port à remodeler, une mer à retrouver. Le Renzo Piano Building Workshop, où se côtoient dix-neuf nationalités, est le laboratoire du rêve génois. Concentré sur cinq

de gros sous. « *C'est une mise en scène théâtrale, le cœur d'une classe politique qui, grâce à Colomb, se fait renflouer par l'Etat. C'est l'Etat qui paie, avec ce mélange entre les affaires et la politique qui touche tous les ports. Le tout dans la plus grande indifférence de l'Italie !* » Colomb, c'est encore aujourd'hui une affaire génoise, strictement génoise.

Directrice de l'Institut d'études méditerranéennes, Gabriella Airoldi, son épouse, n'est pas loin d'acquiescer. Elle jauge d'un œil critique cette « *rhétorique du port* », cet imaginaire portuaire qui voudrait secouer les pesanteurs d'une ville passée de l'aventure à la finance, du risque à l'épargne, de l'ouverture au repli. « *C'est une ville fermée, difficile à entendre.* » Derrière Colombo '92 se profilent « *une ville tertiarisée, un port touristique, une spéculation d'élite* ». D'importantes compagnies milanaises ont acheté des immeubles entiers dans la vieille ville. Les appartements restent vides, mais l'argent



Vagabondage dans le vieux Gênes à la recherche d'un port chimérique...

هنا من الأصيل



سكرا في الامم

# ÉTRANGER

## YUGOSLAVIE : l'aggravation de la crise

### La présidence fédérale se réunit à Belgrade

Le chef de l'Etat yougoslave, le Croate Slobodan Milosevic, a convoqué la présidence fédérale pour mardi matin 30 juillet à Belgrade. Cette réunion élargie, à laquelle devaient assister les présidents des six Républiques yougoslaves, le premier ministre fédéral et les ministres de la Défense, de l'Intérieur et des Affaires étrangères, se tenait alors que la crise s'est aggravée ces derniers jours.

Selon des bilans, non officiels, entre trente et cent quatre-vingt personnes auraient été tuées lors des récents affrontements serbo-croates, dans la Banja, en Croatie (le Monde du 30 juillet).

Cette région, habitée par une forte minorité serbe, au sud de Zagreb, la capitale croate, à la frontière avec la Bosnie-Herzégovine, est le théâtre de violents affrontements entre Serbes et Croates. C'est l'un des derniers fronts ouverts, ces dernières semaines, dans les zones à forte minorité serbe de Croatie. De nombreux habitants croates des villages où se sont déroulés les combats ont déjà pris le chemin de l'exil.

D'autres affrontements se déroulent sporadiquement, mais de manière tout aussi sanglante, en Slavonie, à l'est de la Croatie.

#### Une lettre « sans merci »

Le président du Parlement croate, M. Zarko Domljan, a affirmé pour sa part, lundi à Zagreb, que la Croatie continuerait

à livrer une lutte « sans merci » pour l'indépendance. « Il semble maintenant que la Croatie soit en train de perdre la guerre, mais la guerre vient de commencer... Il s'agit d'une chance historique de réaliser ce que le peuple croate a toujours voulu, une Croatie libre et souveraine. La Croatie et son gouvernement n'en dévieront jamais et ne renonceront jamais à cet objectif, quel que soit le nombre des victimes et le coût », a-t-il ajouté.

D'autre part, l'armée fédérale a commencé, lundi, le retrait d'une partie de ses forces de Slavonie, l'autre République sécessionniste. Un convoi de vingt-cinq chars et de dix-sept blindés de transport de troupes a été chargé sur des trains à Logatec, à l'ouest de la capitale, Ljubljana.

L'armée fédérale et les forces territoriales slovènes ont également échangé du matériel pris lors des affrontements du début du mois. (AFP, Reuters, AP)

### Le gouvernement yougoslave demande au Club de Paris le rééchelonnement de sa dette extérieure

Le gouvernement yougoslave va demander le rééchelonnement de sa dette au Club de Paris (qui regroupe les créanciers officiels étrangers), a annoncé lundi 29 juillet M. Zarko Todorovic, vice-président de la banque nationale yougoslave. Le montant total de la dette extérieure est estimé à 14,6 milliards de dollars (87,6 milliards de francs), dont la Yougoslavie devait rembourser cette année 1,3 milliard de dollars. Le gouver-

nement cherche aussi à rééchelonner les 4,6 milliards de dollars dus pour cette année à des banques commerciales occidentales. En un an, les réserves en devises sont tombées de 10 milliards à 4,7 milliards de dollars. Selon les statistiques des Nations unies, la production industrielle yougoslave a baissé de 25 % à la fin de 1991. Depuis le mois de mai, les recettes du tourisme, qui représentent au moins 5 % du produit intérieur brut, ont baissé de 80 %.

BRUXELLES  
(Communauté européenne)

de notre correspondant

### Les Douze proposent d'étendre à la Croatie la mission des observateurs de la CEE

Réunie lundi 29 juillet à Bruxelles, les ministres des Affaires étrangères de la Communauté européenne ont décidé d'envoyer à nouveau la troupe de l'opération de maintien de la paix en Yougoslavie. Celle-ci doit proposer, à toutes les parties en conflit, l'extension à la Croatie de l'actuelle mission de contrôle de la CEE, chargée de veiller au respect du cessez-le-feu en Slovénie.

Le projet de création de patrouilles mixtes, proposé par les Douze à l'initiative de M. van den Broek, a été approuvé par les ministres des Affaires étrangères qui participaient à cette réunion des ministres des Affaires étrangères de la CEE. MM. Ante Markovic et Budimir Loncar, premier ministre et ministre des Affaires étrangères du gouvernement yougoslave, MM. Vasil Tupurkovski et Bogie Bogoevski, les membres macédoniens et bosniaques de la présidence fédérale.

« La priorité numéro un, c'est la possibilité de consolider le cessez-le-feu », a déclaré M. van den Broek. « Si l'on ne met pas fin aux hostilités et à la violence, cela ne sert pas à grand-chose de discuter de l'avenir du pays », a souligné M. van den Broek. Le projet de création de patrouilles mixtes sera soumis aux ministres des Affaires étrangères de la CEE à la fin de juillet. Les ministres des Affaires étrangères de la CEE ont également décidé de demander au gouvernement yougoslave de garantir la sécurité des observateurs européens, si elles ratifient le

principe de patrouilles mixtes et le retour dans les casernes des forces armées qui n'y participent pas. « Nous avons besoin de l'appui de tout le monde, de l'ensemble du gouvernement yougoslave, y compris du ministre de la Défense, du gouvernement croate et du gouvernement serbe », a souligné M. van den Broek. Les membres macédoniens et bosniaques de la présidence fédérale ont estimé qu'ils pouvaient se porter garants pour les Serbes mais, apparemment, les Douze préféraient les voir s'engager de vive voix.

Les Européens entendent vérifier que chacun, dans son camp, contrôle suffisamment la situation, ils ont le souci de ne pas exposer inutilement la vie de leurs observateurs. Ils se souviennent du sort tragique de ceux envoyés par la France à Beyrouth et expliquent que pour vérifier le cessez-le-feu, il est nécessaire que celui-ci soit effectivement imposé par les autorités régionales et locales.

#### Pas de force d'interposition pour l'instant

La trêve devra débattre des conditions dans lesquelles la mission de surveillance pourra travailler (logistique, approvisionnement, liaison avec l'armée, avec la garde croate). Dans l'état actuel de la réflexion des Douze, les observateurs de la CEE ne seront pas armés, mais le débat sur l'opportunité de les doter d'une arme de poing (revolver) pour permettre un minimum de légitime défense sera repris. Il faudra, en outre, préciser si l'un des objectifs des patrouilles mixtes sera de désarmer les milices d'extrême droite en Croatie, appartenant à l'armée fédérale ou à la garde croate. Une commission fédérale du cessez-le-feu devrait être mise en place à l'initiative de la présidence fédérale yougoslave mardi ou mercredi.

La majorité des participants a estimé prématuré d'envisager à ce stade l'envoi d'une force européenne d'interposition : la Communauté n'est guère préparée pour ce type d'intervention, du fait que, jusqu'à présent, on n'enlève pas l'éventualité. M. Ante Markovic, le premier ministre yougoslave, a souligné que « le cessez-le-feu ne signifie pas la paix ». Selon lui, la guerre civile pourra reprendre si les trois mois de répit qu'offrent les accords de Brioni ne sont pas mis à profit pour rétablir le fonctionnement normal du pays - empêcher l'isolement de certaines régions, assurer la libre circulation des personnes et des biens - et pour relancer l'économie. « Il y a 1,6 million de chômeurs, et ce chiffre pourrait bientôt doubler avec la menace d'expulsion sociale que cela comporte », a-t-il insisté.

M. van den Broek a enfin indiqué que la Communauté pourrait reprendre son aide économique, actuellement gelée, et même l'accroître si des signes tangibles de retour à la paix civile devenaient perceptibles. A première vue, la conférence sur l'avenir constitutionnel du pays, qui devait s'ouvrir le 1<sup>er</sup> août, est ajournée. Mais les Douze restent prêts à apporter leur soutien dans ce domaine qu'ils jugent primordial, au-delà des efforts de pacification actuelle. C'est en particulier le point de vue de la France.

PHILIPPE LEMAÎTRE

## AFRIQUE

### AFRIQUE DU SUD : une victoire pour M. Nelson Mandela

### Deux ministres mêlés à l'« Inkathagate » perdent leur poste

Vingt-quatre heures avant de s'exprimer publiquement sur ce qu'il est maintenant convenu d'appeler l'« Inkathagate », le président F. W. de Klerk a procédé, lundi soir 29 juillet, à un remaniement ministériel, qui se traduit par la mise à l'ombre de M. Adriaan Vlok et du général Magnus Malan, respectivement ministre de la loi et de l'ordre et ministre de la Défense.

JOHANNESBOURG  
de notre correspondant

Le soutien financier apporté par le gouvernement à l'Inkatha, le parti à dominante zouloue de M. Mangosuthu Buthelezi, a été fatal à deux ministres depuis longtemps dans le gouvernement : M. Vlok et le général Malan perdent leur portefeuille. Ils ne quittent pas le gouvernement mais héritent de responsabilités subalternes. Le pre-

mier à la charge des prisons. Le second s'occupe des eaux et forêts. Ils sont remplacés par MM. Hermanus Kriel et Rolf Meyer, qui, précédemment, étaient respectivement ministre du développement régional et ministre-adjoint en développement constitutionnel.

M. Kriel, cinquante ans, fidèle du Parti national (NP), fut un ardent défenseur des thèses de M. John Vorster sur le développement séparé. Le nouveau ministre de la loi et de l'ordre croit fermement qu'il ne peut y avoir de solution viable pour l'Afrique du Sud sans reconnaissance explicite de groupes raciaux, spécifiquement représentés dans le système politique.

Quant à M. Meyer, il est, à quarante-quatre ans, une étoile filante du NP. Nommé ministre-adjoint de la loi et de l'ordre en 1986, il occupa le même poste au développement constitutionnel en 1988 et fut confirmé dans ses fonctions en 1989 et 1990. Il fit partie de la délégation gouvernementale qui rencontrera le Congrès national africain (ANC) pour la première fois, à

Groot Schuur, près du Cap, du 2 au 4 mai 1990.

Deux ministres, MM. Gert Kooze et Piet Claar, ont, en outre, annoncé leur « retraite » volontaire, pour des raisons personnelles, à partir du 1<sup>er</sup> octobre. M. Stoffel Van der Merwe, un proche du président de Klerk, abandonnera, lui, à compter du 30 août, son portefeuille de l'éducation et de la formation pour se consacrer à l'expansion du Parti national. Poste créé, selon le chef de l'Etat, pour répondre à l'intérêt croissant suscité par l'ouverture du NP aux « non-blancs ».

#### Un geste en direction de l'ANC

C'est donc officiellement pour « rendre les permis » et « alléger la charge de travail » de certains autres ministres que M. De Klerk a jugé bon de remanier son cabinet. Difficile, cependant, de ne pas voir, dans cette décision du chef de l'Etat, un geste en direction de l'ANC, à la veille des élections qu'il doit mener à la nation sur les fonds alloués

par ses services au parti de M. Buthelezi.

Le scandale soulevé par les révélations du *Weekly Mail* avait, paradoxalement, incité la classe politique au consensus. C'est quasiment à l'unanimité que - de l'extrême droite à l'extrême gauche de l'échiquier politique - on réclamait des réformes. Le Parti conservateur voulait celles du président et de tous ses ministres. Le Congrès panafricain (PAC) et l'Organisation du peuple d'Azanie (AZAPO) aussi. L'ANC, moins vorace, n'exigeait que « celles de M. Vlok et M. Malan ». Vieilles revendications nées avec l'explosion de violences, en août 1990, entre membres de l'Inkatha et militants de l'ANC dans les ghettos noirs de la région de Johannesburg, où l'on a relevé plus de deux mille morts en un an.

A mesloes reprises, M. Nelson Mandela avait dénoncé les collusiones entre les services de M. Vlok et M. Malan, fournissant des informations qui, jusqu'à maintenant, n'avaient été prises en considération. Le 5 avril, soudain

conscient d'avoir été « dupé » depuis sa sortie de prison, le Président de l'ANC avait haussé le ton. Dans un ultimatum en sept points, il demandait au président De Klerk de prouver sa bonne volonté en même temps que son engagement dans le processus de négociation.

Très embarrassé, le pouvoir avait répondu partiellement à chacune des exigences de l'ANC, à l'exception de la demande de démission de M. Vlok et M. Malan. Deux hommes que M. De Klerk s'ingéniait à protéger depuis plusieurs mois. L'ANC décidait alors de se retirer du processus de négociation sur la nouvelle Constitution, qui, à vrai dire, n'a jamais commencé.

Le langage de la fermeté a payé. Autour de son titre récent de président de l'ANC, soutenu par une nouvelle direction, plus jeune, plus compétente et certainement plus homogène que la précédente, M. Mandela, qui accomplit une série de visites triomphales en Afrique latine, doit s'avancer sa victoire. Car c'en est une. Ses analyses de la

situation sont, aujourd'hui, confirmées par les événements. Comme il le demandait depuis avril, le gouvernement a fait un pas significatif vers la paix. M. Vlok et M. Malan restent au gouvernement. Théoriquement, rien ne s'oppose plus à la reprise des négociations. Argument que M. De Klerk ne devait pas manquer de faire valoir, ce mardi, face à la presse.

FREDERIC FRITSCHER

■ ALGERIE : le FIS ne participe pas à la conférence nationale. - Le Front islamique de salut (FIS) ne participe pas à la conférence nationale qui devait s'ouvrir, le mardi 30 juillet, et dont la mission essentielle est d'examiner les modalités des élections législatives anticipées. La ligne dure du FIS, qui a réussi à imposer lors de la réunion des instances dirigeantes du mouvement à Batna, avait posé comme préalable à sa participation la libération des chefs intégristes arrêtés et la levée de l'état de siège, instauré le 5 juin. (AFP)

■ MALI : ouverture de la conférence nationale. - La conférence nationale convoquée pour élaborer un projet de Constitution, un code électoral et une charte des partis a été ouverte, lundi 29 juillet, à Bamako, par le chef de l'Etat, le lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré, président du Comité de transition pour le salut du peuple (CTSP). Il a souligné, devant 1 800 députés, la spécificité de la conférence nationale malienne, affirmant qu'« elle n'est pas l'œuvre des forces du passé » ni d'un régime dictatorial auquel elle aurait été imposée. (AFP)

■ NIGER : la conférence nationale a commencé ses travaux. - La « Conférence nationale des forces vives » qui doit désigner un gouvernement, un organe législatif de transition et élaborer un calendrier électoral pour les premières élections multipartites depuis l'indépendance, en 1960, s'est ouverte, lundi 29 juillet, à Niamey. Lors de la cérémonie d'ouverture, le chef de l'Etat, le général Ali Saibou, a appelé les participants à ne pas « fouiller dans les poubelles de l'histoire, (...) pour des procès en série ». (AFP)

### M. Adriaan Vlok : l'homme de la répression

Ministre de la loi et de l'ordre, M. Adriaan Vlok était ainsi à la tête de la police depuis décembre 1986, quelques mois après l'instauration du plus long état d'urgence de l'histoire de l'Afrique du Sud. Son nom restera associé à l'arrestation de 30 000 opposants et à la quasi-interdiction, en 1988, de dix-sept mouvements noirs.

Son maintien en poste, après la levée de l'état d'exception en 1990, avait été interprété comme une volonté du chef de l'Etat de se servir de cet ultra-conservateur pour mieux contrôler les activités des éléments les plus radicaux des forces de l'ordre. M. Vlok s'était, malgré tout, efforcé, sans grand succès, de modifier son image de « ministre de la répres-

### Le général Malan ou la « guerre totale »

Le général Magnus André de Merindol Malan, rétrogradé à soixante et un ans, du poste de ministre de la Défense à celui de ministre en vue du logement et des eaux et forêts, a eu très tôt le sens de la chose militaire. Il quitta l'université pour rejoindre de Souterbosch, près du Cap, pour celle de Pretoria, où il suivit le premier cours de formation pour officiers. Après avoir gravi tous les échelons de la hiérarchie, il devint commandant en chef de l'armée en 1973 et, trois ans plus tard, responsable des Forces de défense sud-africaines (SADF). A ce poste, il fut en contact direct avec M. Pieter Willem Botha, devenu premier ministre après avoir été ministre de la Défense. Leurs façons de concevoir la politique et la stratégie militaire étaient très proches. Le général Malan répétait volontiers que M. P. W. Botha avait eu une grande influence sur lui.

M. Botha le nomma ministre de la Défense le 7 octobre 1980. Le général Malan, convaincu que son pays était victime d'une « guerre totale », mit sur pied une stratégie nationale « totale » pour y faire face, à tous les niveaux : militaire, politique, diplomatique, économique, religieux, culturel et même sportif.

Lorsque l'armée fut appelée pour rétablir l'ordre dans les townships (quartiers noirs) en janvier 1983, il considéra la chose comme normale. Mais, en mars 1986, il devint l'existence de douze centres de direction communis - formés de civils et de militaires - qui fonctionnaient en réseau, exerçant le pouvoir de toute menace à sa stabilité.

Il maintint opiniâtement que le Congrès national africain (ANC) était contrôlé par le Parti communiste (SACP), lui-même sous tutelle soviétique.

F. F.



## DIPLOMATIE

Le début des entretiens de Moscou, la signature du traité START

Le président américain et M. Bush ont été accueillis solennellement au Kremlin par M. Mikhaïl Gorbatchev et son épouse Reïssa, mardi 30 juillet, dans la matinée, au cours d'une cérémonie marquant le début officiel du sommet de Moscou.

L'essentiel des conversations devrait porter sur l'aide économique que l'Union soviétique espère obtenir des États-Unis. Le président américain, qui rencontre son homologue sovié-

que pour la sixième fois depuis son accession à la présidence, a déclaré avoir d'arriver à Moscou qu'il souhaite tirer les dividendes de la fin de la guerre froide et « transformer les épées en charrues ». « Il est fou de penser que nous devons être ennemis ou que nous devons être en concurrence », a-t-il dit à des journalistes soviétiques avant le sommet. La convocation de la conférence de paix au Proche-Orient devait également figurer en bonne place dans l'ordre

du jour du premier tête-à-tête des deux présidents. Moscou souhaite que cette conférence ait lieu avant la fin de l'année. Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh, a évoqué la possibilité, à l'occasion d'une rencontre lundi avec son homologue américain, M. James Baker, d'accompagner ce dernier lors de sa prochaine visite au Proche-Orient. « Pendant le sommet de Moscou, nous allons discuter de la possibilité de faire un

voyage commun au Proche-Orient avec le secrétaire Baker », a-t-il dit à l'agence de presse Novosti.

Le point d'orgue de ce sommet, considéré comme le premier de l'après-guerre froide, sera la signature, mercredi, du traité START, paraphé lundi à Genève par ceux qui l'avaient négocié, et qui porte sur la réduction de 30 % des arsenaux nucléaires stratégiques. (AFP, Reuters.)

## Vers un nouveau « round » de négociations ?

Dès 1989-1990, les États-Unis et l'Union soviétique ont entamé des conversations préliminaires sur une nouvelle étape de leurs négociations : un START-2, dont les bases ont été jetées au « sommet » Bush-Gorbatchev de juin 1990 à Genève.

C'est précisément cette réunion-là qui a officialisé l'après-START en plaçant au centre d'un nouveau « round » le sort des missiles lourds et la « démission » (c'est-à-dire la capacité d'un même missile à être doté d'un grand nombre de charges explosives à la fois), dans l'espoir de réduire une éventuelle incitation de l'un ou de l'autre des partenaires à profiter de sa supériorité pour lancer une première « frappe ».

A l'origine, l'ambition de M. Gorbatchev avait été de lier cette discussion sur de nouvelles armes offensives à une autre sur les armes défensives. Plus précisément, le président soviétique visait à empêcher les Américains de concevoir leur « guerre des étoiles » sous quelque forme que ce soit : en clair, une protection, depuis le sol ou dans l'espace, contre des engins assaillants. Mais Washington n'a eu de cesse de rejeter cette prétention des Soviétiques, qui l'ont donc abandonnée.

On sait, depuis, que le président Bush a réorienté le programme de « guerre des étoiles », tel que l'avait approuvé son prédécesseur à la Maison Blanche, en direction d'une défense PALS (défense par les armes limitées strikes), qui a pour objet de contrer des menaces limitées de missiles balistiques adverses.

et qui ne soit pas en contravention avec les accords ABM (Anti-ballistic missiles) conclus en 1972.

La discussion START « a été un processus épuisant et il peut se trouver des acteurs de ce processus qui ne sont ni pressés, ni enthousiastes à l'idée de recommencer », a déclaré récemment le secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney. En Union soviétique, le pouvoir civil, qui cherche à réduire les crédits militaires pour redresser la situation économique, peut vouloir, en revanche, aller plus loin encore, ne serait-ce que pour briser la puissance des états-majors hostiles à une limitation de leurs armes nucléaires supérieure à celle que le traité START actuel a retenue. Malgré tout, un second « round » de ces négociations est toujours envisagé.

## Des mesures de transparence

L'objectif privilégié d'un éventuel START-2 est de davantage limiter encore les armes considérées par les Américains et les Soviétiques comme étant les plus destabilisatrices : les missiles lourds et les missiles à têtes multiples (« mirvés »). Ce contrôle pourrait s'exercer par le biais de mesures dites de transparence, qui obligeraient les signataires d'un START-2 à échanger des informations sur le nombre, les caractéristiques et les performances de leurs armes stratégiques offensives à venir. Ces échanges de renseignements entre les deux parties seraient annuels.

Toutefois, en juin 1990, la déclara-

tion de Genève a abordé un autre point qui devrait, à l'avenir, embarasser d'autres pays, à commencer par la France et la Grande-Bretagne. En effet, la déclaration commune des États-Unis et de l'Union soviétique lance un appel pour que « d'autres nations » apportent leur contribution « à la minimisation des risques de guerre nucléaire » et joignent leurs efforts dans le domaine de la non-prolifération nucléaire.

On ne pouvait être plus clair : le souhait des Américains et des Soviétiques est que les négociations START, de bilatérales qu'elles sont jusqu'à présent, deviennent multilatérales, avec l'entrée en scène des autres puissances nucléaires invitées à réduire leur arsenal. C'est, du reste, la position traditionnelle de Moscou qui n'a jamais établi de différences entre les potentiels nucléaires déclarés des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France, en estimant que les systèmes d'armes de ces trois pays étaient de fait dirigés contre l'Union soviétique.

Une telle revendication a déjà été écartée par les Britanniques. Mais Londres est y très attentif pour une autre raison qui tient au fait que les États-Unis assistent le Royaume-Uni dans la mise au point de sa doctrine d'un arsenal en deux fois : une partie des missiles de ses sous-marins, Washington peut donc être accusé par Moscou de jouer un double jeu en laissant filer les secrets technologiques américains vers un allié non contrôlé par le traité START.

## Les quatre conditions de M. Mitterrand

Si, de son côté, elle a pour elle d'avoir un arsenal en deux fois, la France est aussi impliquée par cette pression des Soviétiques exercée sur les autres puissances nucléaires. M. Mitterrand a, cependant, eu déjà l'occasion d'énumérer les conditions auxquelles la France pourrait s'associer à de nouvelles étapes du désarmement nucléaire.

Il en a avancé quatre : 1) il faut que l'écart entre le potentiel des deux plus grands arsenaux et l'arsenal national ait été considérablement réduit, sans que le chef de l'État français ait quantifié précisément leur rapprochement ; 2) il faut que les déséquilibres classiques en Europe, par l'intermédiaire de la Conférence, la réduction des forces conventionnelles (CFE), aient été sensiblement atténués ; 3) il faut que l'arme chimique ait été éliminée, et l'impulsion en a été donnée par la récente conférence de Paris ; 4) il faut que cesse la compétition internationale dans les domaines des défenses anti-missiles, anti-satellites et anti-sous-marins.

D'une manière générale, les Français récusent l'idée des Soviétiques qui visent à faire un bloc homogène des trois discussions occidentales, sous prétexte qu'elles sont alliées, et donc à nier le caractère souverain de l'arsenal français. Depuis peu, Moscou a émis un autre projet, celui d'allouer la qualité d'observateur aux délégations française et britannique dans un second « round » des START où elles seraient associées. Tant à Paris qu'à Londres, on se montre très réservé, dès lors que cette situation ferait que les deux pays pourraient se croire ultérieurement liés par des décisions auxquelles, en réalité, ni l'un, ni l'autre n'aurait pris une part active et a fortiori responsable.

JACQUES ISNARD

M. François Léotard approuve l'abandon du missile S-45. M. François Léotard, ancien président du PR, s'est déclaré, lundi 29 juillet, sur TF1, favorable à l'abandon du missile nucléaire S-45 qu'il a jugé « extrêmement coûteux, fragile dans sa vulnérabilité et relativement faible dans son efficacité ». A la différence du reste de l'opposition, qui réclame le rétablissement de ce programme stratégique, M. Léotard estime difficile pour la France de « maintenir l'ensemble des composantes nucléaires ».

## Un sommet des rencontres...

Suite de la première page

Meis M. Gorbatchev pouvait aussi avoir d'autres intentions : en faisant appel à M. Nazarbajev, avec lequel il a moins de problèmes qu'avec M. Eltsine, il pouvait espérer réduire ainsi l'impact de l'entretien séparé que M. Bush devait avoir mardi après-midi avec le président de Russie.

Un impact qui sera de toutes façons important, surtout après le nouveau coup d'état que vient de réussir celui qui apparaît de plus en plus comme le vrai champion des réformes en URSS : M. Eltsine a en effet tenu à Moscou un petit sommet russo-biélorusse à la veille du grand sommet soviéto-américain. Il a manifesté ainsi que l'un peut reconnaître l'indépendance d'un peuple et signer néanmoins avec lui des accords mutuellement avantageux, même si, bien sûr, un président de République n'a pas de responsabilités comparables à celles que doit prendre un président de l'URSS. (Lire page 3.)

Enfin, dernier volet de son programme, M. George Bush se rendra, jeudi, pour une courte journée, en Ukraine, République dont le participation au traité de l'Union est actuellement très incertaine. Le président américain y rencontrera à la fois les dirigeants et l'opposition indépendantiste, assez populaire parmi les nombreux Ukrainiens américains. Une rencontre qui se fera toutefois sous un mode très informel : il ne s'agira pas d'un entretien, mais d'un discours devant le Parlement ukrainien, où la force de l'opposition est telle qu'il a repoussé à septembre l'examen du projet de traité d'Union. Un projet qui, en revanche, a été approuvé, avec diverses nuances, par les parlements des huit autres Républiques auxquelles il a été soumis.

## Chaque geste sera soupesé

Plusieurs dirigeants étrangers — dont les premiers ministres d'Espagne et de Grèce — se sont récemment rendus à Moscou pour des visites officielles, les responsables de Républiques désormais « souveraines » — M. Eltsine notamment, devenu l'interlocuteur obligé de la République d'Ukraine, ont été reçus par le président Gorbatchev, près de Kiev, début juillet, avant d'être allés à un incident « diplomatique », les deux dirigeants ayant alors omis de prévoir une rencontre entre le chancelier allemand et les dirigeants de la République d'Ukraine. Les manifestations hostiles qui les avaient accueillis les avaient obligés à réparer cet oubli sur-le-champ. Un incident qui semble avoir fait réfléchir le président américain au point qu'il aurait suggéré lui-même, dit-on dans l'entourage de M. Eltsine, de rencontrer le président de Russie et de se rendre en Ukraine.

Mais l'exercice sera bien sûr infiniment plus délicat pour le chef de la super puissance mondiale que pour ses prédécesseurs. Chaque mot, chaque geste de M. Bush sera soupesé pour savoir s'il ne va pas donner lieu à une interprétation erronée. M. Gorbatchev aura, ou non, évalué en faveur des Républiques. A la veille de son départ pour Moscou, le président américain n'a pas esquissé le problème. Affirmant que les questions touchant à l'état de l'économie soviétique vont « rapidement diminuer l'ordre du jour » de ses entretiens, il a expliqué que ce sont les tâches liées au redressement de cette économie qui expliquent son souhait de voir signer au plus vite un traité de l'Union. « J'espère qu'en étant cela je n'interfère pas dans les affaires intérieures de l'Union soviétique », avait-il toutefois ajouté.

Or, pour des millions de Soviétiques et, par extension, pour les Baltes, Ukrainiens, Moldaves et Caucasiens, il s'agit bien sûr d'une ingérence. Même si la plupart admettent que « le président des

États-Unis traite en priorité avec le président de l'Union soviétique », comme a également cru bon de le préciser M. George Bush. Le paradoxe est que, sur des problèmes centraux dont M. Bush va discuter avec M. Gorbatchev, les vues américaines sont plus proches de celles défendues par M. Eltsine. C'est le cas de l'aide soviétique à Cuba, que le président de Russie dénonce en demandant qu'elle soit arrêtée, alors que M. Ignatenko a encore déclaré lundi que « les accords signés avec les amis cubains seront respectés ».

Même problème sur l'attitude à adopter envers la crise en Yougoslavie, dont le premier ministre, M. Ante Markovic, vient d'être invité à visiter Moscou les 1<sup>er</sup> et 2<sup>es</sup> août, en signe de ferme soutien au maintien de l'unité de la Fédération. Ou encore la question brûlante d'une éventuelle action américaine contre des cibles liées au programme nucléaire de l'Irak, que la diplomatie soviétique ne soutient pas. Les amis de M. Boris Eltsine étaient, eux, les plus chauds partisans de toutes les actions militaires américaines pendant la guerre du Golfe.

## « Caprices des camarades » militaires

Sur une question centrale — et capitale pour l'avenir de l'URSS — des discussions soviéto-américaines, à savoir la politique de défense soviétique et la reconversion de son complexe militaro-industriel, le paradoxe est encore plus frappant. La Russie, soutient notamment par l'Ukraine et le Kazakhstan, estime possible une réduction drastique des dépenses militaires, ce à quoi s'oppose bien sûr le ministère soviétique de la défense.

Les Républiques affirment aussi que la reconversion civile des entreprises produisant en partie des armements ne pourra se faire que sous leur propre contrôle et non sous celui, centralisé, du complexe militaro-industriel lui-même, comme le prévoient les plans

soviétiques actuels, vieux de trois ans et aux résultats peu probants.

C'est sans doute pour toutes ces raisons que le secrétaire d'État américain, M. James Baker, arrivé à Moscou avant le président Bush, s'est entretenu lundi pendant près de quatre heures avec l'ancien ministre soviétique des affaires étrangères Edouard Chevardnadze. Critiqué par les militaires soviétiques et tous les conservateurs, ce dernier avait démissionné en décembre dernier, s'estimant mal défendu par M. Mikhaïl Gorbatchev. Moins d'un mois plus tard, était l'intervention de l'armée soviétique à Vilnius qui avait provoqué, de même que les nouveaux obstacles mis par les militaires soviétiques à la conclusion de l'accord START, le report jusqu'à aujourd'hui du sommet soviéto-américain. M. Chevardnadze, qui s'était longtemps entretenu il y a deux jours avec M. Eltsine, a déclaré que son entretien « informel » avec M. Baker a porté sur les problèmes intérieurs de l'URSS « qui préoccupent maintenant le monde entier ». Pour ce qui concerne l'accord START, M. Chevardnadze a également estimé que, tel qu'il doit être signé mercredi, il est moins avantageux pour l'URSS que sous la forme où il voulait le faire signer cet hiver, avant que « les caprices des camarades » militaires ne viennent y apporter des « complications artificielles ».

L'ex-ministre des affaires étrangères s'était aussi prononcé pour une reprise rapide des négociations sur des réductions plus poussées des armes nucléaires stratégiques. Ce souhait, que les États-Unis ne semblent pas partager, a été officiellement émis lundi par le nouveau ministre soviétique des affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh.

Enfin, mercredi, dans la résidence du président Gorbatchev de Novo-Ogarevo, à une trentaine de kilomètres de Moscou, dans ce qui peut passer pour le « Camp David » soviétique, MM. Bush et Gorbatchev, ainsi que leurs épouses, s'isolèrent une grande partie de la journée, avant de revenir au Kremlin signer officiellement le traité START, puis tenir la conférence de presse commune de clôture.

SOPHIE SHIHAB

## A TRAVERS LE MONDE

## ESPAGNE

## Violente manifestation à Bilbao avant la visite du roi Juan Carlos

A la veille de la visite officielle du roi Juan Carlos dans les provinces basques de Biscaye et de Guipuzcoa (le Monde du 30 juillet), des incidents ont éclaté, lundi 29 juillet à Bilbao, à l'issue d'une manifestation de plusieurs centaines de personnes. La police a tiré des balles en caoutchouc sur les jeunes manifestants, qui ont dressé des barricades et incendié un autobus. Cinq attentats ont été perpétrés, au moins d'une semaine, dans la Pays basque espagnole, dont la dernière, dimanche 28 juillet, avait causé le mort d'un garde civil. Le mouvement Herri Batasuna, considéré comme le bras politique de l'ETA, a d'autre part annoncé l'organisation de sept nouvelles manifestations en signe de protestation contre la visite du monarque. (AFP, Reuters.)

## HAÏTI

## Mutinerie avortée pour l'ouverture du procès du duvaliériste Roger Lafontant

Les marins de la principale base navale de Port-au-Prince se sont mutinés lundi 29 juillet — jour de l'ouverture du procès du duvaliériste

## LIBAN

## Représailles israéliennes après un attentat d'Amal

Trois miliciens pro-Israéliens de l'Armée du Liban sud ont été tués, lundi 28 juillet, par l'explosion d'une charge télécommandée de forte puissance. Cette attaque a été revendiquée, à Beyrouth, par le mouvement chiite Amal, pro-syrien. Aussent, plusieurs villages, sous le contrôle d'Amal ou du Hezbollah pro-iranien et situés hors de la « zone de sécurité » créée par Israël, ont été la cible de bombardements faisant cinq morts et douze blessés, ainsi que de considérables dégâts dans les habitations, a indiqué la police.

Dans les territoires occupés, un jeune Palestinien a été tué lundi par des tirs de soldats israéliens lors de la dispersion d'une manifestation, à Silwad, un Cisejordanie occupée. A Jérusalem, un jeune Palestinien a été lapidé et agressé à l'arme blanche par trois Juifs, selon la radio israélienne.

## Une dissuasion minimale à la française

L'accord START va obliger les états-majors des deux pays à réexaminer le plan d'emploi de leurs armes nucléaires. Certaines cibles — comme des postes de commandement régionaux ou des bases stratégiques de lancement — qui avaient été jugées prioritaires vont désormais devenir secondaires. D'autres auront été rayées de la liste des objectifs qui ont tenu régulièrement à jour par les planificateurs américains et soviétiques.

Non seulement le nombre de cibles éventuelles aura diminué, mais la façon de les attaquer — si l'on s'y résout — sera aussi modifiée parce que, entre-temps, les missiles assaillants, restant dans les deux arsenaux, seront encore plus précis, leur capacité de pénétration sera sensiblement accrue et leur trajectoire rendue beaucoup moins vulnérable.

Ainsi, sans avoir été éliminés, la quinzaine Washington Post a pu dire, par exemple, que la Pentagone a réparti plus de 7 000 cibles potentielles en cas d'attaque nucléaire contre l'Union soviétique, au lieu de 10 000 précédemment. Les pays de l'Est européen auraient été exclus de ces plans.

## Une notion différente selon les pays

Même si la capacité américaine de dissuasion doit continuer de reposer sur une « triade », traditionnellement constituée de sous-marins, de missiles basés à terre et de bombardiers, l'arsenal nucléaire des États-Unis devrait enregistrer, du fait des START, la réduction la plus drastique jamais subie.

Plusieurs personnalités rassemblées sous l'égide de l'Institut John Hopkins, de Washington, ont considéré que le concept américain de dissuasion pouvait dès lors évoluer en

direction de la thèse française d'une dissuasion minimale ou suffisante, à savoir, un niveau de sécurité ou de stabilité maximum qui puisse être garanti avec le minimum d'armes, sans avoir besoin d'étaler — comme c'est encore la cas pour les deux grandes puissances nucléaires — cette surcapacité à écorner plusieurs fois de suite une même cible sous le prétexte qu'il faut saturer ses défenses pour être assuré de la détruire.

Les Soviétiques, de leur côté, s'interrogent. M. Alexandre Bessmertnykh, ministre soviétique des affaires étrangères, a, dans une lettre au secrétaire général de l'ONU, proposé que les cinq membres permanents du Conseil de sécurité débattent de cette notion nouvelle d'une dissuasion nucléaire minimale.

En réalité, la définition d'une telle dissuasion varie beaucoup d'un pays à l'autre et il ne sera pas aisé d'aboutir à des critères communs. Qu'y a-t-il, en effet, de comparable entre un arsenal français, qui culmine à quelque 500 charges, et des panoplies américaines ou soviétiques, qui seront entre 9 000 et 8 000 têtes chacune après l'application du traité ? La France et la Grande-Bretagne, dont l'arsenal est encore plus faible, devront-elles continuer à développer et à moderniser leur armement pour sa hisser au niveau que les deux Grands seront parvenus à déterminer entre eux et pour prendre ainsi leur part d'une éventuelle négociation qui les intégrerait ? Avant d'en arriver à ce paradoxe, la désarmement nucléaire aura franchi une nouvelle étape la jour où Washington et Moscou discuteront de la qualité de leurs armes — pour en limiter les performances diaboliques — et pas seulement de leurs quantités.

J. I.

## DIPLO

et la situation en U

## La Russie l'indépendance

MOSCOU

Le 29 juillet, pour l'arrivée du président Bush à Moscou, a été organisée une manifestation de masse. Des milliers de personnes ont défilé dans les rues de la capitale, brandissant des drapeaux soviétiques et des portraits de Gorbatchev. L'atmosphère était festive, malgré la chaleur du jour. Les médias ont couvert largement l'événement, soulignant l'importance de la visite présidentielle.

La manifestation a été organisée par le parti communiste et les organisations de jeunesse. Des discours ont été prononcés, appelant à la coopération internationale et à la paix. Les participants ont également chanté des hymnes nationaux. L'arrivée de Bush a été saluée par des coups de feu et des salves d'artillerie.

## Représailles diplomatiques

En réaction à la visite du président américain, certains pays ont pris des mesures diplomatiques. Certains ont retiré leurs ambassadeurs de Moscou, tandis que d'autres ont maintenu leurs postes diplomatiques. La situation reste tendue, mais les négociations continuent.

## EN BREF

ATLANTA : trois responsables militaires américains ont été tués lors d'un attentat à l'arme chimique. Les enquêteurs cherchent à identifier les auteurs.

HAÏTI : des manifestations de rue ont éclaté à Port-au-Prince, réclamant la fin de la dictature. Les forces de l'ordre ont dispersé les manifestants.

LIBAN : des miliciens ont été tués lors d'une attaque contre une base militaire. Les responsables de l'attaque ont revendiqué l'acte.

ESPAGNE : des incidents ont éclaté à Bilbao, à l'occasion de la visite du roi Juan Carlos. Des manifestants ont jeté des pierres et des bouteilles.

HAÏTI : des élections ont été organisées pour élire un nouveau président. Le scrutin a été marqué par de nombreuses irrégularités.

مكتبة الأمل



*Dated : New York, New York, July 31, 1991.*



# Irak : un pays sous tutelle

Il y eut un en, le 2 août, le président irakien, M. Saddam Hussein, lançait son armée sur son petit voisin du sud, le Koweït, auquel il reprochait de mener une politique pétrolière contraire aux intérêts de Bagdad. Le forfait du président irakien suscita, au cœur de l'été, une mobilisation rapide de la communauté internationale, résolue à ne pas laisser cette agression impunie.

Sous la bannière des Nations unies, montées en première ligne, les États-Unis constituèrent autour de leur corps expéditionnaire une coalition militaire - occidentale et arabe - anti-irakienne. Après l'instauration d'un embargo contre Bagdad, la «logique de guerre», selon la formule de M. Mitterrand, était lancée. Elle aboutit au conflit du Golfe, aérien du 17 janvier au 24 février (heure de Paris), terrestre jusqu'au cessez-le feu, le 28 février.

Cinq mois plus tard, M. Saddam Hussein est toujours aux commandes de l'Irak, au grand dam du président George Bush. Le temps d'un premier bilan, le Monde examine, dans ce dossier, ce que la guerre du Golfe a ou non changé au Proche-Orient et dans le monde.

Le bilan, en termes de vies humaines, du conflit du Golfe et de la guerre civile en Irak est impossible à cerner avec précision. En recoupant diverses sources occidentales, et en l'absence de chiffres officiels côté irakien, on peut estimer entre 170 000 et 250 000 le nombre de personnes qui ont payé de leur vie les événements consécutifs à l'invasion du Koweït, dont 100 000 soldats irakiens, 389 Américains et 77 alliés, le reste étant des victimes civiles.

BAGDAD  
de notre envoyée spéciale

Quand, il y a un an, son armée s'empare en trois heures du Koweït, M. Saddam Hussein songe sans doute avoir atteint son objectif : se donner les moyens financiers pour faire de l'Irak la première puissance nucléaire du monde arabe capable de rivaliser militairement avec Israël et donc de parler, au nom des Arabes, avec les «Grands». Un an après, comme le murmurent nombre d'Irakiens, «le roi est nu». Et, plus grave, l'Irak est détruit économiquement, socialement, humanitairement.

Célé sur un pouvoir qui ne repose plus que sur les seuls services de sécurité, le président gouverne un pays sous surveillance et dans lequel sa liberté d'action est, au moins temporairement, sérieusement limitée. Contraint et forcé d'accepter, par le jeu politique et la nécessité, la présence de l'ONU et des organisations humanitaires internationales, le président ne peut totalement ignorer ces témoins dont la présence risque d'autant plus de se prolonger que l'application complète de la résolution 687 demandera encore beaucoup de temps. Si l'indépendance territoriale de l'Irak a été sauvegardée,

il n'empêche que tout le nord du pays échappé désormais au contrôle du pouvoir central ou profit de ses ennemis turcs et que le débouché maritime au sud, est sous la responsabilité de l'ONU.

En gestation depuis trois mois, la recherche d'un accord avec le Front unifié du Kurdistan se fait toujours attendre et la reprise de Souleimaniyah par les peshmergas est une preuve de l'incapacité à la fois politique et militaire du gouvernement de «maintenir l'ordre» sur son propre terrain.

Reprise  
en main

Meurtri, le sud du pays, à majorité chiite, est revenu sous le contrôle de la force de Bagdad, mais les chiites, majoritaires en Irak, n'oublieront jamais la terreur répressive à laquelle ils ont dû faire face et le pouvoir a, par exemple, aujourd'hui, bien du mal à trouver des volontaires pour les élections au sein du parti Baas.

Le ministre de l'Intérieur, M. Ali Hassan Majid, a dû lui-même se déplacer pour désigner d'office les «candidats», ou ne voulant, même aux plus bas échelons du parti, apparaître comme un soutien du régime. Dans la zone des marais, objet des préoc-

cupations de l'ONU et d'un avertissement de Washington, Londres et Paris, l'armée se heurte à une opposition endémique qui n'hésite pas à monter en embuscade pour faire des coups de main contre les cibles gouvernementales.

Placé sous mandat de l'ONU et délimité sur une profondeur de dix kilomètres, la bande frontalière avec le Koweït dans laquelle se trouve la base navale d'Um-Qasr est une autre enclave plus ou moins soustraite au contrôle de Bagdad qui devra d'ailleurs accepter un arbitrage international pour la délimitation définitive de la frontière. A cette perte de sou-

veraineté s'ajoute bien évidemment la destruction totale de la puissante industrie d'armement irakienne et, surtout, des laboratoires de recherche nucléaire, objet de tous les soins du président qui n'hésitait pas à y sacrifier l'essentiel des ressources de son pays. Ses tentatives de cacher tout son potentiel malgré le risque encouru montrent que le président irakien ne s'est toujours pas résolu à perdre complètement sur ce plan. Mais pour combien de temps?

Malgré ce sombre tableau, M. Saddam Hussein semble pour l'instant hors d'atteinte d'une contestation interne de nature à

menacer sérieusement son pouvoir. Après le flottement qui a suivi immédiatement le retrait du Koweït, les services de sécurité ont repris leur rôle de contrôle. Et si la population ose encore parler contre le régime, c'est de plus en plus discrètement. Désorientés par l'attitude occidentale, les Irakiens ne savent plus réellement à quoi s'en tenir et, à terme, le maintien des sanctions risque de jouer plus contre l'Ouest que contre le gouvernement.

Certes, M. Saddam Hussein a perdu tout le crédit que lui avait valu sa «victoire» contre l'Iran et si des élections se déroulaient aujourd'hui en Irak il ne recueillerait sans doute pas plus de 10% des voix. Mais le faux semblant de démocratie annoncé ne risque pas de remettre en cause son pouvoir. Comptant sans aucun doute sur le temps, l'absence d'une opposition crédible et la crainte des pays limitrophes de bouleversements sanglants à leurs frontières, le président irakien cherche, pour l'instant, à reprendre en main ce qu'il peut du pays. Car, comme le souligne un diplomate, «la leçon qu'a tirée le régime des troubles de mars est qu'il faut plus de répression, plus de contrôle, plus de magouille».

FRANÇOISE CHIPAUX



## L'obstacle Saddam Hussein

Suite de la première page

Réduite au silence par la féroce répression de l'après-guerre, la communauté chiite, pourtant restée loyale pendant la guerre contre l'Iran, passe ses plaies et remâche son amertume. La base du régime n'a jamais été aussi étroite. Le ministre de l'Information annonce, pour cette année, le multipartisme et la liberté de la presse. Mais qui prend au sérieux ces vagues promesses de démocratie?

Saddam Hussein a risqué perdu de son obstination guerrière. La révolte chiite à peine écrasée, le président irakien s'attelle à reconstruire son armée, autour des cinquante mille hommes de la garde républicaine prudemment mis à l'abri pendant le conflit.

Une morgue  
indemne

Fort de au moins 200 000 soldats réguliers regroupés en quarante-huit divisions, l'armée irakienne demeure la mieux équipée de la région : environ 2 000 chars et véhicules blindés, deux cents avions de combat, quatre cents hélicoptères, et quelque sept cents missiles Scud, démontés par l'œil des satellites américains.

«Nous avons détruit toutes les installations nucléaires de l'Irak», avait affirmé, présomptueux, le

général Schwarzkopf, dix jours après le déclenchement de la guerre aérienne. On sait aujourd'hui - de l'événement de Bagdad - qu'il n'en était rien, que Saddam Hussein, pendant des mois, violait la résolution 687 du Conseil de sécurité de l'ONU qui l'oblige à la «transparence» dans ce domaine.

Étant donné l'importance politique de l'enjeu, il tentera sans doute jusqu'au bout de dissimuler les matériaux susceptibles de lui donner un jour la bombe. Des escouades d'inspecteurs se sont rendus à l'été dernier. Ce récent épisode nucléaire prouve à quel point Saddam Hussein reste dangereux pour la sécurité régionale. Il justifie l'extrême vigilance de l'Occident à son endroit et donc, a posteriori, raison à George Bush d'avoir attaqué l'armée irakienne sans plus attendre. Prolonger indéfiniment l'embargo est peut-être permis à Saddam Hussein d'atteindre son objectif nucléaire.

Fallait-il pour autant «finir le job», prolonger la guerre terrestre au-delà de ses «côtés heureux»? Aller jusqu'à Bagdad et détenir Saddam Hussein dans son bunker? Ou du moins anéantir son armée pour l'empêcher de réprimer les révoltes kurde et chiite? Deux Américains sur trois le pensent aujourd'hui, et sans doute beaucoup d'Irakiens, las de la dictature. Mais George Bush - et ses

alliés - voulaient affaiblir l'Irak, pas le disloquer; neutraliser Saddam Hussein, pas le liquider. Libérer le Koweït était le «but de guerre» fixé par les Nations unies. Et qu'aurait-on pas dit si les forces de la coalition avaient occupé Bagdad ou bombardé, au-delà du nécessaire, une armée en déroute?

La force  
ou les sanctions

Saddam Hussein ou comment s'en débarrasser. Cinq mois plus tard, l'élématoire politique du président irakien reste, pour Washington, l'un des objectifs de l'après-guerre. Pas question toutefois pour l'Amérique d'attenter à la vie de son pire ennemi du moment, à supposer que cela soit possible. L'assassinat d'une personnalité étrangère - faut-il le rappeler? - est un acte illégal aux yeux du Congrès. En revanche, la CIA a tout loisir d'encourager et de financer les rivaux, notamment militaires, de Saddam Hussein. Mais l'hypothèse d'un putsch ou d'une révolution de palais semble bien improbable, l'armée étant périodiquement purgée. Trois conspirations auraient été déjouées depuis la fin de la guerre et dix-huit officiers supérieurs pendus le

mois dernier. Que faire? Saddam Hussein comprend mieux que tout le langage de la force. George Bush est tenté par une nouvelle action militaire pour neutraliser le potentiel nucléaire irakien. Mais sa marge de manœuvre est étroite. Bien moins nombreux que pendant la guerre, les pilotes américains s'exposeraient à de plus grandes pertes. En outre, on voit mal comment des bombardements aériens permettraient aujourd'hui de détruire des objectifs qui ont pu être anéantis au plus fort du conflit. La guerre de destruction massive contre l'Irak a été livrée en janvier et février; on ne la mènera pas une seconde fois. Ni les alliés arabes de l'Amérique ou l'Union soviétique d'apporteront leur soutien politique à une telle entreprise.

Restent les sanctions mises en œuvre par les Nations unies au début de la crise. Elles placent George Bush devant un autre dilemme. Maintenir l'embargo tel qu'il est, c'est prolonger sciemment les épreuves de tout un peuple, déjà victime des erreurs criminelles de son chef; c'est punir la masse des plus pauvres sans gêner la nomenclature à l'honneur la chute de Saddam Hussein; c'est donc largement manquer sa cible.

Assouplir l'embargo sans contrepartie, c'est se priver d'un moyen de pression sur le maître de Bagdad, lui offrir une victoire à bon compte, renforcer son régime.

La meilleure solution consisterait à alléger l'embargo tout en contraignant Bagdad à appliquer scrupuleusement l'ensemble des résolutions de l'ONU. D'un côté, la communauté internationale maintiendrait vigilance et fermeté envers l'Irak, pour l'obliger continuellement à démontrer ce qu'il reste de son arsenal nucléaire. De l'autre, le comité des sanctions de l'ONU accorderait certaines dérogations.

L'Irak serait, par exemple, autorisé à exporter un milliard de dollars de pétrole pour financer l'achat de produits alimentaires et de médicaments. Des mécanismes appropriés obligeraient Bagdad à une transparence bancaire absolue. Les agences spécialisées de l'ONU et des organisations humanitaires assureraient sur place la distribution de ces biens.

Tout cela implique de prolonger pour une période indéterminée - et de renforcer - la mise sous tutelle de l'Irak, contrairement à certains abandons de souveraineté. C'est déjà le cas en Kurdistan, où l'aviation irakienne ne peut franchir le 36° parallèle, sous peine de déclencher une riposte américaine. En territoire turc, quelque deux mille six cents soldats alliés sont prêts à intervenir au cas où Saddam Hussein, rompant les négociations en cours avec les dirigeants kurdes, lançerait des représailles contre la population.

L'étrange «après-guerre» du Golfe, on le voit, s'éternise. Sans doute durera-t-elle aussi longtemps qu'il faudra «vivre avec Saddam». JEAN-PIERRE LANGELLIER

## «Statu quo» pétrolier, tensions financières

Si le pétrole était, comme il l'a affirmé, l'un des principaux objectifs de Saddam Hussein en envahissant le Koweït, le moins que l'on puisse dire est qu'il a perdu sur tous les terrains. Un an après l'invasion, les prix du brut sont revenus exactement au même niveau qu'en juillet 1990, soit 18,5 dollars pour le prix moyen d'importation en France.

Pour l'Occident, la fièvre des cours d'août à décembre 1990 n'est qu'un lointain souvenir et la récession économique qui a suivi commence partout à reculer. Chez les producteurs, tous les principaux ennemis de l'Irak ont été les premiers bénéficiaires de la crise : l'Arabie saoudite, comme l'Iran, les Émirats arabes unis, Bahreïn, Oman, etc., produisant à pleine capacité, et les États-Unis en ont profité pour relancer leur extraction pétrolière.

Mieux encore, le Koweït lui-même, pourtant minutieusement saboté par les troupes irakiennes, renait enfin de ses cendres. Tandis que l'Irak est toujours interdit d'exportations pétrolières et ne peut espérer au mieux d'ici l'automne pour raisons humanitaires, qu'une levée partielle de l'em-

bargo, étroitement surveillée, le petit émirat, lui, a annoncé fièrement ses exportations de brut.

240 puits  
éteints

Cette décision est certes largement symbolique puisque les quantités attendues - deux cargoes de 1 million de barils chacun - sont très éloignées des rythmes normaux de vente koweïtiens d'avant l'invasion - plus de 2 millions de barils/jour. Elle montre toutefois l'ampleur des travaux de reconstruction entrepris depuis la libération il y a cinq mois. En quittant le pays à la fin de février, les troupes irakiennes avaient laissé un secteur pétrolier totalement dévasté. Les terminaux, les cuves, les oléoducs, les raffineries, tout était inutilisable.

Du milliard de puits recensés dans l'émirat, plus de 800 avaient été totalement détruits, par explosifs et incendies, dégageant un nuage de fumées toxiques sans précédent. Après un démarrage poussif, rendu plus ardu par l'absence de services de

base - les Irakiens avaient également détruit l'électricité, l'eau, le téléphone, les moyens de transports, etc. - les travaux de réparation ont finalement atteint un rythme de croisière d'environ 15 puits par semaine. A ce jour, 240 puits sur 600 ont été éteints, et le gouvernement koweïtien a annoncé qu'il espérait avoir terminé l'extinction de tous les puits d'ici mars 1992.

La production de l'émirat atteint 140 000 barils/jour, ce qui suffit à assurer la consommation intérieure et les autorités espèrent exporter 400 000 barils par jour d'ici à la fin de l'année. Toutefois ce n'est pas de l'été que la Koweït retrouvera ses recettes pétrolières pesées (10 milliards de dollars par an).

Les coffres vides  
des pétromonarchies

Sur le plan financier, le bilan est moins rassurant. La guerre a en effet vidé les coffres privés et les caisses publiques de la plupart des pétromonarchies du Golfe. On estime qu'au total une soixantaine de milliards de dollars

de capitaux privés se sont ainsi enfuis dès l'invasion, dont une petite partie seulement est revenue. Les États, principaux moteurs de l'activité, ont été également fortement mis à contribution.

La participation du Koweït, de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis à l'effort de guerre allié est estimée à 30 milliards de dollars, auxquels il faut ajouter les engagements pris pour l'avenir (lebens d'armement notamment). La situation est certes gérable compte tenu des richesses accumulées par ces États rentiers, mais pour la première fois les pétromonarchies sentent le poids des contraintes financières, dont les écartes récentes de la BCCI sont une illustration.

De ce point de vue, le Koweït est certainement le plus touché. Le coût global de la reconstruction est certes beaucoup moins important qu'on ne l'avait cru au départ : au total une vingtaine de milliards de dollars. Mais il faut lui ajouter la participation koweïtienne à l'effort de guerre allié (16 milliards de dollars), et le manque à gagner lié à la perte

des exportations de brut (8,5 milliards de dollars par an). La «note» est donc lourde : 80 milliards de dollars étalés sur cinq ans. Toutefois l'émirat, qui avait accumulé avant l'invasion plus de 100 milliards de dollars d'actifs à l'étranger, et, de l'avis général, les moyens de la payer.

Un bénéficiaire :  
l'Iran

Après plusieurs mois d'études et d'hésitation, le gouvernement a annoncé qu'il allait financer ces besoins en empruntant 33 milliards de dollars sur le marché international des capitaux. Cette solution a été préférée à la vente pure et simple des actifs, afin de faire chuter la valeur des titres émis - et d'autre part de préserver les revenus tirés de ces placements estimés à 10 milliards de dollars par an.

Dans le domaine économique, la saut paye ayant finalement rééquilibré profit de la crise est l'Iran, qui non seulement a bénéficié d'une hausse de ses recettes mais a aussi tiré parti de

la situation en renouant des liens diplomatiques et commerciaux avec la plupart des pays occidentaux, ainsi qu'avec l'Arabie saoudite. Cela dit, la guerre n'a pas été ici non plus un «miracle». Compte tenu de la situation économique et sociale critique qui prévalait, l'Iran, empêtré dans ses contradictions et tout juste de quoi financer son plan de reconstruction.

Finalement la conséquence la plus claire du conflit a été d'inverser les mouvements de capitaux. Traditionnellement exportatrice nette de capitaux, grâce à la manne pétrolière et à la faiblesse de sa population, la région du Golfe a certes les moyens de régler ses ardoises et de financer pour partie sa reconstruction - du moins en ce qui concerne le Koweït - mais elle devra, pour quelques années, emprunter, devant donc importatrice de capitaux. Un problème qui explique largement la pénurie mondiale d'épargne dénoncée par les économistes.

VERONIQUE MAURIS

مكرمان الأسفل



# L'INVASION DU KOWEÏT

## Des chiïtes écrasés des Kurdes qui négocient

Rages furent ceux qui avaient prévu le soulèvement chiïte. Parti au début de mars de Bassorah, il devait s'étendre rapidement à la plupart des grandes villes du Sud. Pendant la guerre contre l'Irak, les chiïtes - entre 30 et 55 % de la population - étaient restés fidèles à leur pays au point de fournir le gros des troupes face aux assauts des poudrières.

Pourtant, ce sont ces mêmes soldats, humiliés par une nouvelle guerre qui, cette fois, ne signifiait rien pour eux, qui donnèrent le signal de la révolte dès leur retour à Bassorah. Son succès initial fut le résultat du vide politique né de l'effondrement de l'appareil militaire et répressif du régime. Parallèlement, l'idée que l'Irak accablait la rébellion d'une manière de plus en plus voyante et les propos irresponsables tenus à Téhéran par l'ayatollah Khomeïni, le chef de l'Assemblée suprême de la révolution islamique, devaient sceller sa défaite.

En évoquant l'éventualité d'une République islamique, ce dernier effraya une partie de la communauté chiïte hostile à l'effacement d'un pouvoir religieux, tempéré par l'enthousiasme d'une fraction agissante des chiïtes, représentée par le parti Al Dawa, méfiant à l'égard des visées de Téhéran, et provoqua la neutralité passive des États-Unis et des pétromonarchies mallemment désireux de voir s'implanter en Irak un régime du type iranien.

### Le droit d'ingérence

Plus étonnant est le silence embarrassé des défenseurs des droits de l'homme devant une répression dans le féroce et dépeché de la suite. Ces derniers, qui s'étaient, jusqu'à présent, montrés très sensibles à l'égard du conflit, furent finalement entraînés dans la tourmente.

On se sait pas encore clairement si la révolte kurde, qui parvint vers la fin de mars à libérer les principales villes du nord-est de l'Irak, a été désempoquée sur ordre du Front uni du Kurdistan - regroupant l'ensemble des pechmerges - ou bien si elle résultait d'actions spontanées inspirées par des éléments incontrôlés en désaccord avec la prudence du Front. Une chose est sûre : cette révolte était prématurée. L'armée irakienne, ayant écrasé la rébellion chiïte, reprit au début d'avril le contrôle de la plupart des villes du nord-est du Kurdistan.

Comment expliquer l'indifférence glaciale de M. Bush qui « était allé à la pêche » le jour où se nuaient la tragédie kurde ? Il affirmait plus tard qu'il ne voulait pas risquer « de prélever des amérindiens » et que les États-Unis d'orientaient pas « intervenir dans les affaires intérieures de l'Irak ». Le piquetage et le meurtre exécutés de près de deux millions de Kurdes devaient peu à peu éroder son indifférence. Pour sa part, la France

invoquait un « droit d'ingérence » selon une formule empruntée à M. Kneubner. Le 5 avril, le Conseil de sécurité condamna la répression anti-kurde et lança l'idée d'un « sanctuaire pour les Kurdes ».

Le 8 avril, les Douze approuvèrent la création, sous l'égide de l'ONU, des zones de protection pour les Kurdes, en territoire irakien. M. Bush, d'abord réticent, se laissa finalement convaincre. Le 16 avril, il annonce l'envoi de



nouvelles unités pour créer plusieurs camps d'accueil dans le nord de l'Irak, où des soldats américains pénétrèrent le 17 avril.

Bagdad est contrainte de s'indigner, mais, comme le fait, avec les pechmerges et annonce l'ouverture de négociations avec toutes les organisations du Front du Kurdistan, à l'exception de la branche kurde du Parti communiste irakien. Les pourparlers s'ouvrent d'une manière spectaculaire à Bagdad par des embrassades. Réalistes, les chefs kurdes veulent obtenir d'un Saddam Hussein affaibli le maximum de concessions. Ils savent aussi que la protection armée des Occidentaux ne sera pas éternelle.

En attendant, la zone de protection établie par les alliés a permis aux pechmerges de refaire surface militairement et politiquement, malgré le départ le 15 juillet des unités américano-franco-britanniques du réduit du Nord où elles ont été remplacées par les forces de l'ONU. Le retour des pechmerges à Souleïmaniyah, sans que les irakiens résistent, montre que le « droit d'ingérence » a modifié l'équilibre des forces en faveur des Kurdes, qui bénéficient en outre de l'épée de Damocès menaçant le pouvoir irakien : la force de déploiement rapide occidentale mise en place en Turquie.

J. G.

## Pour l'émirat libéré des promesses de démocratie non tenues

Sabah, transmutée par l'occupation irakienne, avait pris en octobre 1990 lors de la grande réconciliation koweïtienne de Djeddah entre la famille régnante et l'opposition. A l'époque, certains sceptiques affirmaient que, une fois de retour dans leur pays, les émirs oublieraient leurs promesses.

C'est peu ou prou ce qui s'est passé. Les événements des derniers mois confirment que la famille de Sabah n'a pas tiré les leçons de l'occupation irakienne et qu'elle a de nouveau l'intention de régner sans partage. Fait alarmant : l'opposition des « milices princières » conduites par les « jeunes émirs » de la dynastie de Sabah, malgré les mises en garde officielles - surtout destinées à l'étranger - les membres de ces milices se sont érigés en « justiciers » des tribunaux, selon eux, avaient collaboré avec les irakiens. Leurs cibles favorites sont les Palestiniens, globalement et injustement accusés d'avoir trahi le Koweït en coopérant avec l'armée de Bagdad. En vérité, ces « milices », dont l'objectif à long terme est de « convaincre » l'opposition de ne pas se montrer trop entreprenante, opèrent de concert avec les responsables de la sécurité nationale. Leur action, contenue en haut lieu, vise à créer un climat de terreur destiné à inciter la grande majorité des Palestiniens à quitter l'émirat. Cette campagne anti-palestinienne, qui a fait un nombre incalculable de morts ou d'estrupés sous la torture, s'est doublée en juin d'une série de procès expéditifs de collaborateurs présumés, dont une trentaine ont été condamnés à mort.

A la suite de multiples protestations dans le monde, ces sentences ont été commuées en peines de prison à vie. De même, à la suite de la création de groupes clandestins d'auto-défense palestiniens, les « milices princières » semblent depuis le début

de juillet avoir mis une sourdine à leur chasse aux sorcières.

Soumis aux pressions des Américains et de leurs alliés de la coalition, qui ne souhaitent pas être accusés d'avoir, en libérant le Koweït, remis en selle un régime « anti-démocratique », les dirigeants de l'émirat ont depuis leur retour au Koweït multiplié les promesses de libéralisation. Mais celles-ci, d'ailleurs fort timides, ne mettent pas en cause le principe de l'intangibilité du pouvoir des Sabah. Le remaniement gouvernemental d'avril a maintenu intacte l'autorité de la famille royale, malgré le fait qu'elle ne soit plus représentée au cabinet que par cinq de ses membres, contre huit dans l'équipe sortante.

Les seuls changements notables à l'intérieur du nouveau gouvernement (dont le départ de Cheikh Sabah El Ahmed, la « tête noire » de l'opposition) relèvent de la lutte pour le pouvoir à l'intérieur de la dynastie qui détient les postes stratégiques du nouveau cabinet. L'opposition ne s'y est d'ailleurs pas trompée, dénonçant le gouvernement comme un « défi » anticonstitutionnel à la volonté populaire.

### Le Parlement « croupion » réactivé

Les sept groupes politiques qui forment l'opposition - depuis la gauche nationaliste, les différentes formations religieuses sunnites et chiïtes jusqu'aux grandes familles marchandes - estiment que, tant que la décision de l'émir Jaber du 3 juillet 1986 de suspendre la Constitution de 1962 et de dissoudre le Parlement ne sera pas révoquée, il est impossible d'organiser une véritable politique qui fonderait l'émirat sur la base des mesures prises par les dirigeants.

Dans ce contexte, l'opposition, considérablement renforcée par suite de la fuite de la dynastie - qui n'a pu empêcher l'occupation, quittant l'émirat sans avoir pris la moindre disposition susceptible d'organiser la survie et la résistance du peuple koweïtien - réclame avec insistance la tenue rapide de nouvelles élections parlementaires. Un souhait également partagé par les Américains et leurs alliés occidentaux.

Cédant aux pressions conjuguées des « libéraux occidentaux » et de l'opposition interne, l'émir Jaber, après maints ajournements, a fixé la consultation électorale à octobre 1992, une date suffisamment éloignée pour permettre toutes sortes de manœuvres politiques. Plus grave, il a décidé de réactiver le Conseil d'émirat koweïtien, sorte de Parlement « croupion » mal élu dont la création, deux mois avant l'invasion irakienne, avait creusé un profond fossé entre les Sabah et l'opposition démocratique. A son retour au Koweït libéré, l'émir Jaber avait pourtant congédié cet organisme à sa dévotion.

Le « repêchage » de cet organe de l'émirat, prévu par la Constitution de 1962, assure mal de l'avenir de la vie politique au Koweït et des relations des Sabah avec l'opposition. Liée par la Constitution qui prévoit un rôle sur blanc de l'émir, la famille de Sabah, l'opposition a toujours reconnu la légitimité de la dynastie. Tout ce qu'elle souhaite, c'est d'avoir le droit de tempérer le pouvoir des Sabah par une institution parlementaire indépendante qui serait l'expression de la volonté populaire et non une chambre d'émancipation.

JEAN GUEYRAS

## Israël-Syrie : l'« effet Golfe »

« La guerre du Golfe n'a pas eu lieu », affirme dans un petit livre le philosophe Jean Baudrillard. Et pourtant, si une négociation israélo-arabe s'engage à l'instinct, comme probable, ne le devra largement au conflit de l'été dernier.

Soucieux de faire oublier son forfait, Saddam Hussein avait été le 12 août, emprunté au registre classique du répertoire arabe, celui du « Haro sur Israël ». Se livrant à un amalgame, historiquement simpliste, mais érodé après des fautes arabes, il établissait un lien entre la mainmise de son armée sur le Koweït et la présence des forces israéliennes dans les territoires occupés : Palestine, Golan, sud du Liban.

Faisant mine de croire qu'une occupation vivante l'autre, il affirmait que toutes ne pourraient prendre fin que dans le cadre d'un « règlement global ». Du coup, il s'efforçait de diluer la crise du Golfe, fruit de son cynisme brutal, dans le contexte, évidemment plus favorable à ses yeux, de l'affrontement ancestral entre Israël et le monde arabe.

Il n'y a pas de doute que le règlement des conflits israélo-arabe et israélo-palestinien n'aient évidemment pas un « but de guerre », l'administration Bush pouvait difficilement ignorer les critiques des opinions publiques arabes, l'accusant de faire « deux poids, deux mesures », dans le respect du droit international.

Après quatre tournées infructueuses

en Proche-Orient de M. James Baker - décidément, j'en ai, - il aura fallu attendre la mi-juillet pour que quelque chose bouge enfin sur l'échiquier proche-oriental. En avançant les propositions américaines sur la procédure d'une conférence de paix, le président syrien, M. Hafez El Assad, acceptait, du même coup, l'idée d'une négociation directe avec Israël.

Pris à contre-pied par Damas, Jérusalem a d'abord voulu s'assurer auprès de Washington de la sincérité de l'offre syrienne. Tout porte à croire que le gouvernement Shamir est sur le point de lui donner une réponse positive. En revanche, il refuse catégoriquement de négocier avec tout dirigeant palestinien qui se réclamerait de l'OLP et exclud la présence à la table des pourparlers de tout Palestinien vivant à Jérusalem. Est, car cela remettrait en cause à ses yeux la souveraineté de l'Etat juif sur sa « capitale éternelle ».

Les Palestiniens risquent d'être les grands perdants du processus qui s'amorce. Ils réduisent une réédition du scénario de Camp David qui verrait les pays arabes conclure une « paix séparée » avec Israël, la Syrie pouvant espérer récupérer le plateau du Golan perdu en 1967. Ils risquent aussi de perdre l'unique espoir d'un règlement politique que l'OLP a communié en soutenant aveuglément Saddam Hussein.

J.-P. L.

## Pour éviter une nouvelle poudrière

# Un essai de « transparence » du commerce des armes

Pour les principaux pays exportateurs d'armes, la guerre du Golfe a été comme un révélateur : le surarmement, manifestement excessif par rapport à leurs besoins de sécurité, de certains États de la zone est la cause de graves et durables déséquilibres régionaux, au lieu de contribuer à la stabilité dans cette partie du monde.

L'accession de quelques-uns de ces puissances locales à des technologies militaires avancées, comme le nucléaire et la balistique rémiss, est une menace globale, y compris pour le « club » des grandes puissances mondiales qui ont, et voudraient garder, une responsabilité particulière de sécurité en la matière.

De ce point de vue, ce qui s'est passé en 1990-1991 au Proche-Orient et, plus spécifiquement, le conflit avec l'Irak a ouvert les yeux aux cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, qui sont aussi parmi les gros exportateurs d'armes. Il leur a bien fallu, enfin, chercher à s'entendre sur des principes qui visent à réglementer, en le limitant entre eux, le commerce des armements dans la région.

Quelle que soit la base des calculs

qui les fondent, toutes les évaluations concordent. C'est au Proche-Orient qu'on trouve la plus importante des poudrières. Et ce sont sensiblement toujours les mêmes pays fournisseurs qu'on y recense, essentiellement les États-Unis, la France, la Chine, l'Union soviétique, la Tchécoslovaquie et la Grande-Bretagne.

### L'Irak, un cas d'école

A en croire une estimation du Pentagone, quatre pays proche-orientaux figurent parmi les six premiers États importateurs d'armes dans le monde : l'Irak, l'Arabie saoudite, l'Iran et Israël, auxquels il convient d'ajouter deux pays clients hors zone, qui sont l'Inde et l'Afghanistan. Une autre évaluation va dans le même sens, celle du Fonds monétaire international.

Selon le FMI, qui a établi son classement en tenant compte de la part du revenu national consacrée aux achats d'armes entre 1972 et 1988, dix des onze plus gros acquéreurs d'armes dans le monde se situent au Proche-Orient : Israël, l'Arabie saou-

dite, Oman, le Sud-Yémen, Jordanie, Irak, Syrie, Égypte, Libye, Nord-Yémen (les deux Yémen ont fusionné en 1990). Dans cette liste, seul l'Arabie saoudite est venu se glisser au second rang, juste derrière Israël.

Les égoïsmes nationaux, souvent basés sur une conception étroite de la notion d'intérêts à court terme, et la rivalité entre les grandes puissances, préoccupées de se constituer un réseau d'élites, ont poussé à la ruée, sur la voie d'une prolifération des armements de moins en moins contrôlée. Des matériels classiques, pour ne pas dire basés tant ils sont répandus, on est passé aux équipements d'abord sophistiqués, ensuite déstabilisants : armements miniaturisés et guidés avec précision pour des actions offensives, missiles balistiques, composants chimiques, voire biologiques et, surtout, ces divers « ingrédients » qui préparent au nucléaire.

De ce point de vue, l'exemple de l'Irak est presque un cas d'école. Certains fournisseurs occidentaux, à commencer par la France, ont été discrètement encouragés par les États-Unis (qui étaient alors le Grand

Satan) de livrer à Bagdad de quoi tenir tête à l'Irak, dont le fanatisme religieux les inquiétait à l'époque, et aussi de quoi permettre à M. Saddam Hussein de prendre ses distances avec le quasi-monopole exercé par l'Union soviétique, grâce précisément à ses dons d'armes.

### Un registre à l'ONU

Depuis le 2 août 1990, les grandes puissances ont peur que ces surarmements régionaux ne se retournent un jour contre elles et qu'ils ne viennent compliquer un jeu international qu'elles voudraient continuer à régenter selon leurs intérêts.

C'est la raison pour laquelle les États-Unis, la France, le Royaume-Uni, l'Union soviétique et, non sans avoir exprimé quelques réserves, la Chine ont entamé, les 8 et 9 juillet à Paris, des discussions pour tenter d'établir des règles de « transparence » des ventes au Proche-Orient, censées devenir ainsi « une zone libre d'armes de destruction massive ». En octobre prochain, ces cinq membres du Conseil de sécurité ont prévu de se

rencontrer à Londres. Leur concertation ne sera pas aisée et il ne faut pas en attendre des « retombées » immédiates ou spectaculaires. L'une des mesures qui visent à instaurer la « transparence » des transactions en la matière consiste à faire tenir un registre des contrats par le secrétariat général de l'ONU. L'initiative est louable. Est-elle réaliste, quand on sait d'expérience combien le commerce des armes, aux mains de marchands imaginatifs, réussit à s'affranchir des contrôles les plus sévères conçus en principe pour mieux le canaliser ?

Aux États-Unis, le Congrès donne nécessairement son accord préalable à chaque exportation d'armes au-dessus d'un certain montant. Une telle précaution n'a pas empêché le scandale de l'exportation, cette transaction secrète et illégale (entre les États-Unis, l'Iran et le Nicaragua) à laquelle ont été mêlés des proches de M. Ronald Reagan. Aux Nations unies, le seul fait que la plupart des clients exigent le silence sur les marchés qu'ils passent sous peine de rompre le contrat, le registre pourrait bien ne demeurer qu'un pieux catalogue.

JACQUES ISNARD

## Les nouveaux métiers de l'ONU

NEW-YORK

de notre correspondant

Magnifiée pour avoir su faire respecter le droit international, en obtenant la libération du Koweït - y compris au moyen d'une guerre - ou, au contraire, accusée de s'être simplement drapée dans la bannière érolée américaine sans chercher à faire respecter l'égalité souveraine de tous ses membres, l'Organisation des Nations unies aura vu son rôle profondément modifié par la crise du Golfe.

L'emprise incontestable - et souvent incontestée - des mois d'août 1990, de la délégation américaine sur le Conseil de sécurité, et plus précisément sur les quatre autres membres permanents (Chine, France, Grande-Bretagne, URSS) aura eu pour effet majeur non seulement de réduire les autres pays membres au rôle de figurants, mais aussi de limiter considérablement l'action du secrétaire général.

Avant que n'intervienne le réchauffement soviéto-américain, M. Perez de Cuellar avait pu se glisser entre les deux Grands traditionnellement paralyisés par la guerre froide, prendre l'initiative de régler un certain nombre de conflits régionaux et faire progresser d'autres dossiers sur la voie de la paix. Mais cette fois, il est redevenu un simple fonctionnaire de l'organisation. A ce titre, il a dû se contenter de préparer les rapports demandés par le Conseil de sécurité, à cet égard le pouvoir exécutif de l'ONU, et transmettre ses recommandations à un secrétaire qui, en dépit de l'ampleur de ses nouvelles tâches, a su travailler avec célérité.

### Géométrie, arbitrage

Car, dans le même temps, l'Organisation s'est rodée à des métiers qu'elle ne connaissait pas. Renouant à son pouvoir du police, prévu dans les textes mais qu'elle a préféré déléguer à une coalition armée placée sous commandement des États-Unis, l'ONU, après la fin des hostilités, a mis en place une force d'interposition entre l'Irak et le Koweït rendu à ses propriétaires et fourni aux populations victimes des affrontements et des représailles de M. Saddam Hussein les secours humanitaires dont elles avaient cruellement besoin. Ce sont de simples tâches de routine.

En revanche, l'application de la résolution 687 mettant fin aux hostilités a conduit les Nations unies à se transformer en géomètre (pour délimiter exactement la frontière entre les deux pays, en s'appuyant sur la trêve de 1963), en artificier (avec l'envoi d'équipes chargées, dans un premier temps, de recenser et d'inspecter les armes irakiennes non conventionnelles puis de les détruire), et, plus récemment, en broker spécialisé sur le marché pétrolier mondial.

L'ONU doit en effet décider non seulement quel pourcentage des exportations de brut irakien devra être affecté à un fonds d'indemnisation des victimes de la guerre, mais aussi surveiller de près les quantités, prix et conditions des ventes d'hydrocarbures qui devraient en permettre à intervenir à l'autorité prochain lorsque des pétroliers levés les sanctions frappant Bagdad.

Après avoir autorisé, pour la première fois de son histoire, au nom de l'indispensable « ingérence humanitaire », la création de zones de sécurité à l'intérieur d'un pays qui, peu à peu, voit sa souveraineté rognée pour prix de son agression, l'ONU continue à innover. En attendant d'autres suggestions. Comme l'idée, apparemment oubliée, de séduire M. Saddam Hussein devant un tribunal international et qui, cette fois, s'est avérée beaucoup trop compliquée à concrétiser.

SERGE MARTI

هنا من الأخبار



## POLITIQUE

Le jugeant « contraire au principe d'égalité »

## Le Conseil constitutionnel rejette un article important de la loi sur la réforme hospitalière

Le Conseil constitutionnel a décidé, lundi 29 juillet, de censurer la loi portant réforme hospitalière, dont l'article 8 avait fait l'objet d'un recours par un groupe de sénateurs. Il a jugé « contraire au principe d'égalité » la disposition prévoyant que les chefs de service sont nommés par le ministre de la Santé et les chefs de département par le conseil d'administration de l'établissement hospitalier.

La loi portant réforme hospitalière prévoyait que les chefs de service sont nommés par le ministre de la Santé après avis, notamment, du conseil d'administration et de la commission médicale d'établissement pour une durée de cinq ans renouvelable et que ces dispositions ne font pas obstacle à l'application des règles relatives aux sanctions prises en cas de faute ou d'insuffisance professionnelle ou aux décisions prises dans l'intérêt du service. Les chefs de département, eux, étaient désignés par le conseil d'adminis-

tration après avis, notamment, de la commission médicale d'établissement pour une durée de cinq ans renouvelable. Les sénateurs auteurs de la saisine faisaient valoir que, en prévoyant des modes de nomination distincts pour les chefs de service et pour les chefs de département — alors que ces médecins se voient investis de missions de même nature — la loi méconnaissait à la fois le principe de l'égalité de traitement dans le déroulement de la carrière des praticiens hospitaliers et celui de leur égal accès aux emplois publics.

## «Ancien motif d'intérêt général»

Dans ses attendus, le Conseil constitutionnel a rejoint l'avis des sénateurs, considérant qu'il n'existe pas entre le service et le département, qui sont des établissements publics de santé, de différence de nature à justifier que les responsables de ces structures soient nommés selon des procédures distinctes et que ce traitement différent

d'agents publics relevant d'un même statut ne répond à aucun motif d'intérêt général. Rappelant qu'un service regroupe une ou plusieurs unités fonctionnelles participant de la même discipline et qu'un département doit être constitué d'au moins trois unités fonctionnelles, il a estimé que « cette différence ne saurait à elle seule justifier, au regard du principe d'égalité, ni que le praticien appelé à diriger l'une ou l'autre de ces structures soit nommé selon le cas par l'autorité ministérielle ou par le conseil d'administration de l'établissement, ni que sa désignation pour être une intervention, dans le premier cas, sous la réserve que cette durée puisse être écourtée dans l'intérêt du service, et, dans le second, sans qu'aucune cause d'interruption de fonctions soit expressément prévue ». En outre, le Conseil constitutionnel indique que ces distinctions « entre agents publics relevant d'un même statut quant au mode de nomination et à la durée éventuelle des fonctions ne sont pas justifiées par des motifs d'intérêt général ».

En conséquence, le Conseil constitutionnel a estimé que sont

contraires à la Constitution les dispositions des articles 1, 2 et 6 de l'article L. 714-21 ajouté au code de la santé publique par l'article 8 de la loi portant réforme hospitalière.

La loi portant diverses mesures d'ordre local est validée. — Le Conseil constitutionnel a jugé, lundi 29 juillet, en conformité à la Constitution la loi portant diverses mesures d'ordre local (DMOS), en estimant qu'aucun principe de valeur constitutionnelle ne se trouve privé des garanties légales par l'effet des dispositions de la loi. Les sénateurs de l'opposition, qui avaient déposé le recours, contestaient la constitutionnalité « des dispositions concernant le réajustement de l'indemnité de fonctionnement des communes tripartites annuées, l'instauration d'un mécanisme de tiers payant pour le règlement des frais d'analyses et d'examen de laboratoires, enfin, les modalités de répartition de l'enveloppe globale annuelle pour les laboratoires d'analyses médicales privés ».

Le rapport de l'INSEE sur la main-d'œuvre

## La droite refuse d'envisager un nouveau recours à l'immigration

Le rapport de l'INSEE évoquant un recours à l'immigration pour pallier la pénurie de main-d'œuvre prévisible au début des années 2000 (le Monde du 30 juillet) a provoqué, lundi 29 juillet, des commentaires de responsables politiques ou syndicaux. M. Ladoleski Pniewski, porte-parole du Parti républicain, a déclaré que « le scénario de l'INSEE est un caractère irréaliste et constitue une véritable provocation lorsque l'on sait que, depuis l'arrivée de M. Edith Cresson à la tête du gouvernement, il y a un nouveau chômage toutes les deux minutes ».

M. Jean-Marie Le Pen a qualifié ces propositions de « nulles ou aberrantes ». « Il n'y a, a observé le président du Front national, qu'une seule loi qui soit capable de préserver la prospérité, la dignité et la sécurité du peuple français, c'est, d'abord, de faire des Français en France. » M. Jacques Toubon, député (RPR) de Paris, s'est refusé à « prendre ce rapport au pied de la lettre ». « Dans les années 90, a-t-il expliqué, nous avons fondé le développement de notre industrie sur la main-d'œuvre importée. Dans les années 90 et 2000, il faudra probablement choisir une autre solution (...). Je pense que c'est, d'abord,

nous-mêmes et notre matière grise qui le feront. »

Pour M. Azeddine Dahmani, président de l'association France-Plus, « il faut avoir, maintenant, le courage politique d'arrêter de mentir aux Français et leur expliquer que cette immigration, ces jeunes de banlieue, ces fils de harkis sont une chance pour la France comme la France est une chance pour eux ». M. Nicole Notat, secrétaire général adjoint de la CDT, a assuré que « si la France a besoin d'immigration en 2005, elle saura faire appel à la main-d'œuvre étrangère dans la stricte la plus complète, car le problème se posera dans un contexte radicalement différent de celui d'aujourd'hui ». En revanche, elle « pense pas qu'il soit bon d'ouvrir les objectifs comme le recul de l'âge de la retraite ». M. Marc Blandel, secrétaire général de Force ouvrière, a affirmé qu'il ne croit plus « à l'inadéquation entre l'offre et la demande sur le marché du travail ». « Quand on pourra correctement les salaires, a-t-il assuré, ils travailleront plus facilement. » Évoquant un probable recul de l'âge de la retraite, il a estimé que ce recul serait « sélectif » et concernerait essentiellement les cadres.

## Une bataille de symboles

par Franck Nouchi

RETOUR à la case départ. A trop vouloir ménager les uns et les autres — les « patrons » hospitaliers, soucieux de conserver leur rang et donc d'être nommés par le ministre de la Santé, et la gauche, traditionnellement favorable aux départements hospitaliers et à des modes de désignation plus « démocratiques », — le gouvernement se voit accusé de porter atteinte au principe d'égalité. Ce débat — secondaire par rapport à la crise profonde que connaît notre système hospitalier public — n'aura réussi qu'à empoisonner la discussion d'une réforme pourtant essentielle.

M. Bruno Durieux, ministre délégué à la Santé, avait bien posé le problème en disant, quelques semaines avant l'ouverture de la discussion parlementaire : « Aujourd'

d'hui, les chefs de service sont nommés par le ministre de la Santé. C'est un grand honneur pour lui. Mais comment le faire avec pertinence, sachant qu'on ne les connaît pas tous ? Et il conclut qu'il lui semblait préférable de « laisser le choix de la modalité de ces désignations au conseil de l'établissement, sur proposition, par exemple, de la commission médicale d'établissement ».

Réplique immédiate du professeur Bernard Debré, qui réaffirme la position de la grande majorité des patrons de CHU : « Cette mesure retarderait d'ici un an le processus de réforme de la médecine de Marseille soit nommé chef de service à Strasbourg. Tout ne sera qu'affaire de cheville locale, invraisemblable dans un département où un assistant voudra se présenter contre son patron. Une

campagne électorale permanente ».

Une fois de plus, le débat de fond est esquivé. Si la mode de désignation du chef de service ou de département est relativement indifférente, c'est avant tout une affaire de symboles. — le gouvernement et la parliamantairerie auraient dû se soucier davantage de la définition même de ces deux entités : comment trouver des formules permettant aux praticiens hospitaliers d'espérer un jour faire carrière, au sens le plus noble du terme, au sein de l'hôpital public, en accordant à des postes de responsabilité qui, en raison de la pyramide des âges, sont aujourd'hui — et pour longtemps — hors d'attente ? Le subtil déséquilibre entre service et département voulu par le gouvernement n'aura servi qu'à relancer un débat idéologique.

Les protestations de fils de harkis

## Le manifestant incarcéré à Nîmes reste en prison

Les manifestations des fils de harkis ont continué, lundi 29 juillet, après le refus de mise en liberté provisoire de M. Mohamed Berkan, incarcéré depuis le 11 juillet à Nîmes pour avoir tiré sur un gendarme. Le docteur des juges d'instruction de Nîmes, M. Jean-Philippe Duruché, a estimé que la blessure d'un gendarme constituait un « fait grave » et que « la légitime défense du tir » ne pouvait être invoquée dans ce cas. Cette décision est susceptible d'appel.

À Angoulême, le groupe de fils de harkis qui manifestait depuis mardi matin devant la préfecture afin d'obtenir un entretien avec le préfet du département et la libération de M. Berkan, a été évacué dans le calme par les forces de l'ordre, mardi, entre 5 heures et 6 heures du matin, nous indique notre correspondant Jean-Pierre Dufrenoy. M. Ali

Amir, secrétaire de l'Association nationale des anciens supplétifs et rapatriés d'Algérie, conseiller municipal (UDF-CDS) d'Angoulême, qui faisait partie des manifestants, a été reçu par le secrétaire général de la préfecture. M. Amir a demandé, au nom des fils de harkis, la création d'une structure départementale représentative, dotée d'un budget de 50 000 francs. Les manifestants ont accepté de lever les barrières qui bloquaient l'accès de la préfecture aux deux extrémités de la rue, mais ils ont été autorisés à maintenir leur présence devant les grilles du bâtiment.

À Paris, le secrétaire d'Etat à la famille, aux personnes âgées et aux rapatriés, M. Laurent Cathala, a dénoncé, lundi, « les appels à la violence et à l'illégalité » lancés aux enfants de harkis par le président du

Conseil national supérieur des rapatriés (CNSR). M. Eugène Ibagnez, pour M. Cathala, « il apparaît à ce jour difficile d'associer » le CNSR aux discussions sur la mise en œuvre des mesures gouvernementales en faveur des harkis, car « le dialogue ne peut être conduit qu'avec des interlocuteurs respectueux de l'ordre républicain ». M. Ibagnez avait notamment déclaré, le 27 juillet, que « si on fait de la casse, il faut le faire intelligemment, contre l'Etat et ses représentants ».

En outre, le secrétaire d'Etat à l'immigration, M. Jacques Roussu, a vigoureusement critiqué M. Ibagnez, en estimant qu'il s'agit « totalement d'illégalité par ses appels à la violence ». Le Comité national des musulmans français s'inquiète, pour sa part, « de voir percher les désordres et les violences ».

## Les arrières-cours de la Cité des papes

Alors que le Festival s'achève, Avignon retrouve les problèmes financiers et politiques de la ville la plus endettée de France

AVIGNON

de notre envoyée spéciale

Avignon est en haillons sous sa plus belle parure. La nouvelle est tombée comme ça, sans regards, en plein Festival. C'est tout de même rageant. Imaginez qu'on vous refuse votre carte de crédit au moment où vous invitez toute votre belle-famille à dîner. « Première ville endettée de France » — juste après Angoulême, dont le cas a été réglé — voilà qui fait bien mauvais effet sur les remparts.

Surtout que, pour le vingtième anniversaire de la mort de Jean Vilar et la quarante-quatrième édition du Festival, on avait vraiment voulu que la fête soit belle. Chacun y avait mis du sien : le mistral avait promis de se taire, les fils de harkis d'aller se plaindre ailleurs, et les anti-TGV de faire un détour. Même la ville avait décidé d'arrêter de bouder. Juré, cette fois, derrière les persiennes et dans les dîners, on ne maudirait pas cette « fin de bruyante de juillet, ces envahisseurs bronzés et polissons, ces créateurs « parisiens » et forcément hermétiques, qui viennent voler « nos » rues, notre sommeil et notre tranquillité. La mairie avait donné la consigne, et les affiches le proclamaient pour mémoire : « Jean Vilar, c'est notre histoire ».

Pas question, donc, de se ficher avec l'histoire. On accepterait, avec le sourire, ces invasions de shorts et de jeans, ces groupes de vrais clochards et ces parades de faux mendiants, ces vendeurs africains et ces acheteurs américains, ces anonymes et ces in-lu-vu. On leur abandonnerait les murs, les places de parking et les cafés. On laisserait, sans souffler mot, la ville étouffer sous les papiers, les journaux, les affiches et les tracts. On n'envairait plus au maire des lettres incendiaires sur ce « festival de voyous ». On se contenterait de

ruminer, discrètement, la nostalgie du temps « où l'on jouait aux boules sur la place de l'Herloger avec Gérard Philipe » et où l'on buvait le postis avec Daniel Sorano. Avignon est une impie aux craintes de bigote. Elle a baptisé ses cafés Le Cid ou Le Forum, ses rues, Jean-Vilar et Gérard-Philipe. Ses plus riches hôtels refusent des clients en juillet, et un deux-pièces en centre-ville, pendant la durée du Festival, se loue allégrement plus de 2 000 francs la semaine. Mais, dans la Cité des papes, même les marchands du Temple ont des problèmes de conscience.

## Le Crédit local menace de ne plus prêter

Un mois de débauche, onze mois de repentir : et si le Festival n'était plus ce qu'il était ? On se surprend, quelques instants, à le rêver plus « provençal », plus « pays », tout en couvant amoureuxment des yeux son tir-casse et en calculant déjà combien de robes nouvelles on pourra installer l'an prochain sur son bout de trottoir. « Jean Vilar, c'est notre histoire », alors, il faut bien penser au présent.

Mais voilà que cette fâcheuse dette est venue jouer le trouble-fête, en divulguant devant tout le monde un secret de famille. Un comble pour Avignon. Car cette fille légère a des pudeurs de rosière. Le ticket d'entrée pour la Cité des papes ne donne pas droit à la visite des arrières-cours, fussent-elles celle de la Cour d'honneur. Là, c'est le domaine des Avignonnais. Sauf que, cette fois, il a bien fallu entrouvrir les portes et sortir les livres de comptes.

Ironie du sort, c'est à Avignon que le Crédit local de France — la banque des collectivités locales —

avait décidé de tenir séminaire cette année. Au programme, l'endettement des communes. Entre deux réunions de travail, le président de la Caisse des dépôts et consignations, M. Robert Lion, et celui du Crédit local, M. Pierre Richard, ont même trouvé le temps d'aller rencontrer le maire d'Avignon pour lui signifier ce qu'il savait déjà : si la ville ne prend pas des mesures de rigueur draconiennes, le Crédit local ne prête plus.

Avec une dette de 1 800 millions de francs, pour un budget annuel de 1 200 millions de francs, Avignon est au bord de l'asphyxie. Les impôts locaux ont déjà été augmentés d'environ 7 % au printemps 1991, et il faudra sans doute les revoir prochainement à la hausse. Même ajoutées à des coupes sévères dans le budget de fonctionnement, ces ressources nouvelles risquent de ne pas suffire pour tenir le taux maximal de 150 millions de francs d'emprunt annuel qu'a imposé le Crédit local. Le maire d'Avignon, M. Guy Ravier (PS), compte bien faire jouer la « jurisprudence » Angoulême, en allant demander au premier ministre une aide financière qu'il évalue, dans l'idéal, à 100 millions de francs sur deux ans.

La faute à qui ? On ne résiste pas, bien sûr, à faire porter la responsabilité du surendettement de la ville à la gestion précédente, celle de M. Jean-Pierre Roux, maire (RPR) d'Avignon de 1983 à 1989. Puis, l'on reconnaît tout de même que le long règne du socialiste Henri Duffaut, de 1958 à 1983, n'avait pas été totalement exempt de dérapages. Mais Avignon a une certitude : sa dette, c'est surtout la faute aux autres. A ces 400 000 habitants des communes environnantes qui profitent de l'hôpital du conservatoire, du théâtre et de la multitude de services payés par les 83 000 Avignonnais.

En tout cas, la ville a dû se résoudre à restreindre son train de vie. Première conséquence, elle a ouvert à la Lyonnaise des eaux le capital de la société d'économie mixte chargée de la gestion du Palais des papes. C'est un symbole, qui a fait tanguer très sérieusement la majorité municipale à la fin du mois de juin. Sept élus socialistes ont rendu momentanément leur délégation, à une adjointe maire, Mme Arlette Richard, qui avait voté contre le projet, s'est vu retirer d'office la sienne.

M<sup>me</sup> Guignon s'obstine

On a sperçu alors, subrepticement, d'autres arrières-cours : celles d'Avignon fait de la politique. L'entrée y est interdite aux étrangers. Malgré le panneau, ils sont nombreux à avoir essayé. M. Bertrand Delanoë, lorsqu'il était numéro deux du Parti socialiste, se serait bien vu député de Vaucluse. M. Jack Lang y avait songé en 1986. M. Jean-Louis Guignon, socialiste lui-même, époux de l'actuelle ministre des affaires européennes, M<sup>me</sup> Elisabeth Guignon, y avait vraiment songé en 1984, puis en 1989, pour la mairie. Vainement. On a fait comprendre à tous ces « étrangers » (sans rire), même à M. Guignon, originaire de la ville voisine d'Ap, que leur place se trouvait ailleurs et on les a bonifiés fermement hors les remparts.

Et voilà que cela recommence. La menace est encore floue, mais le bruit a déjà fait frissonner la ville : M<sup>me</sup> Guignon tenterait, à son tour, de s'implanter en Avignon. Officiellement, elle n'est candidate qu'à la tête de liste pour les élections régionales de 1992. Les enjeux politiques de la région Pro-

vence-Alpes-Côte d'Azur seraient une chose trop sérieuse pour être laissée aux gens du cru. Contre la candidature vraisemblable de M. Jean-Marie Le Pen dans les Alpes-Maritimes, le PS a décidé de mener un combat de titans, en envoyant plusieurs de ses ministres au feu aux côtés de M. Bernard Tapie. Et M<sup>me</sup> Guignon a paru toute désignée pour le Vaucluse.

La région, bien sûr, c'est loin d'Avignon, mais, méfiant, M. Ravier n'arrive pas à croire que le ministre des affaires européennes « ne s'intéresse qu'à la mandale de conseiller régional ». Et Avignon est une si jolie ville... L'alerte lui a paru suffisamment sérieuse pour qu'il décide de peser de tout son poids contre la présence du ministre sur la liste. Mission accomplie : le nom de M<sup>me</sup> Guignon ne figure pas sur le projet de liste adopté fin juin par les militants socialistes de Vaucluse et qui sera soumis à la convention nationale du PS en septembre prochain. Ténace, M<sup>me</sup> Guignon a confirmé le maintien de sa candidature dans une lettre adressée, début juillet, au premier secrétaire du parti, M. Pierre Manroy. Au-delà des enjeux nationaux, un murmure qu'en plus, elle peut compter sur le soutien de plusieurs élus d'Avignon n'appartenant pas à la majorité recordienne conduite par le maire.

A la longue, même à Avignon, les histoires d'arrière-cours finissent par se savoir. Il était donc vraiment temps que le Festival se termine. Maintenant que plus personne n'ignore que la maîtresse de maison a les bras tendus, on ne va pas, en plus, laisser entendre qu'elle a en cassette de disque. M. Ravier va pouvoir reprendre ses parties de boule sur la place. En ces temps chaotiques, la boule, c'est une valeur encore plus sûre que Jean Vilar.

PASCALE ROBERT-DIARD

## EN BREF

□ M. Mitterrand dans le Var. — M. François Mitterrand a fait, lundi 29 juillet, un court séjour dans le Var, au cours duquel il a visité la basilique de Saint-Maximin, à l'ouest de Brignoles. Le chef de l'Etat, qui séjournera chez l'amiral Jacques Lanxade, chef d'état-major des armées, a rendu visite, à Vaucluse, à M<sup>me</sup> Stofias, son interprète habituelle lors des sommets franco-allemands, puis il s'est attardé dans le pittoresque village de For-Ampouh avant de se rendre à St-Maximin. Il a regagné Paris dans la soirée.

□ Déjeuner de travail pour une dizaine de membres du gouvernement. — M<sup>me</sup> Edith Cresson a réuni, lundi 29 juillet, une dizaine de membres de son gouvernement pour un déjeuner de travail à l'hôtel Maillot. Parmi les invités, figuraient les ministres de la ville, M. Michel Delebarre ; des affaires sociales, M. Jean-Louis Bianco ; de l'éducation nationale, M. Lionel Jospin ; de la jeunesse et des sports, M. Frédéric Bredin ; du travail, M<sup>me</sup> Martine Aubry ; les secrétaires d'Etat à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner ; à l'intégration, M. Kofi Yamgnane ; au logement, M. Marcel Debarge ; et aux handicapés, M. Michel Gillebert.

□ M. Samir espère que la Syrie permettra le ingénieur d'Alain Brunner. — M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports, conseiller (PS) de Paris, a exprimé, lundi 29 juillet, l'espoir que « les autorités syriennes instruiront sérieusement la commission rogatoire internationale délivrée par la justice française et concernant la vérification de la présence du criminel nazi Alois Brunner à Damas ». Observant que, membre d'Interpol, la Syrie a l'obligation de coopérer, M. Sarre ajoute : « Au moment où la Syrie, par la voix du président El Hlassad, annonce des pourparlers de paix avec Israël, l'extradition par la Syrie du criminel responsable de l'assassinat de 130 000 juifs serait, en même temps qu'un geste de justice, un geste sérieux de sa volonté de paix ».



FAITS DIVERS

Le double meurtre de Cressensac

# Un retraité très occupé

A la demande de financiers américains floués, un juge de Cahors s'apprête à entendre Leslie Chorlton, le mystérieux milliardaire assassiné avec son épouse en Corrèze

CRESSENSAC (LOT)  
de notre envoyé spécial

« Une retraite anticipée, en quel que sorte. » C'est ainsi que Leslie Chorlton avait présenté sa situation à ses voisins lorsqu'il s'était installé dans sa propriété, il y a un an et demi. Il n'en aura guère profité. Le 12 juillet, le cadavre de ce Britannique de quarante-sept ans et celui de sa jeune épouse néerlandaise Bernadette étaient découverts dans un bois de Corréze, à 60 kilomètres de leur domicile. Ligotés, baillonnés et évanchés à l'aide d'une cordelette. Crime « parfait » pour le village paisible, qui n'en revient encore pas, « acte de professionnels » pour les enquêteurs et « série noire de l'été » pour la cohorte de journalistes anglo-saxons qui envahissent la place.

Deux semaines après, les sports sont en vogue et les hypothèses extravagantes ressuscitées. Qui a tué les Chorlton, et pourquoi ? Le beau Leslie fut-il l'agent secret présenté par le quotidien d'outre-Manche *Daily Express* ? Un autre journal, *The Observer*, se fit l'écho du démenti catégorique apporté sur ce point par Scotland Yard. Ce rouquin solide comme un bûcheron fut-il victime d'une vengeance passionnelle ? Il s'était marié pour la quatrième fois l'an passé, et avait d'une précédente union un garçon de quatre ans. Flambait-il au jeu ? Ou était-il un intermédiaire dans le blanchiment d'argent sale ? Vivalit-il de ressources occultes ?

Les voisins ne démentent pas de leurs convictions : « Le couple vivait de ses rentes fort simplement. Comme beaucoup d'autres dans notre région. M. Chorlton ne parlait pas de ses histoires. Pas davantage que beaucoup d'autres... » La tenue fermière les aimait « bien ». Elle vient désormais couvrir les quatre chiens et les deux poneys de leurs défunts.

maîtres, « pour leur tenir la SPA, en attendant l'arrivée de la famille de Bernadette », prévue suite le rush médiatique terminé. Elle veille à toute intrusion éventuelle dans la maison des Chorlton, « La Garnaude ».

C'est elle qui donna l'alarme. Le couple était parti laissant portes et fenêtres ouvertes et les chiens dans la cuisine, sans eau et sans nourriture, « sans nous demander de nous en occuper, contrairement à son habitude, quand il s'absentait pour quelques jours. Paris comme pour une promenade de quelques heures ». Le père de la jeune femme découvrit en se baladant, dans le bosquet jouxtant le jardin des Chorlton, leur Renault 5 turbo cachée sous les branches.

« Fax »  
d'Atlanta

L'instruction sur le double meurtre fut confiée à M. Alain Cleustre, juge d'instruction à Tulle. L'examen de la propriété, passée au peigne fin, confirma qu'il n'y avait pas eu de bagarre, mais fournit un morceau de fax, le courrier d'affaires que Leslie Chorlton envoyait ou recevait par l'intermédiaire d'une télécopieuse installée chez le principal restaurateur du village. Se disant consultant financier international, il souhaitait ne pas être dérangé chez lui.

A son arrivée, il avait fait des propositions d'investissement aux notables de la région, projets vite avortés. Puis, son activité semblait s'être concentrée au-delà des frontières. Loin, très loin de France. Qui, dans ce village reculé du Lot, s'étonnerait ? Au tribunal de grande instance de Cahors, un autre juge, M. Charles Pinard, fut sans doute le seul à ne pas être surpris par les fax. Depuis trois

mois, il instruisait une plainte pour abus de confiance et avec constitution de partie civile déposée contre Leslie Chorlton par quatre de ses associés américains d'Atlanta (Géorgie), via M. Bernard Poulès, du barreau de Toulouse. Le juge avait même prévu de faire interpellier et placer en garde à vue l'étranger Leslie d'ici la fin du mois de juillet. Mais maintenant, l'accusé est devenu la victime. Deux instructions, deux corps d'enquêteurs - les gendarmes de Tulle et la section financière de la PJ toulousaine - pour la double énigme posée par deux cadavres. L'assassinat est-il lié au secret de l'activité financière des Chorlton ? Cela paraît vraisemblable, si l'on en croit les éléments, concrets mais précis, avancés par les plaignants américains. Leurs déclarations laissent pantois.

C'est l'histoire de l'arroseur arrosé : ces hommes d'affaires dont la profession est de gérer des sociétés de placement financier à court terme, comme il en existe de fort nombreuses aux États-Unis, rencontrèrent, début 1989, Leslie Chorlton. Celui-ci leur proposa un montage alléchant : acheter, puis revendre en quadruplant la mise, des titres de prêts faits par des organismes internationaux aux pays en voie de développement. Ces gains faciles pourrout, au choix de chaque bailleur, être réinvestis dans de vastes opérations que Chorlton projetait dans le Lot ou en Thaïlande.

L'idée de faire commerce de ce type de titres n'est pas une première. Simplement, elle suppose des fonds. En l'occurrence 1 million de dollars, soit environ 6 millions de francs. Ces sommes ont été immobilisées chez deux semestres, promet Chorlton, et le temps de réaliser la transaction envisagée.

Les quatre financiers d'Atlanta ont le métier et une bonne réputation. A eux seuls, ils représentent quelque deux cents éparpillés.

Pour eux, le jeu du court terme a ses risques et ses profits. Vite convaincus, ils fondent avec Leslie Chorlton une société financière, la SBC Chorro Inc., qu'ils font enregistrer à Atlanta, tout en apportant le million de dollars demandé par l'intéressé, qui en devient président. Dans le même temps, celui-ci crée une société d'investissement, la SBC Chorro Properties Inc., basée elle aussi à Atlanta, et se sert d'une troisième entité commerciale, Chorro International.

A la recherche  
du magot

Ce sont ces deux dernières identités qu'il va aussitôt utiliser pour contacter diverses personnalités du Lot. Car il entend bien créer des emplois dans cette zone désertifiée. Il propose la création d'une usine de transformation de titane sur l'ancienne base militaire aérienne de Viroulon. Ce projet tombe à l'eau. Il lui substitue la création d'une entreprise de bois, qui elle aussi tourne court. Puis la construction d'un motel de quatre cents chambres et d'un terrain de golf, qui ne verra pas davantage le jour. Leslie Chorlton marque alors une pause dans ses velléités locales : après l'euphorie des premiers contacts, les obstacles de la région ont manifesté une prudente méfiance.

A Gramat, où les Chorlton se sont mariés dans la plus grande convivialité, Leslie a ouvert, début 1989, plusieurs comptes à la Banque populaire du Quercy et de l'Agenais, et son nom personnel et à celui de ses sociétés. Aujourd'hui, ces comptes sont examinés à la loupe. Mais Leslie Chorlton a aussi utilisé d'autres comptes, dans dix banques étrangères sur plusieurs continents. L'enquête sur ces divers mouvements de compte à compte s'avère difficile. On est passé le magot réuni par Leslie Chorlton ? La question, non encore résolue, est essentielle.

Les quatre financiers d'Atlanta se plaignent de n'avoir jamais perçu un sou d'intérêt, et surtout de n'avoir jamais récupéré 1 dollar des millions versés. Or, à diverses reprises, sur demande de leur associé, ils ont collecté des fonds supplémentaires. Le total se chiffrerait à 2 millions de dollars.

Honorablement connus, ces agents en placement financier hésitent longtemps à rendre publique leur information, pour ne pas risquer d'effrayer leurs clients. On sait que d'autres Américains sollicités par ces quatre agents apportèrent aussi d'importantes contributions au montage. Mais jusqu'à présent, ils ne se sont pas manifestés. L'un d'eux, qui avait-il peut-être un lien avec l'assassinat ? Leslie Chorlton le leur a-t-il indiqué ?

Enfin, cet homme avait-il collecté ces sommes pour son seul bénéfice ou devait-il les partager avec d'autres complices ? Le commanditaire de l'assassinat à la cordelette pourrait être un de ceux-là. On commence seulement à découvrir que Chorlton avait quitté le Royaume-Uni en y laissant beaucoup de dettes, lui qui se vantait de n'avoir jamais payé d'impôt de sa vie.

DANIELLE ROUARD

## EN BREF

Philippe Bidart renvoyé devant la cour d'assises spéciale de Paris. La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a renvoyé, par un arrêt du 12 juillet, quatre militants séparatistes basques, Philippe Bidart, Xavier Labeguerie, Philippe Lesgourgues et Jean-Gabriel Moussa, devant la cour d'assises de Paris, uniquement composée de magistrats. Les quatre hommes seront jugés pour l'évasion avec prise d'otages, en décembre 1986, de Jean-Gabriel Moussa et Marie-France Hegny (tuée en 1987), de la prison de Pau dans les Pyrénées-Atlantiques (le *Monde* du 24 décembre 1986). Bidart, Labeguerie et Moussa ont formé un pourvoi en cassation contre cet arrêt de la chambre.

Police : Création d'un commissariat franco-espagnol. M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur,

## SPORTS

Un an avant les Jeux olympiques

# Barcelone : attention chantier ! ...

BARCELONE  
de notre envoyé spécial

Barcelone compte les jours et croise les doigts. Un an avant l'ouverture des Jeux olympiques d'été (25 juillet-9 août 1992), la capitale catalane ne sait pas si elle doit être impatiente ou anxieuse. En visite jeudi 25 juillet en Catalogne, M. Juan Antonio Samaranch, le président (catalan) du Comité international olympique (CIO) s'est dit « très satisfait » de l'état actuel des préparatifs.

M. Samaranch n'a pourtant pas toujours été aussi optimiste. Depuis le 17 octobre 1986, date de la désignation de sa ville aux dépens de Paris, les sujets d'inquiétude n'ont pas manqué : retards des chantiers, querelles politiques, conflits de compétences entre les autorités municipales, régionales et nationales. L'an dernier à la même époque la situation était suffisamment alarmante pour que le président du CIO donne de la voix. Ses rappels à l'ordre semblent avoir été entendus. Barcelone s'est activée. Le gouvernement espagnol aussi : il vient d'accorder une « rallonge » budgétaire de 33 milliards de pesetas, environ 1,6 milliard de francs, qui permettront de poursuivre les derniers travaux.

Les principales installations sportives - stade olympique de 57 000 places, piscines, palais des sports, - regroupées sur la colline de Montjuïc, qui domine la ville, nécessitent encore quelques aménagements, mais les travaux paraissent en bonne voie.

Il en est de même pour le village olympique, où seront logés les 10 000 athlètes représentant les 167 pays invités (y compris l'Afrique du Sud, 46 % de ces athlètes, implantés au nord de la ville, ont droit de vote, ont déjà été vendus à des particuliers, qui aménageront à l'automne 1992. D'autres installations, telles que les deux villages de presse (10 500 journalistes assisteront aux Jeux) ou le palais des sports de Badalona (banlieue nord de Barcelone) devraient être terminés avant la fin de l'année.

Tout sera pour le mieux si trois points noirs ne viennent ternir l'enthousiasme ambiant. D'abord les transports : les travaux entrepris au

nord et au sud de la ville (pour boucher un périmètre permettant d'éviter la centre historique, risquant de ne pas être achevés. Dans bien des quartiers, la ville n'est encore qu'un vaste chantier. Les Barcelonnais craignent que les embouteillages actuels ne se transforment en gigantesque pagaille dans un an, surtout lorsque des dizaines de milliers de spectateurs, d'athlètes, de journalistes et d'officiels (une trentaine de milliers d'Est) sont attendus pour la cérémonie d'inauguration) culmineront en même temps la colline de Montjuïc. Barcelone se demandait comment elle pourra « digérer » les 300 000 visiteurs quotidiens attendus durant la quinzaine olympique (35 % des billets ont déjà été vendus).

Hôtels  
nars et chers

Autre problème : le logement. Les hôtels sont chers (les tarifs ne cessent d'augmenter) et peu nombreux. Les organisateurs sont bien embarrassés quand il s'agit d'évoquer cette question. Ils travaillent leur impuissance lorsqu'ils avaient pu en énumérer la nombre exact de chambres disponibles.

Demain point noir : la sécurité. Vingt-sept mille hommes seront mobilisés pour l'occasion. En étroite collaboration avec les services de police de nombreux pays, la préfecture de Catalogne et le ministère de l'Intérieur espagnol ont mis sur pied un dispositif exceptionnel - budget total de 23 milliards de pesetas, soit 1 milliard de francs - qui sera placé en « alerte rouge » au moment des Jeux. Toutes les hypothèses ont été envisagées, y compris une attaque maritime.

Si la situation internationale, notamment au Moyen-Orient, semble rassurer les autorités espagnoles, la terrorisme (social) les laisse plus circonspects. Officiellement, le mouvement indépendantiste catalan (Tarra Llibre (Tarra libre)) a renoncé à la lutte armée, mais rien ne dit que certains « durs » ne persisteront pas dans cette voie. Quant aux Basques du « ETA », ils continuent toujours une manœuvre potentiellement dangereuse : cette région d'Espagne où ils ont commis plusieurs attentats meurtriers ces dernières années.

PHILIPPE BROUSSARD

# Les armées prêteront 5 500 hommes pour l'organisation des Jeux d'hiver de 1992

Le secrétaire d'Etat à la défense, M. Jacques Mellick, et le Comité d'organisation des Jeux olympiques (COJO) ont entenu une convention aux termes de laquelle les armées doivent engager quelque 5 500 hommes des armées de terre, de l'air, de la gendarmerie et du service de santé à l'occasion des Jeux olympiques d'hiver d'Albertville (Savoie) de 1992. Cette participation des armées françaises aux J.O. revêtira trois formes différentes.

D'abord, le bataillon de Joinville et l'Ecole militaire de haute montagne accueilleront leur service national, de nombreux sportifs (il s'agit de 500 d'entraîneurs) de haut niveau ou vue de les préparer à la compétition, notamment en liaison avec les fédérations de ski et de sports de glace.

Ensuite, quelque 5 200 militaires (des chasseurs alpins, des transmissions, des gendarmes, des personnels de santé et des spécialistes des hélicoptères) apporteront leur concours au dispositif général de sécurité des Jeux, qui, au total, devrait employer 8 000 hommes sous la responsabilité du préfet de la Savoie.

Outre des hélicoptères Puma et plus de 800 véhicules, ce renfort militaire permettra d'installer et d'exploiter le système de transmissions RITA, qui est mis en œuvre par le 57<sup>e</sup> régiment des transmissions de Mulhouse et qui établit des liaisons instantanées, cryptées, omnidirectionnelles et reliées au réseau civil à travers quinze sites différents.

Enfin, la 27<sup>e</sup> division alpine, basée à Grenoble, devra prêter quelque 330 de ses hommes au COJO pour des tâches techniques ne pouvant pas être exécutées par le secteur civil.

Au total, les prestations fournies par les armées pour les Jeux de 1992 sont, si on en croit le ministère de la défense, supérieures à celles que nécessite le commandement d'un corps d'armée qui rassemble entre 30 000 et 50 000 hommes en France.

## JUSTICE

Inculpés dans une affaire de fausses factures

# Les PDG de la COGEDIM et de SCREG - Ile-de-France sont renvoyés en correctionnelle

M. David Peyron, le juge d'instruction parisien chargé du dossier de la COGEDIM, une affaire de fausses factures dans le bâtiment et les travaux publics (le *Monde* du 16 mai) a élaboré son dossier, lundi 29 juillet, et ordonné le renvoi en correctionnelle de soixante-trois inculpés. Parmi eux figurent MM. Michel Mauer, PDG de la COGEDIM, qui avait été incarcéré pendant deux semaines,

et Jacques Perche, PDG de la SCREG-Ile-de-France. Le montant des malversations est évalué à 500 millions de francs. Selon les enquêteurs, les sommes auraient été détournées entre 1988 et 1990.

Soixante-quatre personnes - facturières ou bénéficiaires des fausses factures - avaient été inculpées de faux ou usage de faux en écritures de commerce et d'esqueroquerie à la TVA, ou de complicité ou recel de ces délits. Deux d'entre elles ont bénéficié d'un non-lieu et le juge a disjoint le cas de neuf autres, car l'instruction de leur dossier n'est pas terminée. Les fausses factures ont été établies à l'occasion de chantiers dans la région parisienne, à Surcoules, Bondy, Pantouise, Paris, Boulogne-Billancourt, et notamment au cours de l'aménagement de la Défense et de la ZAC du Front de Seine à Levallois-Perret.

Trente entreprises de bâtiment ou de travaux publics ou total sont impliquées dans l'affaire. Parmi elles, six ont également émis des fausses factures, et notamment la CTMI, une entreprise de démolition dirigée par M. Carino Cesco.

Différents systèmes  
de défense

Outre ces entreprises, bénéficiaires des fausses factures, huit sociétés, qui avaient pour seule fonction d'établir des fausses factures, figurent au dossier. Dans cette liste, on trouve une entreprise dirigée par Joseph Choukroun, ancien comptable des frères Zemmour et ancien membre du SAC (Service d'action civique, dissous en 1982), qui reste le seul inculpé encore détenu.

Les patrons d'entreprise inculpés ont adopté différents systèmes de défense. Ainsi, les dirigeants de la COGEDIM ont toujours nié avoir utilisé des fausses factures. A l'inverse, les dirigeants de la SCREG ont déclaré avoir dépensé l'argent liquide en organisant des festivités pour leurs clients ou en leur payant des places aux matches du Tnnorol des cinq océans. Tous encourrent jusqu'à cinq ans d'emprisonnement. Il semble que le juge d'instruction n'ait pas établi de lien entre ces fausses factures et le financement de partis politiques, ce qui aurait rendu les délits amnistiables.

R. G.

# M. Yves Martin présidera l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEN)

Après des mois de négociations interministérielles et de recherche d'un responsable, la création de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEN) est annoncée dans le *Journal officiel* du 28 juillet. La nouvelle agence regroupe les trois anciennes Agences pour la qualité de l'air, Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets, Agence française pour la maîtrise de l'énergie et devient un établissement public à caractère industriel et commercial. Elle est placée sous la tutelle des ministères chargés de la recherche, de l'environnement et de l'énergie. Aux anciennes missions s'ajoutent la prévention de la pollution des sols et la lutte contre les nuisances sonores.

Le ministère de l'environnement, bien qu'il en partage la tutelle avec deux autres adminis-

trations, va disposer avec l'ADEN d'un organisme de recherche ayant une masse critique suffisante pour être crédible auprès des industriels, de l'administration et des collectivités locales.

Le ministre avait souhaité mettre un politicien à la tête de l'agence, mais c'est finalement un technicien qui la présidera : M. Yves Martin, ingénieur général des mines de cinquante-cinq ans, qui a notamment été l'agencier financier du bassin Artois-Picardie (1965-1971), dirigé la mission « bruit » au ministère de l'environnement (1971-1973) et qui est membre des conseils d'administration de Rhône-Poulenc et Total. L'agence devrait être dirigée par M. Vincent Denby-Wilkes, actuellement directeur du cabinet de M. Lalonde.

envisager l'immigration

en prison



## CULTURE

## MUSIQUES

## Le métissage selon Busoni

L'Europe, l'Amérique, l'Orient font chanter splendidement la «Turandot» d'un compositeur singulier

## MONTPELLIER

## de notre envoyé spécial

Est-ce un rêve? Un crachia tombe au soir du 29 juillet sur Montpellier, et transforme le pavé des quartiers piétonniers en miroirs où se fondent le ciel, les façades illuminées, l'ombre des rares piétons. Ce soir tout peut arriver : le Festival de Montpellier, l'Opéra de Lyon, des chanteurs inspirés, René Kœriag et Kent Nagano viennent d'animer la *Turandot* de Ferruccio Busoni, oubliée, figée, muette depuis des dizaines d'années. Et l'oeil est joyeux.

Est-ce un opéra, une farce? Un genre musical non répertorié, plutôt, kaléidoscope sonore qui condense, réfléchit, projette mille ans de musique dans l'imaginaire des auditeurs réunis au Corum. Une révélation comme on n'en a pas en depuis tant d'années...

Peut-être depuis cet *Hymne à la Justice* d'Alfred Magnard, piquant plaidoyer pour le capitaine Dreyfus, entendu au Festival de Montpellier 1984.

«La musique dramatique devrait s'appuyer sur l'écrit, le livre et l'illustration, le verbe ne saurait durer. L'opéra du futur devrait utiliser la musique seulement là où c'est indispensable - en particulier dans la représentation du surnaturel ou du non-naturel. Comme un miroir soit magique (opéra seria), soit comique (opéra buffa). L'opéra doit être joué et non écrit. Le public pense et non croit». Extraits de l'*Esquisse d'une nouvelle esthétique de l'art des sons* (1), publiée par Busoni en 1906, cette déclaration de foi est contemporaine de l'intérêt manifesté par le compositeur pour *Turandot*, pièce en forme de fable de Gozzi dont il s'inspirait pour composer une musique de scène. Il la transforma en une suite pour

orchestre, elle-même élargie, en 1911, aux dimensions d'un opéra (créé à Zurich en 1917). Busoni aimait ressasser.

Le compositeur lui-même a adapté son livre du texte original de Gozzi. Il est drôle, même le sérieux au binaire, drapé dans des apartés inénarrables, des oomphs, le non-sens, introduit la même dévotion à l'art dans une trame bien connue (qui bénéficie ici d'un rebondissement imprévu) et rien de moins qu'un bague - qui ne rallonge pas trop l'action, cet opéra dure environ une heure et demie.

## Lanterne magique

Une heure et demie seulement : le temps passe vite à l'écouter. Busoni n'est jamais si grand que lorsqu'il utilise la musique des autres comme tremplin. Heureusement *Turandot* emprunte beau-

coup à la musique chinoise - dont elle cite quelques mélodies chipées à l'*Histoire de la musique*, de Henssle, - aux musiques du Moyen-Orient, des Indes d'Amérique du Nord... Jusqu'au célèbre et très hritannique *Greensteins* (habillé à la mode fauconnière de la *Pavane*), à Mendelssohn, Wagner, Berlioz, Prokofiev, Strauss, Debussy et quantité d'autres musiciens. Mais Busoni n'est ni un voleur ni un pasticheur.

Il extrait l'essence même du style des autres et l'intègre à son langage personnel. Quel résultat! Compositeur italien résidant en Allemagne, Busoni composait comme un savant une musique à la couleur italienne indéniable (ne serait-ce que par son efficacité théâtrale) même lorsqu'elle nous balade sur un marché persan ou qu'elle fait entendre, en quelques secondes, tout *Roméo et Juliette* de Berlioz! Il y a de la lumière magique dans cette musique, et

une ouverture sur l'événement dont la laçoa se fut malheureusement gène entendue.

Ménée par Kent Nagano, une troupe de chanteurs irréprochables, aux voix parfaitement apparées, donne vie à ces rôles. Peu connu, Stefan Dahlberg (Kalaf) a la vaillance et le style des meilleurs ténors mozartiens. Mechthild Gensdörff est l'une des plus belles voix de soprano dramatique que l'on puisse entendre aujourd'hui : du grave à l'aigu, sa voix ne connaît aucune faiblesse, son souffle, sa vaillance paraissent sans limite, son expression est intense, son timbre somptueux, velouté jusqu'à dans le cri, sa diction allemande impeccable.

Deux jours plus tôt, on l'avait entendue dans le rôle final de la *Quatrième Symphonie* de Mahler. Elle chantait faux et de manière arithmétique, Kent Nagano dirigeait cette symphonie de la façon la plus désespérément scolaire qui se

puisse imaginer (et à la tête d'un orchestre trop pauvre en cordes graves). Inexplicable changement! Le jeune directeur musical de l'Opéra de Lyon aurait peut-être dû respecter l'instrumentation originale de Busoni, qui souhaitait un orchestre réduit. Mais sa précision, sa sonorité scintillante, son élégance étaient parfaites dans *Turandot*. L'orchestre et les chœurs de l'Opéra de Lyon sont irréprochables, hormis quelques rares écarts bien pardonnables : l'instrumentation de Busoni exige des processus que les vents ont presque toujours surmontés avec une aisance déconcertante.

ALAIN LOMPECH

(1) Ce texte décapant qui ouvre grand les portes de la musique de l'avenir a été réédité en 1990 par les Éditions du Minotaur.

► Virgin va enregistrer cette *Turandot* inédite. La distribution sera la même.

## Bleu, blanc, Eddy FRÉJUS

## de notre envoyé spécial

«Ça vous fait quel effet de fêter Noël en juillet?» Eddy Mitchell est heureux. Lui qui avait dû se contenter d'une guitare sèche devant un public chahuté en Arabie saoudite peut enfin se produire devant les armées sept mois après son rendez-vous manqué dans le Golfe. Concert promis, concert dû. Il a enfin donné sa prestation devant six mille personnes : les familles et les copains de la division Daguet, qui n'en font décidément pas d'être honorés. Après avoir descendu les Champs-Élysées et s'être baladés dans Paris le 14 juillet dernier, la voilà sacrée vadette dans les arènes.

Le public communique chaleureusement avec les soldats, on s'agglutine autour des uniformes, quelques-uns écoutent la saga des anciens combattants, interrogent entre deux bouchées de hot dog ou attrapent le pom-pom d'un merin «parce que ça porte bonheur». On râle enfin parce qu'il n'y a pas de pin's pour la *colloc* du petit.

On réserve des ovations à Eddy Mitchell qui, en pleine forme, offre un pot-pourri de ses succès. Bleu blanc rouge, tout compte fait, la guerre est déjà loin. Terre, mer, air, il y a bien un bel échantillon d'uniformes, mais les militaires sont loin de tenir le rôle sur la coudure du pantalon, ils sont des fans au sourire béat, l'appareil photo et le carnet d'adresses en main, ils reprennent les refrains à pleins poumons le *Cimetière des défunts* ou la *Dernière Séance*.

Eddy Mitchell, 44, n'est plus un chanteur volonteux. Il est un pro assurant un concert de pro. Et quand un soldat lui tend son képi, il s'en débarrasse, pesamment gêné comme on lancrait une grenade déguignolée. On n'a jamais vu un képi sur la route de Mamphils. Puls Schmitt, pour rire, jure sa chlamydia blanche dans la foule. Pas de quartier, on sort l'Opinel pour se partager la relique.

On s'abaisse ensuite le champagne au cours d'une party présidée par le maire, M. François Léotard, qui avait fait de ce 29 juillet une «Journée Daguet» associant le Var et la Provence à sa commune pour l'occasion. Il y avait un cher aussi, vert et magnifique, avec son missile soviétique, il était en rougine, et si costaud qu'il a tenu un personnage persévérant pour le réduire en morceaux.

BÉNÉDICTE MATHIEU

► Le prix Sonning attribué à Seldi. - Le prix de musique Leo- nie Sonning, d'un montant de 200 000 couronnes (environ 175 000 francs), attribué chaque année au Danemark à un compositeur ou un virtuose ayant contribué à la culture musicale internationale, a été décerné pour 1991 au chef d'orchestre britannique Georg Solti, âgé de soixante-dix-neuf ans, qui vient de quitter l'Orchestre symphonique de Chicago après l'avoir dirigé durant deux décennies. - (Correspondance.)

## PHOTOGRAPHIE

## Les gitans, pour l'éternité

Josef Koudelka présente à Nîmes trente ans de photos de tziganes

## NÎMES

## de notre envoyé spécial

C'est un voyage sans cesse recommencé. Josef Koudelka le dit lui-même : «Les gitans, j'écouterai leur musique, j'irai les voir jusqu'à la fin de ma vie». C'est de Tchecoslovaquie, qu'il a commencé de photographier il y a exactement trente ans, ceux de Roumanie, de Hongrie, d'Espagne et même de France, en Bretagne par exemple, où il a suspendu en une image-potter le geste du jongleur-tzigane, belle en lévitation dans un ciel gris clair.

Les gitans de Koudelka, c'est un peu comme les Américains de Robert Frank ou les Allemands de René Burri. Toute une histoire, et des séries qui appartiennent à l'histoire de la photographie. Il fallait donc un bon raison pour présenter à nouveau ce travail après les multiples expositions et publications à travers le monde et notamment la *Fin du voyage*, le superbe - et introuvable - livre édité en 1977 par Robert Delpeire, à qui l'on doit aussi les livres-cultes de Frank et Burri.

L'exposition de Nîmes est un modèle de goût, pour la quarantaine d'images nouvelles sur cent offertes au visiteur - et pourtant prises, pour la plupart, avant 1970 - mais aussi pour l'accrochage parfaitement rythmé et séquentiel. Nîmes est un peu le fruit d'expositions précédentes, de livres, de maquettes, de recherches et de réflexions sur les gitans : «Ca fait trente ans que je vis avec ces images, que je les touche, les sélectionne, les bouge. Je les regarde depuis longtemps pour arriver à prendre mes distances et les juger avec émotion. Un peu comme pour Exil, dont on a bien dû faire une quinzaine de maquettes avec Robert Delpeire avant d'arriver au résultat.»

Cette exposition doit également beaucoup à un gros album de famille recouvert de toile grise, aux pages jaunies et goudoïlées, que Josef Koudelka trimballe toujours avec lui : une maquette de 1968 réalisée en collaboration avec le graphiste tchèque Milan Kopriva. Les gitans toujours.

Koudelka est «le produit des gens qu'il rencontre», accouchant ses travaux de «bagarres maximums», avec lui-même depuis toujours, avec Robert Delpeire depuis vingt ans, avec d'autres, affrontant sans cesse de nouvelles recherches. Dès 1958, il transforme ses images carrées réalisées au Roliflex en panoramiques horizontales : «Je recadrerais les images pour en cerner le sens, aller à l'essentiel. Je les découpe, les recollais; c'est comme ça que j'ai appris la composition.»

## Sans domicile fixe

Chercher, c'est parfois se pas regarder dans le miroir, «pour ne pas déranger, mais aussi pour arriver à des images comme si je les avais vécues». Travailler avec un objectif grand angle, à 25 millimètres, pour capter un grand nombre de personnages dans des pièces souvent exigües; utiliser comme pellicule des centaines de mètres de films de cinéma; déclencher sans cesse, souvent dans la pénombre, un trépan de seconde, mettant à profit son expérience d'ancien photographe de théâtre; ne pas s'inquiéter des négatifs sous exposés,



Des portraits dépouillés, verticaux, frontaux et minutieusement posés

trop noirs, «denses», coavalou qu'il les «sortaient au tirage avec des lampes de 500 watts, hésitant pas à solariser certaines zones d'ombre quarante fois plus longtemps que d'autres et à laisser les épreuves toute la nuit dans un révélateur chauffé à 25 degrés.

Dernière la «cuisine Koudelka», il y a surtout une personnalité et son «feeling gitans». Ce Tchecoslovaque de cinquante-trois ans qui se sent d'abord moine à émigré en Europe en 1970, par crainte de la prison, après la publication en Occident de ses remarquables - et non signées - photos du coup de Prague en 1968, mais aussi «pour ne pas être là où on m'attend». Il a vécu dix-huit ans sans passeport, sans domicile fixe, ne sait toujours pas conduire, et a tant de fois dormi à même le sol, car «c'est très important de s'entraîner à dormir bien et partout».

Le rythme de Koudelka épouse celui des gitans. Il lui permet de traduire l'éternité d'un peuple à travers - révélation de cette exposition - une galerie de portraits dépouillés, verticaux, frontaux et minutieusement posés, qui s'éloignent de la virtuosité des compositions de groupe qu'on lui connaît. Ses portraits tout droit sortis du *Temps des Gitans*, le film d'Emir Kusturica : jeune homme tenant un coq au poing, James Dean tzigane, couple endimanché posant joie contre joie; gamio trépanant dans un sofa dégingolée, yeux fermés et cigarière aux lèvres. De la petite fille au vieillard,

tous se tiennent droit comme des I, fiers, les poings aux hanches, le regard défiant et interpellant l'objectif : «Pas y Koudelka, j'existe», semble dire un jeune garçon «planté» son cousin dans la gorge de son copain de jeu. Le photographe avance une autre explication : «La plupart des gitans n'avaient pour référence que les portraits figés de leurs ancêtres, dont ils plégnaient les poses face à mon appareil.»

Koudelka est retourné cette année auprès des gitans, en Tchecoslovaquie. Après avoir longtemps marché, avoir parlé et bu avec tout le monde, il a pu entreprendre un nouveau travail, «Beaucoup d'anciens gitans sont morts en vingt-cinq ans. J'ai recouvert les anciens images. Ils se sont reconstruits. J'ai dormi dans une famille dont le bébé est devenu une mère de six enfants. Le temps qui passe, le photographe qui revient et des images qui marient les moments perdus et l'avenir prédit. Un peu comme cette confrontation - la plus émouvante - du grand-père bien habillé et du gamin torse nu qui se fixe fibreux. Tu sens un homme, mon fils!»

MICHEL GUERRIN

► «Gitans, photographies», de Josef Koudelka. École de Nîmes, Hôtel Rivat, 10, Grand-Rue, Nîmes. Tél. : 86-67-25-11. Jusqu'au 14 août. L'exposition sera également présentée à Abbeville-Provence du 18 octobre au 11 novembre, au Musée des Tapissiers, palais de l'Archevêché. Tél. : 42-23-09-91.

## DANSE

## Le froid et le chaud

Le charme de Bagouet trahi par le mistral et la violence chez Diverrès, dans un huis clos sarrien

## AVIGNON

## de notre envoyé spécial

Tristesse du plein air! Un mistral à glacer jusqu'aux moelles a défilé samedi, le 26 juillet, la création de *Necessito*, de Dominique Bagouet, dans le cloître du cimetière de la Chartreuse, à Villeneuve-lès-Avignon. Au point qu'il serait malade d'imaginer un jugement péremptoire sur cette pièce : claquage des dents dans leurs tenues légères, muscles raidis - d'autant plus qu'ils ont à observer de longs moments d'immobilité - les danseurs ne pouvaient donner le meilleur d'eux-mêmes et retrouver le rythme du spectacle, d'où l'impression de temps morts.

Le lendemain, il y avait dans la troupe trois anges et une élongation : ne rien dire d'un Bagouet au bord du désespoir. Il faut ajouter qu'avant *Necessito* nous avions dû subir treize-cinq minutes d'un poème symphonique pour grand orchestre et récitant (en espagnol) intitulé *Vigilans de Granada* et sorti de la plume peu inspirée d'un certain José Garcia Roman. Plus trente minutes d'entracte pour démaquiller pupilles et chaises.

Pourquoi ce cocktail musique-danse? Parce que Daniel Girard, directeur de la Chartreuse, avait eu l'idée de faire célébrer par les arts le centenaire de la naissance de l'Alhambra de Granada - sobriquet évocateur par un sol de marbre rose incrusté de mosaïques et par le bruit de fontaines. Ils marchent à petits pas pureses, s'étreignent voluptueusement, s'assoient ou s'allongent, mais sous la maque, écarotés par le soleil, tandis que le public se croit à Anchorage.

Le plus drôle, si l'on ose dire, est que le début de *Necessito* raconte une histoire de canicule. Un groupe de touristes ou peu farfelus, en short ou en petite robe d'été, visite l'Alhambra de Granada - sobriquet évocateur par un sol de marbre rose incrusté de mosaïques et par le bruit de fontaines. Ils marchent à petits pas pureses, s'étreignent voluptueusement, s'assoient ou s'allongent, mais sous la maque, écarotés par le soleil, tandis que le public se croit à Anchorage.

Cependant le célèbre «charme Bagouet» réussit souvent à opérer. Dans ces moments de chorégraphie tout en fragilité, subtilité et tendresse qui lui est propre. Dans ce ravissant solo confié à Olivia Grandville, superbe danseuse chipée à l'Opéra de Paris. On remarque aussi un nouveau, Jean Manuel Vicente, vingt ans, sorti du conservatoire de Montpellier, un Riquet à la houppe mûrissant de Tintin.

Mais on avouera, le rouge au front, n'avoir pas distingué ces

«personnages aux contours précis» annoncés par Bagouet (*le Monde* du 3 juillet) : un Roi catholique qui doute, un émir qui rêve et qui pleure, une infante et son camouflet. Tout cela, et bien d'autres choses, nous apparaissent sûrement lorsque, bien au chaud au Théâtre de la Ville, en décembre, on reverse *Necessito* dans le cadre du Festival d'Automne. Et d'ici là, au cours d'une longue tournée en France, Bagouet aura effectué les ressorts que s'imposent.

## Chutes suicidaires

Catherine Diverrès ne court pas les mêmes risques météorologiques dans la salle bien close et climatisée du Gymnase Aubanel, où elle présente la reprise d'une pièce datant de 1986, *L'Arbre des élégances*, sous-titrée ici *On du baroque dans le désert*. Quelle violence chez cette jeune femme d'apparence si convenable et si réservée! On n'a pas jusqu'à dire que les courbes et les chutes d'ont elle fait large usage constituent une nouveauté dans la danse contemporaine, mais les courses sont ici stoppées act, comme par quelque terreur, et les chutes carrément suicidaires.

L'atmosphère dramatique qui régnait est dépeuplée par celle du *Château de Barbe-Bleue*, de Bartok (que suivront émaillés par des dièses qui défilent, des pages de Bach et de Schubert, puis des fracas de train ou d'usine). Joseph Nadi - revenu pour l'occasion danser chez Diverrès - semble nourrir le dessin d'étrangler sa partenaire. Un fort, censé parcourir des diagonales en faisant s'entrechoquer deux épées. Bernardo Montet, toujours sidérant pile d'énergie, se livre, yeux exorbités, à de furieux sauts, gestes saccadés et roulades au sol. Des textes pas vraiment puits de Heinrich Müller et de Witkiewicz sont hurlés. Bien que les six personnages puissent entrer et sortir, on songe à quelque huis clos sarrien. A moins que les six soient en quête d'autre? Mais que racontent-ils? *C'est le désert est à l'extérieur, comme vide mental, comme mort de l'intention* - *S'ils devant l'image défilée s'effondre, le feu de la quette se trouve noyé, dit Catherine Diverrès, dont on connaît la limpidité d'expression lorsqu'elle tente de donner des clés. Nous cherchons le «Sabi», c'est-à-dire l'émotion qui procure la rencontre entre ce qui se transforme et ce qui reste le même.»* A chaque spectateur, donc, de se raconter sa petite histoire devant le mystère de ces rapports tragiques.

A la fin, le climat change brusquement : disposez autour d'une table et d'un comptoir de pommes, sa grogne inspiré de quelque tableau flamand du dix-septième siècle, en amples robes noires, collantes et boucassées blanches (de nonnes?), le semeur nous regarde et fait des mines. Celles, inextinguibles, de Josef Nadi - on ne soupçonnait pas ce génie comique au ténébreux auteur des *Sept Peaux de rhinocéros* - advenant sur des sources cette pièce, à son tour la meilleure de Diverrès depuis *Instance*.

SYLVIE DE NUSSAC

► Gymnase Aubanel, jusqu'au 1<sup>er</sup> août, 21 h 30. La tournée de *Necessito* commence le 2 août à Pézenas, le 4 à Béziers, le 6 à Collioure, les 10 et 11 à Courmarc.



# SCIENCES • MEDECINE

## Les traitements incertains du sida

L'arrêt de la distribution de l'Imunol amène à s'interroger sur les conditions dans lesquelles se fait la recherche thérapeutique sur la maladie

**L**ES extraordinaires difficultés rencontrées par les chercheurs et les médecins pour arriver à mettre au point un traitement efficace contre le sida n'ont, si l'on considère l'histoire de la médecine, rien de très spécifique.

En revanche, le fait que cette maladie soit hypermédiatisée, que les malades qui en sont atteints soient hyperinformés, bref que cette épidémie se déroule quasiment « en direct » sous nos yeux, change profondément la manière dont le grand public ressent l'annonce de résultats nouveaux souvent très parcellaires. L'infime progrès thérapeutique devient très vite « le » médicament miracle. Le « savoir » se transforme insensiblement en espoir.

Dans plusieurs de ses ouvrages, le professeur Jean Bernard a raconté l'histoire du petit Michel qui, à l'âge de six ans, en octobre 1947, fut le premier enfant eu-



no-transfusion. « Je me rappelle les hésitations, écrit-il dans *C'est de l'homme qu'il s'agit* (1), nos scrupules avant la tentative. Nous n'étions sûrs de rien. A tout le moins, nous pouvions seulement espérer atténuer les cruelles douleurs qui tourmentaient l'enfant. Nous nous décidâmes. Pour la première fois dans l'histoire des leucémies de l'enfant, un traitement est tenté ».

Pour la première fois également, une rémission complète est ainsi obtenue. Mais quelques mois plus tard, ce petit enfant meurt. Les cellules leucémiques avaient à nouveau réinvesti le sang et la moelle osseuse. L'année suivante, en 1948, à Boston, Sidney Farber obtint lui aussi une rémission, mais cette fois grâce à un médicament. Cependant, il fallut attendre les années 70 pour assister enfin aux premiers cas de guérison.

FRANCK NOUCHI  
Lire la suite page 12

(1) Editions Odile Jacob.

## Les enfants et le divorce

Le divorce perturbe beaucoup moins les enfants que la période qui précède la rupture : c'est ce que révèlent deux études menées parallèlement aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne par des chercheurs sociologiques et publiées dans la revue américaine *Science*. Les travaux effectués jusqu'à présent montraient que les enfants de parents divorcés connaissaient en moyenne plus de problèmes psychologiques et réussissaient moins bien dans leurs études que ceux vivant avec leurs deux parents. Ces recherches, toutes réalisées après la rupture, concluaient que la séparation était souvent traumatisante pour l'enfant.

Désirant aller plus loin, deux équipes de chercheurs anglais et américains ont décidé de suivre dans le temps deux échantillons représentatifs d'enfants (14 700 en Grande-Bretagne et 2 279 aux Etats-Unis) à deux moments précis de leur vie (sept et onze ans pour les Britanniques, onze et seize ans pour les Américains). Ont été répertoriés tous les signes de perturbation : agressivité, déobéissance, dépression, anxiété, mais aussi cauchemars, irritabilité, sautes d'humeur, etc. De même, chaque enfant a été soumis à des tests d'évaluation des connaissances en anglais et en mathématiques.

« Comme nous nous y attendions, écrivent les chercheurs, nous avons trouvé que les garçons et les filles dont les parents ont divorcé pendant la période étudiée montrent plus de signes de perturbation et ont un niveau de connaissance moins élevé que ceux dont les parents sont restés ensemble, et cela quel que soit le milieu familial. Mais, en moyenne, les différences, bien que significatives, restent modestes. Enfin, lorsqu'on reprend les données enregistrées avant la rupture, on se rend compte que déjà ces différences existent ».

Les enfants qui connaissent des problèmes comportementaux ou psychologiques et des difficultés scolaires après un divorce avaient déjà des mêmes difficultés avant. Autrement dit, les tensions qui devaient exister dans le foyer avaient déjà des effets négatifs sur les enfants. Les chercheurs ont en même temps découvert que les perturbations étaient beaucoup plus variées chez les garçons que chez les filles. Chez ces derniers, c'est surtout le travail scolaire qui s'en ressent.

L'étude ne met pas en évidence le moment précis du changement de comportement chez l'enfant ; de même, elle ne permet pas de distinguer les enfants qui ont toujours vécu dans une ambiance familiale perturbée de ceux qui ont connu un changement dans le climat familial. « Il est possible, soulignent les sociologues, que les effets du divorce varient avec l'âge de l'enfant ou qu'ils se fassent sentir plus tard ; néanmoins, les études américaines et anglaises incluent tous ceux qui s'occupent des enfants du divorce à revoir leur façon de penser. Ils doivent porter autant d'attention aux familles en période de trouble, avant la séparation, qu'aux traumatismes dus à la rupture ».

CHRISTIANE CHOMBEAU

## La planète des songes

Sommes-nous seuls dans l'univers ? Le mystère demeure.

Mais des chercheurs britanniques auraient découvert une planète hors du système solaire

**L**E système solaire, avec son merveilleux cortège de planètes, est-il unique ? Un système analogue peut-il s'être formé ailleurs ? La question, mille fois posée, n'a toujours pas trouvé de réponse nette et la Terre est toujours à la recherche d'une autre Terre. Mais si l'on considère que la Galaxie compte quelque mille milliards d'étoiles qu'il existe dans l'univers quelques milliards de galaxies qui, peu ou prou, ressemblent à la nôtre, on est tenté de dire que cette singularité n'est peut-être pas aussi singulière qu'on pourrait le croire.

Répéter, si elles existent, ces planètes éloignées reste une opération délicate car ces objets sont proches de soleils dont la lumière aveugle l'observateur qui est un peu comme un curieux qui chercherait une bougie placée devant un phare. Plus rien n'est alors discernable. Combien de fois dans le passé les capteurs les plus grands ont-ils été ainsi dupés ? Combien de fois le minuscule indice qui laissait croire à l'existence d'une grande découverte s'est-il effondré sous les coups répétés de campagnes de mesures plus précises ?

La recherche est ainsi faite. Loin de décourager les astronomes, elle les stimule au point qu'André Brahic, astronome à l'Observatoire de Meudon, confiant dans les progrès de la technique, affirmait en 1984 qu'on pourrait découvrir un autre Jupiter dans les dix ou vingt prochaines années. Sept ans après, toujours pas de « suspect » clairement identifié. Mais l'étau se resserre. La récente observation faite par trois chercheurs des Nuffield Radio Astronomy Laboratories de l'université de Manchester (Grande-Bretagne), et rapportée par la revue *Nature* dans son édition du 25 juillet, en témoigne.

### Des horloges parfaites

Grâce au célèbre radiotélescope de Jodrell Bank, Andrew G. Lynne et deux de ses collègues, Matthew Bailes et Sennam Shemar, ont eu effet pu mettre en évidence d'infimes variations dans les signaux radio émis par une étoile à neutrons (1), le pulsar PSR 1829-10. Hermétiques ou profanes, ces « infimes anomalies » se comprennent mieux dès lors que l'on sait que les pulsars sont de véritables radiophares de l'espace qui émettent, avec une précision d'horloge, de brèves et puissantes bouffées d'ondes radio audibles depuis la Terre.

Toutes les 30 millisecondes pour le pulsar nouveau-né - 947 ans - de la constellation du Crabe ; toutes les millisecondes et demie pour le vigoureux vieillard 4C 21 53 ; toutes les 330 millisecondes pour le pulsar PSR 1829-10 traqué par les astronomes

de Jodrell Bank. Or ces chiffres, l'observation l'a montré, ne varient pas au cours du temps. Les fréquences d'émission de ces ondes minuscules, et qui ne reviennent strictement pas, avec nos puissants télescopes, à même le futur télescope géant des Européens du Chili (VLT) risqueraient d'être un peu justes.

Le moindre retard de cette mécanique céleste bien huilée est donc un événement. C'est ce qui s'est passé pour PSR 1829-10 qui a montré, avec une périodicité de six mois, des ralentissements, suivis d'accélération, de ses émissions radio. D'infimes variations dont l'origine serait due à la présence d'un compagnon tournant autour de ce minuscule et turbulent soleil. « C'est l'explication la plus simple qui vienne à l'esprit », estime Jean Schneider, de l'Observatoire de Meudon. De telles vies en couple ne sont pas rares et de nombreux « systèmes binaires » associant un pulsar et une étoile ont été découverts au cours des quinze dernières années.

Ce qui est toutefois plus surprenant, c'est que la masse du compagnon suspecté, « déduite par le calcul », serait le trentième de celle de Jupiter, trente millimètres seulement de celle du Soleil. Bref, pas de quoi faire une étoile. Tout juste un objet. Sans doute une planète, qui tournerait autour de son soleil - le pulsar - en environ six mois et en serait distante de quelque 120 millions de kilomètres, soit approximativement la distance qui sépare Vénus du Soleil. Comment le confirmer ? En

affinant les calculs, car il n'est pas impossible que les 30 000 années-jupiter (2) - d'espérer voir physiquement cet astre minuscule, et qui ne reviennent strictement pas, avec nos puissants télescopes, à même le futur télescope géant des Européens du Chili (VLT) risqueraient d'être un peu justes.

### De nombreux précédents

L'annonce de cette découverte, bien que faite par une équipe dont « le leader est un des meilleurs observateurs de pulsars connus », doit donc être prise avec précaution. D'abord, parce que, voilà quatre ans, des variations de période analogues avaient laissé croire qu'une « telle planète » existait près du célèbre pulsar du Crabe. Las, des mesures plus précises montrèrent que les anomalies observées étaient trop irrégulières pour justifier la présence d'une planète perturbatrice.

Ensuite, parce que les trois astronomes britanniques eux-mêmes reconnaissent que les fluctuations qu'ils ont enregistrées pourraient être la conséquence de phénomènes magnétiques externes ou de phénomènes non magnétiques internes, au pulsar qui engendrerait alors d'importantes instabilités de rotation écartant ainsi l'hypothèse de la planète. Enfin, parce que, comme le remarque un chercheur du Lunar and Planetary Institute de Houston (Texas), David Black, on se demande

comment cette planète a pu survivre à l'explosion cataclysmique (supernova) qui donne naissance aux pulsars.

S'est-elle formée à partir des restes de la supernova ? Auquel cas, les théories sur la formation des planètes et celle des pulsars seraient fortement ébranlées. A-t-elle été capturée plus tard par attraction gravitationnelle par le pulsar ? « Tout est possible », reconnaît Jean Schneider, mais on frise l'égalitarisme. La prudence est donc de mise en attendant que de nouveaux travaux confirment cette découverte (3). Car le passé est riche de déceptions même s'il paraît clair, comme l'affirment aujourd'hui nombre de spécialistes, que « la présence de planètes autour d'étoiles ne serait pas une rareté ».

En témoignent la découverte, en août 1983 par le satellite d'observation infrarouge *Iras*, d'un vaste disque de gaz et de poussières solides - proto-planétaire - autour de Béta-Pictoris, un soleil jeune situé à 430 000 milliards de kilomètres de la Terre. Cette supposée et démontrée par le calcul par des chercheurs français et américains, en juin 1988, de « planètes » de planètes » au voisinage de jeunes étoiles, les T-Tauri (un à dix millions d'années), dont la masse est comparable à celle du Soleil. Celle, enfin, d'un astre qui serait trois mille fois plus gros que la Terre - et donc trop massif pour être une planète - et qui tournerait autour de HD 114672, une étoile située à 90 années-jupiter du Soleil.

Avec la nouvelle découverte des trois astronomes britanniques, le bestiaire s'enrichit donc d'une nouvelle curiosité qui, si elle se confirme, sera la première planète jamais découverte hors du système solaire. Ne restera plus alors qu'à trouver une autre planète, une sœur de la Terre, qui, comme elle, pourrait abriter la vie, ce qui n'est pas le cas, hélas ! de l'astéroïde balaie par les rayonnements meurtriers vomis par le pulsar.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Les étoiles à neutrons ou pulsars sont des étoiles en fin de vie nées d'une gigantesque explosion d'une étoile plus massive (supernova). Elles sont composées des restes de l'étoile morte qui se sont agglomérés, par contraction gravitationnelle, en une boule d'une dizaine de kilomètres de diamètre seulement ayant la masse du Soleil. De ce fait, la matière y est d'une densité telle (10 000 milliards de fois plus dense que le plomb) qu'elle servirait pour sa plus grande partie composée de neutrons, les électrons et les protons restants étant en proportions réduites. Quant au champ magnétique, répondant à la surface, il serait plus de 10 000 milliards de fois supérieur à celui de la Terre.

(2) Une année-lumière vaut environ 9 500 milliards de kilomètres.

(3) D'autant qu'un des astronomes estime qu'il pourrait y avoir dans ce système une seconde planète, analogue par la taille à Jupiter ou à Saturne, et qui tournerait en vingt ans environ autour de PSR 1829-10.

PARIS NICE PARIS 770F  
TOUS LES JOURS 4 FOIS PAR JOUR

BOISSONS ET COLLATIONS OFFERTES



RESERVATIONS : CHEZ VOTRE AGENT DE VOYAGE

PARIS  
(1) 45-12-45-12

air Liberté  
OMinerve

NICE  
93-71-04-44



# Le Monde

**RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :**  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Télax : 206.806 F

**ADMINISTRATION :**  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : (1) 49-40-30-10  
Télax : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944

Capital social :  
630 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises  
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimeur  
du Monde  
12, rue M. Jambou  
94000 Ivry-sur-Seine

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57-437  
ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE  
Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 40-65-29-33

## Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président  
François Hugues, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial  
15-17, rue de Calvet-Pierre-Aria  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-62-72-72  
Télax : MONDPUB 634 128 F  
Télécopieur : 36 47 36 71 - Société filiale  
du journal Le Monde et Régie France SA.

## Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composés 3B-15 - Tappez LEMONDE  
ou 3B-15 - Tappez LM

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration

### ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-40-31-30

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 540 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre  
règlement à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à  
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur  
numéro d'abonné.

### BULLETIN D'ABONNEMENT

PP Paris RP  
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐  
Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_  
Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie

### DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde ARTS et SPECTACLES



## Votre célibat : un choix ou le fait du hasard ?

Il y a forcément quelque part un être qui répond à votre idéal.  
Pour que son chemin et le vôtre se croisent, il faut rencontrer  
des personnes qui recherchent quelqu'un comme vous, mais  
dont la sensibilité profonde correspond à la vôtre.  
C'est cette aventure que vous propose Ion International :  
rencontrer des personnes dont le caractère, défini par une  
véritable étude psychologique, s'harmonise avec le vôtre.  
Et cette aventure ne peut que réussir puisque vos contacts  
seront renouvelés jusqu'au succès complet.

3000 COUPLES RACONTENT  
Un document passionnant. Des témoignages qui répondent à vos questions :  
"Les tests sont-ils utiles et exacts ? Et les faux de réussite ? Et l'amour avec  
un grand A ?" (envoyé sur demande)

Pour recevoir une documentation complète, faites 36.15 code  
ION sur votre Minitel ou retournez ce coupon à :

**Ion International**  
UNE LIBERTÉ EN PLUS.

Veuillez m'envoyer gratuitement et sans engagement sous pli fermé et cacheté, votre  
brochure 24 pages couleur.

M., Mme, Mlle

Prénom

Age

Adresse

■ PARIS (75009) 44, rue Saint-Lazare - Tél. : (1) 45-26-78-89  
■ TOULOUSE (31000) 16, rue Nungesser-Coli - Tél. : (1) 59-48-58  
■ BRUXELLES (1050) rue Belliard 205 BP 15 - Tél. : (02) 238-99-98  
■ GENEVE (12061) 1, route de Florissant - Tél. : (022) 46-84-83

## SCIENCES • MÉDECINE

# Les traitements incertains du sida

Suite de la page 11

« La médecine travaille parfois  
surtout pour l'individu futur, alors  
même qu'elle ne peut pas grand-  
chose pour celui qui est là, devant  
elle », écrit le professeur Jean-Paul  
Lévy dans son remarquable ouvrage  
le *Pauvre de guérir* (2). Et il  
ajoute : « Le nouvel agent antitumor-  
al essayé chez des malades qui  
en sont à leur quatrième rechute de  
leucémie aiguë myéloblastique, sauf  
cas exceptionnel, ne changera guère  
leur sort. Tout au plus prolongera-  
t-il leur vie de quelques semaines,  
d'un petit nombre de mois, au prix  
de souffrances indéniables et pour la  
société d'un coût élevé. Pourtant, et  
à condition que le malade souhaite  
être encore traité, parce qu'il espère  
toujours et que quelques mois de vie  
ne sont pas négligeables, de telles  
tentatives ont une justification indé-  
niable : c'est d'elles que l'on peut  
savoir si ce nouveau médicament est  
daté d'une véritable activité sur les  
cellules leucémiques. »

Si la réponse est positive, on  
peut espérer qu'en l'utilisant au  
stade initial de la maladie on chan-  
gera le destin d'autres malades, que  
l'on obtiendra peut-être leur guéri-  
son. Pourtant il n'aurait été ni rai-  
sonnable ni éthique de commencer  
par traiter de tels malades car, dans  
l'ignorance où l'on est de l'efficacité  
du traitement à l'essai, il importe de  
ne pas leur faire perdre la chance  
que leur donnent ceux dont l'effica-  
cité est déjà éprouvée. La médecine  
est amenée ici à s'intéresser au  
groupe avant qu'à l'individu, aux  
malades futurs avant qu'aux  
malades présents, et cela n'a rien  
de scandaleux si l'éthique de chaque  
essai est soigneusement pesée.

### De la rigueur du calme et du temps

Dans le cas du sida, la pression  
qui s'exerce sur les médecins et les  
pouvoirs publics n'a sans doute pas  
d'équivalent dans l'histoire de la  
médecine. Il importe avant tout  
d'aller vite, toujours plus vite,  
d'obtenir des résultats rapides, d'en-  
torses, administratives (ce qui se  
conçoit aisément) ou méthodologi-  
ques (ce qui peut être définitive-  
ment aboli à l'effet inverse de celui qui  
au départ était recherché).

Le professeur Lévy résume bien  
le problème dans son livre : « Faute

de respecter les règles, le moyen  
d'acquiescer la connaissance vraie,  
parce qu'on veut gagner du temps,  
au bénéfice des malades croit-on, on  
risque essentiellement de découvrir  
trop tard de redoutables toxicités qui  
viennent encore aggraver leur état.  
On risque tout avant de ne pas me-  
turer en évidence l'utilité réelle d'un  
médicament car, contrairement à ce  
que l'on pourrait croire, elle ne saute  
pas toujours aux yeux, tant que l'on  
n'a pas trouvé les bonnes doses et les  
bonnes modalités d'administration.  
Il est inutile et dangereux de rêver :  
le progrès nécessite la rigueur, le  
calme et, malheureusement, le  
temps. »

Confrontées à la réalité de l'épi-  
démie, au vécu des malades atteints  
de sida, ces considérations peuvent  
paraître bien théoriques. Elles  
éclairent pourtant parfaitement ce  
qu'il faut appeler l'« actualité » du  
sida. A tout bien considérer, l'his-  
toire de la thérapeutique de cette  
maladie n'est faite pratiquement  
que d'annonces prématurées, de  
coups médiatiques, d'études bâclées  
ou interrompues pour des raisons  
diverses, bref d'entorses — parfois  
graves — aux règles les plus élémen-  
taires de l'expérimentation clinique.

### « Un véritable scandale »

Ainsi l'histoire de la mise au  
point de l'AZT est-elle entachée  
d'épisodes pour le moins surpre-  
nants. Soit-on par exemple, par-  
tira du petit cercle des spécialistes, que  
la première étude multicentrique  
menée en Europe sur ce médica-  
ment n'a jamais été publiée ? Pour  
des raisons mystérieuses — la firme  
anglaise évoque un problème d'en-  
gorgement des données informati-  
ques — et en dépit de l'insistance  
des médecins, en particulier fran-  
çais, qui y ont porté les labora-  
toires Wellcome ont jamais voulu,  
jusqu'à présent, rendre  
publics, autrement que par bribes à  
l'occasion de symposiums res-  
treints, les résultats de cet essai thé-  
rapeutique.

Cette attitude est d'autant plus  
regrettable que les malades ayant  
participé à cet essai sont les plus  
anciens patients à qui il a été pré-  
crit, en Europe, de l'AZT. Leur  
suivi, pendant près de quatre ans  
(ils ont été inclus dans l'étude  
entre décembre 1986 et avril 1987),

aurait permis aujourd'hui de  
connaître l'efficacité à long terme  
de l'AZT. En somme cette étude  
aurait pu avoir un intérêt presque  
comparable à celui de la fameuse  
étude de cohorte de San-Francisco.  
Malgré cela, sida oblige, l'AZT a  
eu, sans difficulté aucune, son au-  
torisation de mise sur la marché un  
peu partout dans le monde. Chez  
Wellcome France, où l'on assure  
avoir tout fait pour que les résultats  
de cette étude soient publiés, on  
déclare « regretter cette situation  
anormale ».

Selon le directeur général du  
laboratoire, M. Guy André, une  
partie seulement des résultats de  
cette étude — ceux qui concernent  
les patients atteints d'ARC — sera  
publiée au mois d'août dans la  
revue *AIDS*, et une autre partie est  
actuellement soumise pour publi-  
cation dans la revue *The Annals of  
Internal Medicine*. Plusieurs mé-  
decins ayant participé à cette étude  
nous ont déclaré que « ce retard, qui  
aboutit à une véritable rétention  
d'informations, était absolument  
scandaleux ».

Et l'on pourrait ainsi multiplier  
les exemples. De l'expérimentation  
de la ciclosporine dans le traite-  
ment du sida jusqu'aux essais d'im-  
munothérapie menés par le profes-  
seur Zagury, combien d'essais  
n'ont-ils pas respecté une méthodo-  
logie rigoureuse et des règles éthi-  
ques strictes ? Dans ce fatras, et à  
mesure que se développe, en par-  
ticulier aux Etats-Unis, un véritable  
circuit parallèle d'expérimentation,  
il n'est pas sûr en définitive que les  
malades parviennent à trouver leur  
compte.

« Ce qui est vrai doit d'abord être  
démonstré, explique le professeur  
Lévy, et c'est la seule règle à la fois  
scientifique et éthique incontournable.  
Sans quoi on risque d'exposer  
longuement des patients à des traite-  
ments inutiles, à des toxicités chro-  
niques inévitables, et en définitive de  
retarder le progrès thérapeutique que  
l'on croit servir. »

### Ne pas stériliser la recherche

Encore faut-il que la recherche se  
donne les moyens de trouver, que  
les chercheurs puissent travailler en  
toute liberté, en donnant libre cours  
à toute leur originalité. L'écueil est  
grand, à force de vouloir encadrer  
la recherche, de stériliser celle-ci,  
d'inciter les chercheurs à la plus  
extrême prudence. L'éthique et la  
rigueur méthodologique ne doivent  
pas être considérées comme des  
contraintes. Bien au contraire. Le  
problème est que ni l'une ni l'autre  
n'ont, jusqu'à présent en France,  
été enseignées dans les facultés de  
médecine et que, par voie de consé-

quence, par simple ignorance, elles  
apparaissent bien souvent aux  
chercheurs et aux cliniciens comme  
de véritables carcans administratifs  
et bureaucratiques.

Il y a fort à craindre qu'il faille  
encore de nombreuses années avant  
qu'un traitement du sida réellement  
efficace soit découvert. La mise au  
point de médicaments « miracles »,  
qui bouleversent « du jour au lende-  
main » le pronostic d'une pathologi-  
e, constitue, dans l'histoire de la  
médecine, un événement exceptionnel.  
Et à moins d'une découverte  
imprévisible — mais toujours pos-  
sible — il vaut mieux considérer que  
les progrès thérapeutiques  
n'apparaîtront que très progressi-  
vement, au prix de mille déconvenues  
(la dernière en date étant l'échec de  
l'immunothérapie).

Cela ne signifie pas, bien au  
contraire, que rien ne puisse être  
fait dans l'immédiat pour améliorer  
la prise en charge des patients. Si  
l'on ne sait toujours pas traiter effi-  
cacement le sida — c'est-à-dire l'in-  
fection virale elle-même, — on sait  
en revanche traiter de nombreuses  
infections opportunistes liées au  
sida. Et dans ce domaine, de nom-  
breux progrès devraient sans doute  
intervenir dans les prochaines  
années.

En outre, comment ne pas évo-  
quer le problème de la prise en  
charge quotidienne des malades, les  
difficultés de tous ordres qu'ils ren-  
contrent pour se faire hospitaliser  
dans de bonnes conditions, la  
détresse de plus en plus perceptible  
des médecins et des infirmières qui,  
chaque jour, loin des feux des  
congrès et des médias, doivent don-  
ner un peu d'eux-mêmes pour ten-  
ter d'atténuer d'innombrables souf-  
frances ?

FRANCK NOUCHI

(2) Editions Odile Jacob.

### CORRESPONDANCE

#### « Je m'appelle Sida »

Dans un article sur « La fuite des  
patronymes » (Le Monde Sciences-  
Médecine n° du 3 juillet), M. Jac-  
ques Ruffié écrivait : « Quant à  
M. Sida (s'il en existe), personne  
n'en vaudra. » Nous avons reçu de  
M. Jean-Luc Sida, de Saclay  
(Essonne), la lettre suivante :  
« Sida, oui je m'appelle M. Sida.  
C'est un nom auquel je suis habitué,  
c'est le mien, celui de mon père,  
celui que ma femme a bien voulu  
porter, celui que mon fils porte déjà,  
celui que mes frères et sœurs, oncles,  
tantes, cousins, cousines, etc. por-  
tent. Ce nom a lui seul est plus  
chargé d'histoire que tous ceux que  
vous citez. Il traverse trois conti-  
nents, plusieurs religions, réunit et  
mélanges plusieurs cultures, signe  
indirectement la fin de l'esclavage et  
la colonisation de l'île Bourbon. Il a  
subi des mutations au travers de ses  
voyages mais il est encore aujour-  
d'hui un clin d'œil à son passé  
indien ; vous n'avez qu'à regarder sa  
signification dans un dictionnaire  
sanskrit-français et vous constaterez  
qu'il n'a pas été choisi au hasard au  
cours de sa francisation. »

## Houles et vents miniatures

Un bassin d'essai sera prochainement achevé  
à La Seyne-sur-Mer pour des études de génie océanique

UN bassin d'essai, en  
construction dans la zone  
portuaire de Brégallion à  
La Seyne-sur-Mer (Var), a  
été présenté récemment.  
Il devrait être terminé au début de  
1992. Alors sera opérationnel le nou-  
vel instrument d'études de génie océ-  
anique décidé en 1985 par le conseil  
général du Var.

Les dimensions hors tout du bassin  
sont de 65 mètres de long, de  
26 mètres de large et de 6 mètres de  
profondeur. Celles de la partie  
« utile », c'est-à-dire de la veine d'es-  
sai, est de 24 x 16 mètres pour une  
profondeur modulable, grâce à un  
plan incliné mobile, de 1 à 5 mètres.  
Dans le bassin circuleront 7 500  
mètres cubes d'eau propulsés par  
deux pompes à hélice. Le débit de  
circulation de cette eau sera de 25  
mètres cubes par seconde (soit le  
débit moyen de la Somme). En outre,

dans la veine d'essai, il y a un puits  
de 5 mètres de diamètre et de  
10 mètres de profondeur.  
Douze flotteurs actionnés par des  
ventils pourront engendrer des houles  
de 0,6 mètre de hauteur et de  
6 mètres de longueur d'onde au maxi-  
mum, tandis que des ventilateurs  
créeront des vents de 2,4 kilomètres à  
l'heure. Ces houles et ces vents paraî-  
sent dérisoires. Mais, s'appliquant sur  
des maquettes au cinquantième ils  
seront équivalents à des houles de  
30 mètres de haut (de crête à creux)  
et de 300 mètres de longueur d'onde  
et à des vents de 108 kilomètres à  
l'heure. Les maquettes étant soit  
ancrées, soit tenues par un câble, soit  
en dérive libre, on pourra mesurer les  
efforts exercés par d'énormes vagues  
ou par des vents très violents sur des  
bâtiements, des plates-formes ou toutes  
autres structures marines, que les uns  
et les autres soient remorqués, ancrés  
ou dérivants.

De même, le plan incliné submergé  
permettra d'étudier les effets de la  
houle et des vagues sur des côtes ou  
des installations portuaires. Quant au  
puits, il est fait pour mesurer les  
efforts exercés, par exemple sur les  
plates-formes souples ou oscillantes  
qu'on envisage de fixer, par embases  
très lourdes ou par câbles tendus, sur  
des sols sous-marins situés entre  
300 et 1000 mètres sous la surface de  
l'eau. Bien entendu, ce bassin d'essai  
est accompagné d'un centre de calcul.  
Tout compris, le nouveau bassin  
d'essai de La Seyne-sur-Mer coûtera  
54 millions de francs. Les plus gros  
« contributeurs » sont les Commu-  
nautés européennes (19 millions de  
francs), le conseil régional et le conseil  
général (9 millions de francs chacun)  
et le ministère de la recherche et de la  
technologie (7,2 millions de francs),  
auxquels s'ajoutent l'Institut français  
pour l'exploitation de la mer (IFRE-  
MER), la chambre de commerce et  
d'industrie du Var et les deux villes  
de Toulon et de La Seyne-sur-Mer.

Le bassin a été conçu par les socié-  
tés First et Principia. Son exploitation  
devrait être équilibrée s'il est utilisé  
quatre-vingt-dix jours par an, même  
s'il vient après de sérieux concurrents.

— néerlandais, norvégien, danois et  
suédois.

YVONNE REBEYROL

## SCIENCES AVENIR

# LE REVEIL DES VOLCANS

Pourquoi les volcans apparaissent-ils dans  
certaines zones de la planète ?  
Comment savoir si un volcan est actif ou éteint ?  
Notre dossier spécial fait le point des connaissances.

### AU MEME SOMMAIRE :

L'ECLIPSE DU SIECLE :  
Toutes les photos en exclusivité

LA PHYSIQUE DU SURF

L'ARCHITECTURE DU VERRE

LA TERRE SOUS MONITORING

ET NOTRE CAHIER SPECIAL JEUX

EN VENTE 25F CHEZ VOTRE MARCHAND JOURNAUX

مكتبة الأمل







## ÉCONOMIE

Après la mise en liquidation judiciaire de leur entreprise

## Funeste été marseillais

L'été est une période funeste pour les industries navales. A peine arrivé au ministère de l'Industrie dans le gouvernement de M. Jacques Chirac, M. Alain Madelin annonçait en juin 1986 que l'Etat coupait les crédits à l'ordre de 6 800 salariés à l'époque, dont l'agorie désastreuse dura plus de trois ans. De juillet à septembre 1989, la société américano-franco-suisse Lexmar présentait un pseudo-plan de reprise des chantiers de La Ciotat, nourrissant ainsi sans vergogne un espoir dans une population et des métallurgues attachés depuis des générations au martelage des tôles et aux dessins des plus élégantes coques. Voici qu'aujourd'hui l'entreprise marseillaise Sud-Marine (autour de laquelle gravite une myriade de sous-traitants de nombreux corps de métiers), lâchée par des pouvoirs publics échevillés et mise au pied du mur par les juges, jette l'éponge.

Pour le littoral du Var et des Bouches-du-Rhône et l'ensemble du bassin industriel et maritime marseillais, les coups durs se succèdent. L'espoir des syndicats d'obtenir une relance du site de La Ciotat vient au même moment d'être balayé. Le chef de cabinet du premier ministre a écrit de manière on ne peut plus claire aux responsables provençaux de la CFTD : « Impossible d'envisager la réouverture du chantier dans des conditions économiques viables... Il faut penser et bâtir l'avenir de La Ciotat sur d'autres bases que la construction navale lourde. » Bref, M<sup>me</sup> Edith Cresson et son ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, M. Dominique Strauss-Kahn, adoptent exactement la même politique que celle de leurs prédécesseurs, MM. Rocard, Faure et Chirac, qui, harcelés par un Parti communiste et une CGT encore puissants et gênés par le jeu trouble des divers clans du PS dans le département, ont dans une large mesure échoué.

Tous les « emédocins » industriels qui se penchent régulièrement sur la situation et l'avenir du port de Marseille versent d'ailleurs très vite dans le découragement, et, en dépit des efforts méritoires du président, M. Jean Rousset, chaque partenaire cherche à tirer son épingle du jeu, sans grand esprit de solidarité, à l'inverse de ce que l'on peut noter au Havre par exemple. Et l'on passera sous silence, par charité, l'ambiance sociale : quand les dockers ne sont pas en grève, les marins des car-farines arrêtent le travail, à moins que les ouvriers de Sud-Marine ne bloquent les accès aux docks. Que la construction et la réparation navales soient rattachées au ministère de l'Industrie (et aux finances) et non - ce qui serait pourtant logique - à celui de la mer ne change rien au fond. Marseille a d'abord besoin d'un vigoureux électrochoc interne.

FRANÇOIS GROSCHARD

## En Inde

## Les étrangers pourront acquérir 51 % du capital de certaines entreprises

Le gouvernement indien a annoncé mercredi 24 juillet qu'il autoriserait, pour la première fois, des investissements étrangers majoritaires dans les secteurs industriels prioritaires. La nouvelle politique présentée au Parlement autorise des prises de participations étrangères jusqu'à 51 % dans 34 secteurs (incluant la métallurgie, l'agro-alimentaire et l'hôtellerie), alors que la limite était fixée jusqu'à présent à 40 %. Cette décision constitue un changement majeur de la stratégie économique des dirigeants de New-Delhi et intervient au moment où l'Inde, confrontée à une crise financière grave, négocie l'octroi d'un crédit important avec le Fonds monétaire international.

## Les salariés de Sud-Marine décident de s'opposer à la livraison des travaux en cours

Le tribunal de commerce de Marseille a prononcé, lundi 29 juillet, la liquidation judiciaire du groupe de réparation navale et de construction offshore, Sud-Marine, qui avait été placé en redressement judiciaire le 11 juillet (le Monde du 13 juillet). Les salariés des cinq sociétés du groupe ont voté l'occupation du site de Sud-Marine, à Moureplane.

## MARSEILLE

de notre correspondant régional

La décision du tribunal de commerce de Marseille entraîne, dans l'immédiat, le licenciement de près d'un millier de salariés. Elle fait peser, par ailleurs, une menace sur 1 500 à 2 000 emplois supplémentaires parmi les sous-traitants de l'entreprise marseillaise dont une quarantaine résident avec celle-ci la plus grande partie de leur chiffre d'affaires. Dans ses étendues, le tribunal a constaté « qu'aucun véritable repreneur n'a déposé une offre sérieuse et définitive ». Relevant, en outre, que « Sud-Marine est dans une impasse totale de trésorerie et ne dispose plus des matières pre-

nières ni du matériel nécessaire à la terminaison des travaux », il a conclu que « la sauvegarde de l'entreprise comme le maintien de l'activité ne peuvent plus être assurés ». Ce jugement a provoqué la colère des salariés des cinq sociétés du groupe qui ont voté, aussitôt, en assemblée générale, l'occupation « jour et nuit » du site de Sud-Marine, à Moureplane. Ils s'opposent aussi « à toute sortie de matériel », bloquant ainsi la livraison des travaux en cours d'exécution. Cette décision est lourde de conséquences pour les clients de l'entreprise. Sud-Marine était, en effet, sur le point d'achever quatre commandes très importantes de modules de plateforme offshore pour le compte de la firme norvégienne Stolt et Elf Petroland ainsi que la transformation d'un tanker en stockage flottant pour le Vietnam, représentant une somme totale de 740 millions de francs.

## Une croissance ultra-rapide

Créée avec l'aide des pouvoirs publics, en 1983, à l'occasion d'une restructuration de la réparation navale marseillaise, Sud-Marine avait été handicapée, dès le départ, par un manque de fonds propres. Il semble également que l'entreprise,

dont les effectifs ont plus que doublé en deux ans, n'ait pas été en mesure de faire face à cette croissance ultra-rapide faute de structures de gestion adaptées. Ses pertes cumulées pour 1990 et 1991 ont été estimées à près de 130 millions de francs. La déconfiture de Sud-Marine risque de porter un coup très sévère à la réparation navale marseillaise qui pourrait être ramenée au rang de simple « station-service » en Méditerranée. Alors qu'elle employait près de 6 000 salariés au moment de la disparition du groupe Terrin, en 1978, elle n'est plus représentée, aujourd'hui, que par une seule entreprise, la Compagnie marseillaise de réparation (CMR) employant 400 salariés. Après plusieurs années de crise, elle avait néanmoins réussi sa reconversion dans la réparation de paquebots et de médiateurs, tâche pour laquelle elle avait acquis une excellente réputation dans le monde. La CMR, dont le PDG, M. Jean Guichet, a exprimé « sa plus vive inquiétude », devrait être également touchée par les difficultés des sous-traitants. Compte tenu d'un « effet de taille », elle sera, enfin, placée en position de faiblesse pour la prise en charge des commandes auparavant traitées, de concert, avec Sud-Marine.

GUY PORTE

Selon une enquête du ministère de l'Industrie et du commerce extérieur

## Les PMI ont bien résisté au ralentissement de l'activité en 1990

Selon l'enquête publiée récemment par les services du ministère de l'Industrie et du Commerce extérieur, les petites et moyennes entreprises de l'industrie ont relativement moins souffert de l'inflexion de l'activité en 1990 que leurs grandes sœurs. A 5,9 % en valeur, la croissance du chiffre d'affaires réalisé par les PMI pour l'année 1990 est bien supérieure à celle affichée par l'ensemble du secteur manufacturier (3,3 %) et dépasse assez aisément la progression d'activité des grandes firmes industrielles (1,5 %).

Ces données ont d'ailleurs enregistré une baisse plus prononcée de leur résultat net comptable en 1990 (qui est passé de 4,7 % à 3,3 % de leur chiffre d'affaires en moyenne) tandis que celui des PMI s'est effrité seulement de plusieurs dixièmes de point (de 2,8 % à 2,2 % du chiffre d'affaires).

## Progression des effectifs

Un tel écart ne remet pas en cause la vulnérabilité des PMI aux sautes d'humeur de l'activité - leurs ressources et leurs portefeuilles clients plus étiés les exposent moins à absorber les chocs brutaux de conjoncture. Leur comportement en matière d'investissement en 1991 (les premières estimations font état d'un recul de 6 % en volume pour l'ensemble du secteur manufacturier) sera un excellent révélateur de leurs fragilités. L'an passé, contrairement aux années précédentes, ce sont les grandes entreprises qui, en ce domaine, ont réalisé les meilleures performances (leur investissement a progressé de 15,8 % en volume contre 11,9 % pour les PMI).

Toutefois, la taille a pu jouer comme un avantage dans certains cas. Les PMI ont prolongé leur effort d'exportation, mais celui-ci s'est essentiellement axé, pour causes de moyens limités, sur les marchés proches et notamment vers une Allemagne en plein boom.

Dans le secteur des biens d'équipement professionnel, par exemple, les exportations des PMI ont été de 13,3 % en valeur l'an passé contre 3,3 % seulement pour les grandes entreprises. A l'inverse, les grandes firmes, qui, à la faveur d'un dollar plus faible, ont multiplié les acquisitions outre-Atlantique, ont été beaucoup plus sévèrement touchées par la récession américaine l'an passé. Les PMI ont aussi continué à embaucher en 1990 (les effectifs y ont progressé de 1 %) quand les grandes entreprises industrielles, engagées dans des plans de restructuration courant sur plusieurs années, réduisaient encore le nombre de leurs salariés (-0,9 %).

Le franc affaibli face au deutschemark

## Le système monétaire européen contre la France

Le franc qui s'affaiblit à nouveau, les taux d'intérêt à court terme qui remontent à Paris à 10 %, au plus haut niveau européen hors inflation : dans ces deux domaines, la situation de la France n'est guère brillante en ce milieu d'été. Notre pays a-t-il donc tant décliné par rapport à ses partenaires ?

Certes non. Sans doute, les balances françaises (celle du commerce extérieur comme celle des paiements) sont déficitaires, mais beaucoup moins que celles de la Grande-Bretagne, de l'Espagne ou de l'Italie. Notre déficit budgétaire est le moins élevé de la CEE, et, surtout et avant tout, notre taux d'inflation (à 3,3 %) est désormais le plus bas d'Europe. Alors, pourquoi cette déroute de la France sur les marchés ?

Tout simplement parce que, dans un régime de parités monétaires fixes comme celui du système monétaire européen (SME), les niveaux respectifs de taux d'intérêt font le jeu, attirant les capitaux flottants là où ils sont les plus rémunérateurs. Du coup, les pays à loyer de l'argent élevé bénéficient d'un afflux de ces capitaux et voient leur monnaie tirée vers le haut. Il en résulte de graves déséquilibres qui obligent les banques centrales des monnaies les plus faibles à intervenir pour les maintenir dans leurs limites de fluctuation, soit en vendant des devises, soit en élevant leurs taux d'intérêt à leur tour, ou en faisant les deux. C'est ce qui s'est passé pour la Banque de France, contrainte, de février à

juillet 1991, à défendre le franc contre le peseta, littéralement dopé par la politique d'argent cher que mène la Banque d'Espagne pour lutter contre l'inflation. C'est ce qui risque de se passer maintenant avec le mark si la Banque fédérale d'Allemagne, justement inquiète de voir la hausse des prix dominer de dépasser 4 %, dure à nouveau sa politique, comme cela est probable (le Monde daté 28-29 juillet).

## Un pays « vertueux » sanctionné

La France, pays qui devint « vertueux » après quarante années d'inflation et de dévaluation, avec quelques rares et courtes périodes de stabilité, voit sa vertu mal récompensée. Son économie, en plein ralentissement, se voit infliger les taux d'intérêt les plus élevés du système et marche tous feux serrés, tout cela parce qu'il lui faut s'aligner sur des taux allemands de combat. Ce n'est tout de même pas la faute de notre pays si les salaires allemands ont bondi de 7 % cette année et si l'inflation dérape outre-Rhin. Faut-il donc pénaliser nos petites et moyennes entreprises (plus de 50 % des activités françaises), déjà en difficulté, et laisser désespérément grimper notre taux de chômage, pour permettre à la nouvelle grande Allemagne de se retrouver plus puissante que jamais dans trois ans, avec la perspective, peu réjouissante, de voir le centre de gravité de l'Europe se déplacer irrésistiblement vers l'Est ?

La visite du ministre français de l'économie à Alger

## La France accorde de nouveaux crédits à l'Algérie

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, a fait lundi 29 juillet un bref séjour en Algérie, séjour au cours duquel il a rencontré successivement le président de la République, M. Chadli Bendjedid, et le premier ministre, M. Sid Ahmed Ghazali. Il a eu en outre des échanges de travail avec les ministres algériens de l'économie, du transport, de l'énergie et du trésor. La visite du ministre français intervient après cette fois, la veille, par M. Michel Camdessus, directeur général du Fonds monétaire international (FMI).

## ALGER

de notre correspondant

Premier fournisseur de crédit de l'Algérie (près de 50 milliards de francs prêts depuis 1987), la France était peu encline à alourdir sa créance par des prêts supplémentaires. M. Pierre Bérégovoy a donc fait avec ce qui lui restait : il a dispensé un peu d'argent, mais a accordé, au nom de M. François Mitterrand, un large soutien politique, ce qui a paru satisfaire les Algériens qui ont besoin de l'un comme de l'autre.

Pour Alger, le principal acquis financier du voyage du ministre français de l'économie réside dans l'octroi d'un milliard de crédit supplémentaire, qui vient s'ajouter aux trois milliards de crédit dit « revolving » déjà accordés. Cet argent, à nouveau disponible à mesure qu'il est remboursé, servira à financer le tout venant de la consommation locale, excepté les dépenses agro-alimentaires.

Le reste des sommes décaissées par Paris n'est pas à proprement parler de l'argent frais puisqu'il s'agit de lignes de crédit consenties antérieurement mais que l'Algérie, pour des raisons diverses, n'avait jusqu'alors pas consommées. Un milliard de francs seront ainsi utilisés pour financer l'achat de véhicules automobiles de divers types, prêt qui va de pair avec le règlement du « dossier Renault ». M. Bérégovoy a reçu l'assurance que la Régie recevra son « agrément » dans les quinze jours, ce qui lui permettra de lutter à armes égales avec Peugeot, dont l'agrément a été signé depuis plusieurs mois.

Plus que les « largesses » financières, c'est sans doute l'aspect qualitatif du voyage de M. Bérégovoy qui retiendra l'attention des milieux français et algériens. Le ministre de l'économie a ainsi fait état de la mise au point définitive du texte garantissant les investissements français en Algérie. Quant aux autorités algériennes, elles ne peuvent qu'être satisfaites des assurances données par M. Bérégovoy qu'il interviendrait pour encourager le Crédit lyonnais à boucler ses plus vives emprunts de un à deux milliards de dollars qu'il est chargé de lever auprès de banques françaises, japonaises et anglo-saxonnes en faveur de l'Algérie. Des encouragements analogues seront notamment prodigués à l'El-Aghazine de façon à ce qu'il apporte, tel Total avec le pétrole, son soutien dans l'exploitation du gaz algérien. Les discussions continuent sur ce chapitre après l'annonce faite par les Algériens d'ouvrir l'exploitation des gisements d'hydrocarbures à des compagnies étrangères.

## Le soutien du FMI

M. Bérégovoy a assuré que « la France soutient activement l'action entreprise par le gouvernement algérien ». Dans l'entourage de la délégation française, on faisait état du « climat nouveau, plus pragmatique et plus ouvert » pour se féliciter de la teneur des échanges.

La veille, M. Michel Camdessus, directeur général du Fonds monétaire international (FMI), venu à Alger pour une visite de vingt-quatre heures, n'avait pas tari d'éloges sur le « courage » de ses hôtes qui acceptent, « attitude peu répandue, de payer les dettes qu'ils ont contractées, tout qu'il leur en coûte ». M. Camdessus en avait conclu qu'une telle démarche, allée à de a douze heures réformes de structures, méritait, en contrepartie, le soutien sans réserve des institutions financières internationales. « Nous ne serons pas chiches dans notre soutien », avait assuré M. Camdessus, et nous disons aux banques commerciales qu'elles doivent se comporter en partenaires fidèles de l'Algérie ».

Une telle convergence dans l'éloge ne manquera pas de ravir les Algériens qui, après tout, n'ont pas souvent l'occasion de l'être. Elle devrait surtout leur donner l'espoir que les hommes d'affaires étrangers, sensibles au comportement des institutions qu'ils révèrent le plus, suivront les encouragements qui leur sont donnés de venir massivement investir en Algérie.

GEORGES MARION

Le différend maritime entre la France et le Canada

## M. Nallet défend la « souveraineté française » à Saint-Pierre-et-Miquelon

Installé pour une durée de trois semaines dans les locaux de l'association du bureau de New-York, le tribunal arbitral chargé de délimiter la frontière maritime entre la France et le Canada, au large de Saint-Pierre-et-Miquelon, a commencé le 29 juillet la première phase de la procédure en entendant successivement le ministre canadien de la Justice, Mme Kim Campbell, puis son homologue français, M. Henri Nallet, accompagné du secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Alain Jivien. Cette procédure résulte du compromis intervenu le 30 mars 1989 entre la France et le Canada. (le Monde du 18 juillet).

## NEW-YORK

de notre correspondant

Un accord étant intervenu en 1972 sur la délimitation des eaux territoriales au nord et à l'est de l'archipel, dans la zone où les côtes françaises sont les plus proches, le différend, qui n'a pu être résolu en dépit de plusieurs années de discussions, porte sur la limite des zones maritimes au sud et à l'ouest de ce département français de 242 km<sup>2</sup>, peuplé de 6 300 habitants, situé à proximité immédiate de Terre-Neuve, territoire canadien.

Pour le Canada, le résultat « équilibré » consistait à délimiter une ceinture de 12 milles marins autour de Saint-Pierre et de Miquelon. De son côté, la France réclame une limitation

reposant sur une ligne équidistante et la reconnaissance d'une zone dite des « 200 milles » inspirée par la Convention des Nations unies sur le droit de la mer.

## Les intérêts vitaux dans la région

Dans son allocution, M<sup>me</sup> Kim Campbell s'est employée à la fois à repousser les prétentions de la France dans cette région, « aussi énormes que ses côtes sont courtes » et à minimiser l'importance de ces « dépendances insulaires fort éloignées de la mère patrie ». Estimant que le tracé proposé par le Canada « n'a aucun impact sur les intérêts vitaux de la France dans la région », elle a déclaré que la revendication française affecte massivement les intérêts vitaux (.) de la région la plus pauvre du Canada », le pro-

rengénéral du Canada a indiqué que 3 000 personnes exercent traditionnellement dans l'industrie de la pêche sur la côte sud de Terre-Neuve, contre 400 personnes seulement à Saint-Pierre-et-Miquelon.

De son côté, le garde des sceaux français a rappelé l'origine bretonne, basque et normande de cet archipel, qui fut français dès sa possession par Jacques Cartier en 1604 pour recuser toute idée de simple appartenance « minuscule et inhabituelle, de caractère néo-colonial ». Pour M. Nallet, les enjeux de ce litige ne sont pas seulement économiques, mais aussi politiques dans la mesure où il s'agit ici « des attributs essentiels de la souveraineté » d'un pays.

S. M.



La France accorde  
de nouveaux crédits à l'Algérie

## CAPITAL MARKETS

La BCCI avait su également attirer les capitaux de la Bank of America, une des grandes banques américaines. A la création de la BCCI, BankAmerica n'était encore qu'un établissement régional et

1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 2680, 26

[illegible]

S. W.



# Le Monde des Cadres



## Chef du service social départemental H/F

Le Conseil Général du Val d'Oise recherche pour son Service Social Départemental un Chef de Service Social Départemental à partir d'une analyse prospective de l'ensemble des besoins sociaux du département. Vous encadrez l'équipe de responsables de circonscription, définissez les normes de travail social, assurez la promotion des actions sociales collectives... selon les besoins recensés, vous organisez la gestion des ressources humaines du service.

Rattache au Directeur de l'Action Sociale Territoriale, vous mettez en œuvre un projet pour le Service Social Départemental à partir d'une analyse prospective de l'ensemble des besoins sociaux du département. Vous encadrez l'équipe de responsables de circonscription, définissez les normes de travail social, assurez la promotion des actions sociales collectives... selon les besoins recensés, vous organisez la gestion des ressources humaines du service.

Vous êtes Assistant de Service Social Chef et avez 8 ans d'ancienneté dans le service public. Une formation de type DSTS ou Maîtrise en sciences sociales appliquées sera appréciée. Poste basé à Cergy.

Un système indemnitaire motivant a été mis en place par le Conseil Général du Val d'Oise.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo), avant le 1er septembre, à Madame le Directeur Général Adjoint chargé de l'Action Sociale et Sociale, BP 215, 95024 Cergy Cedex. Tel. 34 25 36 84

## A l'écoute de vos ambitions...

Le Crédit Mutuel, 245 milliards de francs de dépôts, 7,8 millions de clients, 4.000 agences et 22.000 collaborateurs est le 5<sup>ème</sup> groupe bancaire français.

Son organisme Central, la Confédération Nationale du Crédit Mutuel recherche pour sa Direction de la Communication un Journaliste d'Entreprise.

Professionnel passionné de communication, l'écriture est votre métier. Vous prendrez en charge la communication écrite :

- collecte et mise en forme des informations sur la conjoncture, le monde bancaire et le Crédit Mutuel,
- réalisation des publications d'information interne

Vous participerez également au développement de la communication avec la presse, de la communication institutionnelle et de la communication interne.

A 25-30 ans, vous avez une formation supérieure (Journalisme, Économie, Banque-Finance) et une expérience réussie dans le domaine de la communication écrite acquise dans les médias ou en entreprise. La pratique de la PAO serait un plus.

CONTACT : Pour nous parler de vos ambitions, merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 313.LM à la DRHRS, Confédération Nationale du Crédit Mutuel, 88-90, rue Cardinet 75017 PARIS.

**Crédit Mutuel**  
une banque à qui parler

## BUREAUTIQUE ORGANISATION SECRETARIAT CONSULTANT FORMATEUR

N°1 en Europe de la formation des adultes, la CEGOS développe ses activités et propose des postes de Consultants-Formateurs en bureautique, organisation, secrétariat. Vous maîtrisez les nouveaux outils micro-informatiques, vous avez une formation bac + 5 et l'expérience de fonctions administratives : organisation, assistantat, etc... Vous êtes passionnés par la pédagogie. Nous vous proposons de transmettre votre savoir en animant et concevant des stages inter-entreprises et dans l'entreprise. En intégrant notre équipe, vous découvrirez un environnement stimulant et de nouvelles opportunités de carrière.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV sous Ref. : 23669/M à Marie-José FOURNIAT - CEGOS - Division Recrutement - 404, Rond Point du Pont de Sévres - Tour Vendôme - 92516 BOULOGNE CEDEX.

## QUOTIDIEN RÉGIONAL RÉGION CENTRE recherche

### CHEF D'AGENCE

pour prendre la responsabilité d'une équipe de 6 journalistes, d'un réseau de pigistes et de correspondants. Expérience de l'encadrement et de l'animation d'une équipe rédactionnelle en PQR souhaitée.

Salaire brut annuel 212 000 F + ancienneté professionnelle. Merci d'adresser votre réponse manuscrite avec CV + photo à : B.E.G., 35, rue de Sevoie, 57160 Moulins-lès-Metz

## GROUPE INTERNATIONAL DE SOUSCRIPTION (PARIS)

### Recherche DIRECTEUR

Son rôle : il sera chargé de la mise en place des programmes de réassurance et de cession facultative ainsi que des relations avec les coassureurs.

Le candidat sera âgé de 35 ans et plus. Anglais indispensable. Deuxième langue appréciée. Expérience similaire souhaitée.

Adresser lettre manuscrite + CV + prétentions au Monde Publicité sous n° 8354 15-17, rue du Col-Pierre-Avia, 75015 Paris.

## Le Monde des Secteurs Pointe

### Agence de bassin Loire-bretagne

Orléans. Nous sommes un Etablissement public de l'Etat spécialisé dans la gestion de la ressource en eau et la lutte contre la pollution. Pour faire face à notre développement, nous renforçons notre Division Qualité des Eaux et recherchons deux collaborateurs.

## Ingénieur

### Intervention secteur industriel

Vous serez chargé de la coordination des interventions de l'Agence dans l'Industrie, essentiellement dans les domaines suivants : économies d'eau, dépollution, prévention des pollutions accidentelles, élimination des déchets. Bon spécialiste, vous intervenirez en tant qu'expert auprès de nos délégations régionales et serez en relation avec les organisations professionnelles des industriels et l'Administration. Vous proposerez les évolutions de la politique d'intervention industrielle de l'Agence. Agé d'environ 30/40 ans, vous possédez une formation supérieure (Ingénieur) et une solide expérience des relations avec les industriels. Une réelle connaissance des activités industrielles est indispensable pour réussir à ce poste. Réf. D479/M

## Jeune Ingénieur

### Génie chimique ou agro-alimentaire

Vous collaborerez à l'élaboration de la politique de l'Agence en matière de lutte contre la pollution industrielle. Vous participerez aux interventions industrielles menées par les délégations régionales (transmission des informations, examen de dossiers, appui technique, réalisation de synthèses...) et traiterez les interventions dans le domaine des déchets industriels. Ce poste ouvert et évolutif s'adresse à un jeune ingénieur génie chimique ou agro-alimentaire présentant de la rigueur et une bonne aisance relationnelle. Réf. D480/M

Merci d'adresser votre candidature sous référence du poste choisi à Lydia di Martino, SEMA SELECTION, 16, rue Barbès 92126 MONTROUGE CEDEX

**SEMA SELECTION**  
Paris - Lyon - Toulouse

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

## L'OFFICE INTERNATIONAL DE L'EAU

recrute pour sa Direction de la Formation et des Etudes (ex Fondation de l'Eau)

- un ingénieur en Hydraulique Urbaine, possédant 5 ans d'expérience dans la conception et l'exploitation des réseaux d'assainissement

- un ingénieur en Génie des Procédés, possédant 5 ans d'expérience en traitement des eaux industrielles (eaux de process et eaux usées)

Hommes de terrain, bénéficiant de larges responsabilités et d'une grande autonomie, vous devez développer techniquement et commercialement des thèmes de formation porteurs au sein d'une équipe pluridisciplinaire, aussi bien en France qu'à l'étranger.

La maîtrise de l'Anglais est indispensable. Postes basés à Limoges.

- un ingénieur généraliste de l'eau, connaissant bien le secteur de l'eau et ses différents acteurs.

Vous serez chargé de mettre sur pied une campagne nationale de sensibilisation des élus. Autonome, ayant le sens du contact et de la négociation, vous serez amené à vous déplacer fréquemment en France.

Merci d'adresser votre Curriculum Vitae avec lettre de présentation et prétentions à FONDATION DE L'EAU Rue Edouard Chamberland 87065 LIMOGES CEDEX

THOMSON HYBRIDES, leader européen dans le domaine des circuits hybrides professionnels et de l'optoélectronique, recherche pour son unité de MASTY :

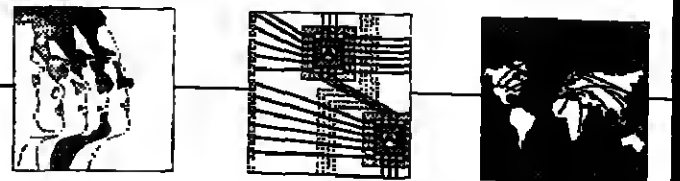
## CHEF DE PROJETS COMPOSANTS HYBRIDES

Vous prenez la responsabilité de projets concernant la conception et la réalisation de circuits hybrides pour des programmes militaires et professionnels France et Export (conception, prototypes, délais, coûts, qualité...).

Cette fonction de chef d'orchestre requiert des compétences techniques (analogique, basses fréquences et numériques rapides), de la rigueur et des qualités humaines (dialogue, négociation, fermeté...).

Ingénieur électronicien, vous possédez une expérience de 2 à 5 ans dans le développement de circuits hybrides, et si possible, une première expérience de coordination de projets.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, prétentions) à : MENWAY Consultants 25 rue Pierre Sémard - 38000 Grenoble Fax : (16) 76.21.71.29.



**THOMSON**

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

## Entreprise moyenne du secteur COGNAC En expansion rapide

Recherche

### ASSISTANT (e) MARKETING & DÉVELOPPEMENT

Vous avez :

- expérience(s) dans le secteur des vins & spiritueux et/ou dans l'imprimerie et/ou dans un studio de création
- de grandes qualités en relations humaines vous permettant de vous intégrer
- l'aptitude naturelle au travail en équipe
- sens de l'organisation
- pratique courante de l'anglais

Nous vous offrons :

- un poste novateur dans une équipe restreinte où les décisions peuvent se prendre vite

Le poste est basé à Cognac.

Merci d'adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) à : M. F. BARAT, direction du personnel Cognac Prince Hubert de Polignac - BP 35 - 16102 COGNAC CEDEX.

## La ville de Tremblay-en-France

(32 000 habitants) Seine-Saint-Denis

Dans le cadre de son développement lié à sa place au sein du pôle stratégique de l'aéroport Charles-de-Gaulle, axe prioritaire du schéma directeur d'aménagement de l'Île-de-France

RECHERCHE

### SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX ADJOINTS

chargés des secteurs :

- sociaux et de santé
- socio-éducatifs et socioculturels
- niveau et qualités requises :
- cadre A de la Fonction publique territoriale
- aptitude au management
- connaissance des secteurs concernés indispensable

avantages liés à la fonction :

- prime annuelle
- logement de fonction } par nécessité de service
- voiture de fonction }

Les candidatures sont à adresser à : Monsieur le Député Maire, Direction des ressources humaines 18, bd de l'Hôtel-de-Ville, 93290 TREMBLAY-EN-FRANCE

## VILLE DE SAINT-MALO (Ille-et-Vilaine)

recrute un

### JOURNALISTE CONTRACTUEL

Désirant étendre son champ d'action à la communication Les lettres de candidature accompagnées d'un C.V. sont à adresser avant le 30 août 1991 à :

MONSIEUR LE DÉPUTÉ MAIRE  
DIRECTION DU PERSONNEL  
ET DES RELATIONS HUMAINES  
B.P. 147  
35408 SAINT-MALO CEDEX

مكتبات الصحف



حزب من الاحل

Mercredi 31 juillet 1991 21

Le Monde • Mercredi 31 juillet 1991 17

## Le Monde Secteurs Pointe



Rockwell ABS est une importante filiale du puissant groupe américain ROCKWELL INTERNATIONAL (11500 personnes dans le monde). Nous fournissons aux principaux constructeurs automobiles mondiaux des systèmes de carrosseries automobiles (toits ouvrants, systèmes de portes...). Notre objectif : Par un souci d'innovation technologique et de qualité, aider les constructeurs automobiles mondiaux à relever le défi des années à venir.

Pour notre activité SYSTEMES DE CONTRÔLE D'ACCÈS, nous créons pour l'une de nos usines un poste d'

### INGENIEUR ELECTRONIQUE

RESPONSABLE DE LA COORDINATION DES PROJETS - BASE A BIRMINGHAM (GB)

UN RÔLE DÉTERMINANT POUR NOTRE DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE : Après une période de formation à nos méthodes, produits et concepts, vous serez chargé d'analyser les besoins des principaux constructeurs automobiles mondiaux et de trouver des solutions innovatrices en collaboration avec nos centres de recherche (USA/Europe) et de coordonner la réalisation à l'aide de nos équipes d'ingénieurs.

UN PROFIL CONFIRMÉ : 35/45 ans et une formation d'ingénieur en ELECTRONIQUE (SUPEC ou équivalent) et une solide expérience dans la coordination de projets et une expérience réussie dans le milieu automobile et une aptitude d'entrepreneur et une forte capacité à prendre des décisions et à les faire appliquer et à faire appliquer et à proposer des solutions technologiques innovatrices. L'ANGLAIS INDISPENSABLE.

NOUS VOUS OFFRONS : un environnement technologique d'envergure et un pouvoir élevé de décision et une entreprise de forte renommée sur un marché porteur et la possibilité de mettre en œuvre vos qualités d'entrepreneur et d'innover et des conditions de travail et une rémunération très motivantes et toute l'aide nécessaire à votre développement en Angleterre.

Pour un entretien individuel avec la société

Adressez ou télécochez CV, lettre et photo à EUROMAN - 41 avenue Victor Hugo - 92100 Boulogne. Fax : 46 05 54 97 en indiquant la référence 7242 sur la lettre et sur l'enveloppe.

EUROMAN

PARIS - LYON - TOULOUSE - NANTES - AIX - STRASBOURG  
USA - BELGIUM - GERMANY - UNITED KINGDOM - SPAIN - ITALY



## Ingénieur support

Débutant ou 1ère expérience

Grâce à son activité de réseaux et services à valeur ajoutée, British Telecom collabore aux projets Telecom des plus grandes sociétés internationales. Vous intégrerez une organisation puissante figurant parmi les tous premiers opérateurs Telecom au monde.

Vous êtes Ingénieur grandes écoles, possédez de préférence la connaissance de l'environnement MS/DOS, des télécoms, de la messagerie électronique et une première expérience de support. Vous parlez couramment anglais.

Rattaché à une équipe existante basée à Paris, vous mettrez en œuvre des services de réseaux à valeur ajoutée (messagerie, EDI, X400). En relation avec nos clients, vous interviendrez en avant-vente, mise en place et après-vente et effectuerez un support de 2ème niveau sur nos produits. Grâce à vos capacités à vous adapter à un environnement changeant, vous évoluerez rapidement dans un contexte international.

Merci de nous faire parvenir CV, lettre, photo sous réf. 4365 à notre Coordonnateur : 11 rue Lénine - 75014 Paris - Tél. 48.80.85.87



## LE GROUPE DÉCISION INTERNATIONAL

Spécialisé en informatique et intelligence artificielle, participant à de grands programmes français et européens tels : HERMES, COLOMBUS, AIRBUS, EUREKA, ESPRIT II..., vous propose de rejoindre ses 350 ingénieurs en France, Europe et USA.

Nous recrutons pour

TOULOUSE, AIX-EN-PROVENCE, BORDEAUX, PARIS

### SECTEUR TECHNIQUE ET SCIENTIFIQUE

DES CHEFS DE PROJET (réf. CS 31), DES INGÉNIEURS (réf. CS 32)

De formation grandes écoles scientifiques ou universités et ayant une expérience dans au moins un des domaines suivants : traitement du signal, calcul de structures, radars, systèmes d'armes ; techniques graphiques (X-WINDOWS, OSF-MOTIF) ; systèmes d'exploitation (UNIX, VMS et VME) et télécommunications (réseaux, TCP-IP) ; station de travail (APOLLO, SUN).

### SECTEUR GESTION

DES INGÉNIEURS (réf. CG3) ET ANALYSTES (réf. CG2)

De formation supérieure et ayant une expérience dans au moins l'un des domaines suivants : Systèmes : IBM, BULL, AS 400, HP et Micros : GFAO, CFAO, SGBD : DB2, IDS, ORACLE, DRAPE, OMNIS, SYBASE ; PACBASE. Méthode MERISE, SDM/S.

Nous vous invitons à prendre contact avec nous en envoyant une lettre manuscrite, CV et prétentions, en précisant la référence et la ville désirée à :

Pour des postes en Province :

DÉCISION INTERNATIONAL, 52, rue des Communautés, Z.I. de Palays, 31400 Toulouse

Pour des postes à Paris : DÉCISION INTERNATIONAL, 52, rue d'Aguesseau, 92100 Boulogne

## COMPUTER CENTER DIRECTOR - FRANCE

Prestigious international company needs experienced senior manager to direct a modern new data center. Must be fluent in French and English. IBM mainframe experience required. Must have excellent "people management" skills and user service orientation.

### PROGRAMMER/ANALYSTS FRANCE and USA

IBM/PACBASE. West Coast (USA) client needs a team of Programmer/analysts with a minimum of 3 years IBM/PACBASE experience. Fluent English required. One to two year contract. Excellent compensation.

IBM/ASSEMBLER. Minimum of 2 years IBM/Assembler plus fluent French and English. Three year project which includes nine months of U.S. training followed by assignment in France. Unusual opportunity. Call Brian Cott (U.S. collect) at (415) 948-0601 or fax resume to (415) 948-9247. For Paris Interview, call Mark Butler, 5th-8th August, at (1) 47-77-78-79.

GLOBAL DYNAMICS, INC., Walnut Creek, California, USA

845 000

LECTEURS

CADRES,

le Monde est

le premier

titre

d'information

des cadres.

(IPSOS 90)

## Le Monde Informatique

Nous sommes un des plus GRANDS OPERATEURS DE TELECOMMUNICATIONS dans le monde, n° 1 mondial du réseau de transmissions de données par paquets. Nous offrons des solutions globales de télécommunications à l'international. Dans le cadre d'un important développement d'activité pour Paris-Ouest, nous recherchons des

### INGENIEURS RESEAUX

CHARGE DE NORMES - CHARGE DE PLANNING BUDGET DOCUMENTATION - Réf. 4038

VOTRE MISSION : Dans le cadre de la division des Opérations Européennes, vous prenez en charge le déroulement des installations de nos réseaux : respect du planning de livraison et d'intervention et suivi de la conformité au cadre budgétaire et conception et production de toute la documentation utile à la mise en service de nos équipements.

VOUS AVEZ : au moins 25 ans et une pratique courante de l'anglais et une expérience télécommunications et une formation d'ingénieur complétée par une approche de gestion (type IAE ou expérience prof.) et de la rigueur et de la persévérance et une autorité naturelle doublée d'une habileté relationnelle.

### INGENIEUR RESEAU

CHARGE DE NORMES - Réf. 4049

VOTRE MISSION : Dans le cadre de la division des Opérations Européennes et vous déterminez les normes techniques de l'infrastructure du réseau international et vous contrôlez la conformité aux normes et adaptations locales des installations utiles à la bonne compréhension de ces normes et vous vous adaptez à l'évolution des besoins.

VOUS AVEZ : au moins 25 ans et une pratique courante de l'anglais et une expérience télécommunication et réseau numérique (multiplexeurs intelligents, modems, transmissions analogues et digitales, transmissions de données par paquets) et bon sens de l'astuce pour la rédaction et la communication de spécifications techniques.

### NOUS VOUS OFFRONS

l'intégration dans un groupe international de très grande envergure et un haut niveau de responsabilités et d'autonomie et de très larges possibilités d'évolution et un climat d'effervescence dans un projet global d'expansion.

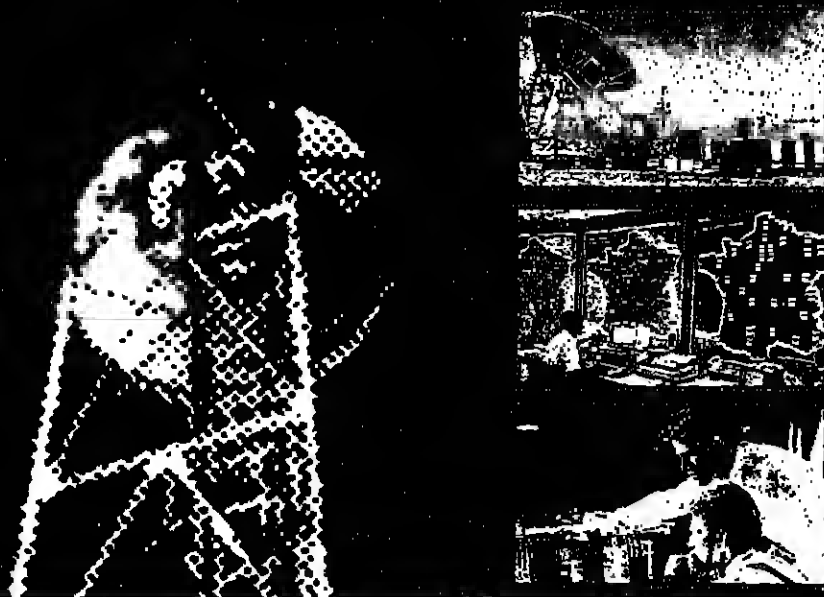
Pour un entretien individuel avec la société le 08/08/91 pour la référence 4038 et le 09/08/91 pour la référence 4049, en cas d'indisponibilité aux dates indiquées, merci de préciser vos possibilités.

Adressez ou télécochez CV, lettre et photo à EUROMAN - 7 Ter, rue de la Porte de Buc - 78000 VERSAILLES. Fax : 39.49.51.94 en indiquant la référence choisie sur la lettre et sur l'enveloppe.

EUROMAN

PARIS - LYON - TOULOUSE - NANTES - AIX - STRASBOURG  
USA - BELGIUM - GERMANY - UNITED KINGDOM - SPAIN - ITALY

## FRANCE TELECOM L'AVENTURE EN PLUS



### BAC + 3 / BAC + 4 DIPLOMES EN INFORMATIQUE

Jeunes diplômés ou première expérience, FRANCE TELECOM, un des leaders mondiaux des télécommunications vous propose 8 POSTES D'ANALYSTES et 3 POSTES DE PROGRAMMEURS SYSTEME.

Ensemble, relevons les défis technologiques et commerciaux en participant à de grands projets résolument tournés vers l'avenir.

Très impliqué dans un environnement motivant, vous occuperez rapidement des responsabilités importantes.

Votre évolution de carrière accompagnée par une formation permanente sera placée sous le signe de la mobilité géographique et fonctionnelle.

POUR RECEVOIR VOTRE DOSSIER D'INSCRIPTION, CONTACTEZ-NOUS AU

N° Vert 05 21 11 11

Date de clôture des inscriptions : 14 Août 1991

Dates des épreuves : les 23, 24, 25 Septembre 1991

(du lundi au vendredi de 9 h à 18 h 30)



UN AVENIR D'AVANCE

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.







## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 30 JUILLET

Cours relevés à 10 h 12

[illegible]

**COMPTANT** (sélection)

**SICAV** (sélection)

**29/7**

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS		
	% du nom.	% du cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours
Obligations																							
C.N.M.	1033		Magnat	814		A.E.F.	360		A.A.A.	1043 51	1018 00	Fuchsberg	839 80	819 32	Point Gustin	6743 78	6074 78	A.A.A.	1043 51	1018 00	Fuchsberg	839 80	819 32
C.L.T.R.M. (R.)	2800		Métié D'après	554	554	A.E.F.	360		André	725 35	219 84	Fuchsberg	26 17	27 48	Pompey D'après	10717 48	10717 48	André	725 35	219 84	Fuchsberg	26 17	27 48
Collège	256		Mont	107 80	107 80	A.E.F.	360		Appareil	752 85	752 85	Fuchsberg	10594 37	10594 37	Prix d'achat	108 95	108 95	Appareil	752 85	752 85	Fuchsberg	10594 37	10594 37
Compagnie	530		Mont	307 60	322	A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
C.D. Industrielle	4411	4412	Orléans	281		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
C.D. L'Union Algérienne	386		Orléans	1118		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
Compagnie	748		Orléans	1020		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
C.D. L'Union Algérienne	386		Orléans	1020		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
C.D. L'Union Algérienne	386		Orléans	1020		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
C.D. L'Union Algérienne	386		Orléans	1020		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
C.D. L'Union Algérienne	386		Orléans	1020		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
C.D. L'Union Algérienne	386		Orléans	1020		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
C.D. L'Union Algérienne	386		Orléans	1020		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
C.D. L'Union Algérienne	386		Orléans	1020		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
C.D. L'Union Algérienne	386		Orléans	1020		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
C.D. L'Union Algérienne	386		Orléans	1020		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
C.D. L'Union Algérienne	386		Orléans	1020		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
C.D. L'Union Algérienne	386		Orléans	1020		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
C.D. L'Union Algérienne	386		Orléans	1020		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
C.D. L'Union Algérienne	386		Orléans	1020		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
C.D. L'Union Algérienne	386		Orléans	1020		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
C.D. L'Union Algérienne	386		Orléans	1020		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
C.D. L'Union Algérienne	386		Orléans	1020		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
C.D. L'Union Algérienne	386		Orléans	1020		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
C.D. L'Union Algérienne	386		Orléans	1020		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
C.D. L'Union Algérienne	386		Orléans	1020		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
C.D. L'Union Algérienne	386		Orléans	1020		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
C.D. L'Union Algérienne	386		Orléans	1020		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
C.D. L'Union Algérienne	386		Orléans	1020		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
C.D. L'Union Algérienne	386		Orléans	1020		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
C.D. L'Union Algérienne	386		Orléans	1020		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
C.D. L'Union Algérienne	386		Orléans	1020		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
C.D. L'Union Algérienne	386		Orléans	1020		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
C.D. L'Union Algérienne	386		Orléans	1020		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
C.D. L'Union Algérienne	386		Orléans	1020		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
C.D. L'Union Algérienne	386		Orléans	1020		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
C.D. L'Union Algérienne	386		Orléans	1020		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
C.D. L'Union Algérienne	386		Orléans	1020		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
C.D. L'Union Algérienne	386		Orléans	1020		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
C.D. L'Union Algérienne	386		Orléans	1020		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
C.D. L'Union Algérienne	386		Orléans	1020		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
C.D. L'Union Algérienne	386		Orléans	1020		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
C.D. L'Union Algérienne	386		Orléans	1020		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
C.D. L'Union Algérienne	386		Orléans	1020		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
C.D. L'Union Algérienne	386		Orléans	1020		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
C.D. L'Union Algérienne	386		Orléans	1020		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
C.D. L'Union Algérienne	386		Orléans	1020		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
C.D. L'Union Algérienne	386		Orléans	1020		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
C.D. L'Union Algérienne	386		Orléans	1020		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
C.D. L'Union Algérienne	386		Orléans	1020		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
C.D. L'Union Algérienne	386		Orléans	1020		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
C.D. L'Union Algérienne	386		Orléans	1020		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
C.D. L'Union Algérienne	386		Orléans	1020		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
C.D. L'Union Algérienne	386		Orléans	1020		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
C.D. L'Union Algérienne	386		Orléans	1020		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84	Prix d'achat	108 95	108 95	Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 84
C.D. L'Union Algérienne	386		Orléans	1020		A.E.F.	360		Amphibie	824 06	805 51	Fuchsberg	13 27	120 8									

## PUBLICITÉ

**Renseignements :**  
**46-62-72-67**

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - + : prix précédent - m : marché continu



## DÉFENSE

Défenseur du camp retranché de Dien-Bien-Phu en Indochine

## Le général Christian de Castries est décédé

Le général Christian de La Croix de Castries, qui fut, en 1954, le défenseur du camp retranché de Dien-Bien-Phu pendant la guerre d'Indochine, est décédé à l'âge de quatre-vingt-huit ans. Ses obsèques seront célébrées jeudi 1<sup>er</sup> août, à 14 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides à Paris.

Né le 11 août 1902 à Paris, Christian de Castries est issu d'une illustre et ancienne famille qui devait donner à la France un maréchal, Charles de La Croix de Castries, ministre de la marine de 1780 à 1787 avant de diriger le cabinet de Louis XVIII en exil, et Armand de La Croix de Castries, qui prit part à la guerre de l'indépendance américaine avant de devenir pair de France. Ancien de Saumur, Christian de Castries, sur Tenace, puis sur Vol-au-Vent, a remporté de nombreux prix hippiques en France et à l'étranger avant la guerre de 1940. Il établit un record de saut en hauteur.

Capitaine, il résista pendant trois jours, le 6 août 1940, avec

ses hommes, à un bataillon allemand de chars appuyé par des avions. Blessé et fait prisonnier, il réussit à s'évader, après trois tentatives, en mars 1941. Il gagna le Maroc et, au sein des forces françaises, prend part à la campagne d'Italie, au cours de laquelle il se bat sur le Garigliano et entre le premier à Sienne. Il participe à la campagne de France. À la tête de son unité qu'il va mener jusqu'en Allemagne, il libère Thann (Haut-Rhin) et, une fois franchi le Rhin, s'empare de Karlsruhe, puis de Fribourg, pour ouvrir la voie aux Alliés en Forêt-Noire. Il fonce jusqu'en Autriche et, faisant passer ses chars par le tunnel de l'Arberg, il prend la ville de Saint-Anton, dans le Tyrol.

Dès 1946, Christian de Castries est en Indochine. Il devient l'un des fidèles du futur maréchal Jean de Lattre de Tassigny, qui fut, entre 1950 et 1952, haut commissaire et commandant en chef en Indochine. Il commande successivement le 2<sup>e</sup> régiment de spahis marocains, le groupement de Tabors magasins et le groupement mobile 01. Il est alors titulaire de dix-huit citations, dont

treize à l'ordre de l'Armée, et il est commandeur de la Légion d'honneur. En août 1953, Christian de Castries est colonel. Il commande la 3<sup>e</sup> division de marche du Tonkin et, avec elle, est chargé des opérations « Brochet sud », « Le Lot » et, surtout, de l'opération « Monette » sur Lai-Cac et Phu-Nho-Quan.

Entre décembre 1953 et mai 1954, le colonel de Castries, sur les ordres du général Cogan, va organiser la résistance de la garnison française encerclée à Dien-Bien-Phu. C'est la plus grande bataille de la guerre d'Indochine, où, submergés par l'infanterie et l'artillerie du général vietnamien Giap, les Français doivent se rendre après avoir subi de nombreuses pertes. Christian de Castries recroise, en pleine bataille, ses étoiles de général de brigade par parachute. Fait prisonnier avec ses soldats, il sera libéré après trois mois de captivité.

En 1956, le général de Castries commande la 3<sup>e</sup> division blindée. C'est sa dernière, en décembre 1959, qu'il est placé en deuxième section (réserve) du corps des officiers généraux.

## COMMUNICATION

Américains et Européens en compétition au festival d'Estavar-Llivia

## Vidéo sans frontières en Catalogne

PERPIGNAN

de notre correspondant

Des prés où paissent des vaches nullement dérangées par la proximité de l'antenne spatiale les trente-deux chaînes diffusées par le satellite ASTRA : tel est le décor qui accueille le Festival vidéo d'Estavar-Llivia pour sa neuvième année. La petite commune rurale d'Estavar (360 habitants parmesons et 2 000 en été) conjugue avec bonheur recherche technologique et enracinement dans le patrimoine culturel catalan.

Estavar est un festival généraliste ouvert à toutes les tendances vidéo, recherche formelle, fiction ou vidéo-art. Du 25 au 28 juillet, cinquante et une productions étaient reçues — parmi deux cent quatre-vingts envois provenant de toute l'Europe et des États-Unis — pour participer à la compétition. Art-vidéo, reportages, documentaires, fictions ou animation définissent les œuvres des participants réparties entre les catégories professionnelles, amateurs ou étudiants.

Les projections sont entrecoupées de rencontres sur le paysage audiovisuel au Maroc ou en Hongrie, sur la télévision de proximité et l'émission « Viure al país », sur le Centre international de création vidéo de Montblanc, etc. Cette année, une soirée-débat était également organisée autour de la pièce filmée *Quatre dans le sol* de Jordi Pere Cerdà, sur le rôle des femmes dans la transmission culturelle et sociale.

Un festival abordant sans exclusive tous les champs de la vidéo, tel était dès l'origine le projet de Michel et Françoise Canal, deux enseignants qui ont fait naître, dans cette terre où les cultures se

marient, une manifestation qui n'a cessé d'élargir ses assises culturelles. Cette année le grand prix du Festival (30 000 francs), attribué à Georges Fouchard de Toulouse pour son film *L'Amé du joueur*, est un véritable prix européen puisqu'il est attribué pour la première fois à parts égales par les régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées et par la Généralité de Catalogne.

En outre, cette année, le Festival vidéo, auparavant Festival d'Estavar des vidéos catalanes, est devenu Festival d'Estavar et de Llivia. Un engagement d'identité lourde de sens. Llivia est une enclave espagnole de douze kilomètres carrés en terre française depuis 1659, date du Traité des Pyrénées rattachant le Roussillon et la Cerdagne à la France.

La double identité du Festival dénote la volonté des organisateurs de faire de cette manifestation une des plus importantes rencontres vidéo du sud, en accentuant son caractère transfrontalier.

Gabriel Botet, maire d'Estavar, et Josep Vicens i Quintana, maire de Llivia, ont rappelé le 28 juillet que « malgré la division en deux, les relations entre les deux communes s'étaient maintenues à travers les échanges naturels des migrations typiques de montagne et la pratique commune de la langue catalane ». Le Festival s'est achevé sur le projet d'élaboration d'une charte de collaboration culturelle entre les deux municipalités d'Estavar et Llivia, qui devrait être conclue pour la dixième édition du Festival vidéo, en 1992.

Après Jacques Barsach, auteur du premier film de diffusion européenne en haute définition c'est Alain Brunet, talentueux trompettiste de jazz et membre du cabinet de Jack Lang, ministre de la culture et de la communication, qui présidait cette année le festival vidéo. Outre le grand prix attribué à *L'Amé du joueur*, le jury a accordé son prix spécial (15 000 francs) à *Farany*, de Sergi Riera (Barcelone), et le prix de l'Association au film les *Derniers Aristocrates*, de Pierre Delattre (Lisège).

JEAN-CLAUDE MARRE

## MÉDECINE

Commission européenne des droits de l'homme

La requête d'un hémophile français contaminé par le sida est déclarée recevable

La Commission européenne des droits de l'homme de Strasbourg a déclaré « recevable » la requête déposée contre la France par un hémophile contaminé par le virus du sida, et qui attend depuis quatorze mois une décision administrative sur sa demande d'indemnisation. Soumis à des transfusions sanguines, en Paris, de 1978 à 1985, qu'il était contaminé par le virus du sida. Il a présenté une demande d'indemnisation, rejetée par le ministre de la santé, puis a porté l'affaire devant le tribunal administratif, le 30 mai 1990. Aucune décision n'est intervenue à ce jour. La Commission européenne des droits de l'homme, a estimé que la durée « raisonnable » de la procédure avait été dépassée.

Une édition russe du mensuel *Reader's Digest*. Le mensuel américain *Reader's Digest* vient d'annoncer le lancement d'une édition russe. La direction du groupe américain n'a cependant fourni aucune précision sur le tirage, le prix de vente et les réseaux de distribution qu'utiliserait cette nouvelle édition. Un « numéro zéro » de cette édition russe daté du mois de mai a été réalisé. Il comprend notamment un sondage d'opinion effectué par l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences de l'URSS auprès d'un millier de jeunes russes de dix-huit à vingt-cinq ans. Le *Reader's Digest* est déjà vendu à 28 millions d'exemplaires et en vingt-huit langues à travers le monde.

Après sa rupture avec Eurocom

## Le groupe Carat affiche une « sérénité active »

« Cette rupture n'est pas un drame, elle ne nous gêne ni nous menace et nos clients continuent à nous manifester leur confiance », nous a déclaré un membre de la direction du groupe d'achat des médias publicitaires Carat, visiblement décidé à prendre avec sérénité la fin de sa alliance avec le groupe publicitaire Eurocom, rompu de façon univoque le 29 juillet par la filiale d'Elaviv (*Le Monde* du 30 juillet).

Une réunion en fin de semaine dernière entre le PDG d'Eurocom, M. Alain de Pouzilhac, et les dirigeants de Carat, MM. Francis et Gilbert Gross, a débouché sur un constat de désaccord. Mais Carat, en point de sa sérénité affichée, ne reste pas inactif. « En Espagne, en Italie, au Royaume-Uni et en Belgique, nous devrions continuer à travailler ensemble, car nous y sommes localement utiles à Eurocom », assure un dirigeant de Carat.

« Il n'y a d'ailleurs pas encore de modification d'actionnaire », ajoute-t-il. Eurocom, actionnaire à 10,9 % de la holding Aegis (qui cofinanciera, se va pas céder cette participation immédiatement. En effet, le cours de l'action Aegis, pourtant en forte augmentation, n'était coté qu'à 1,89 livre à Londres le 29 juillet, alors que le cours moyen s'établissait à 2,44 livres pendant les premiers mois de 1991. On voit donc mal comment Eurocom pourrait récupérer les 300 millions de francs qu'il avait apporté en 1989, lors du « mariage » entre les deux groupes.

Pour leur part, les dirigeants d'Aegis ont prévu deux réunions d'analyses financières, à Londres le 30 juillet et à Paris le lendemain. La récession publicitaire et les effets de la guerre du Golfe sur les investissements des annonceurs devraient se traduire par une baisse des résultats financiers d'Aegis. Mais le nom du nouveau partenaire de Carat pour l'achat d'espace en Europe ne devrait pas être révélé à cette occasion. « Les candidats sont nombreux et nous ne sommes pas pris de court », dit-on à la direction.

La volonté de ne pas abaisser ses cartes est aussi vive chez Eurocom. La quête de nouveaux alliés, à laquelle se livrent les deux anciens partenaires depuis les premiers de leur rupture, devrait donc donner lieu à de nouveaux échanges croisés dans le milieu publicitaire international.

Y. M. L.

## JOURNAL OFFICIEL

est publié au Journal Officiel du mardi 30 juillet

## UN DÉCRET

N° 91-734 du 24 juillet 1991 portant modification du code du domaine de l'Etat et relatif aux cessions et locations d'immeubles acquis ou aménagés par le fonds pour l'aménagement de l'île-de-France.

## CARNET DU Monde

## Naissances

— Claire et Christian BETH-MATHUSEN ont la joie d'annoncer la naissance de

Christopher,

le 16 juillet 1991, à La Nouvelle-Orléans (Louisiane).

1919 Broadway, New-Orleans (USA), 11, rue de Sévres, 75006 Paris.

— Nantes, le 24 juillet 1991.

Eloïse

est entrée dans la vie de Mireille et Philippe.

Leur bonheur se partagera désormais à trois.

Mireille PAICHARD et Philippe SOLER, 12, rue Alain-Colas, 44200 Nantes.

## Décès

— Les familles Gundlich, Jousé, Chermasson et Guérin ont la douleur de faire part du décès de leur mère et grand-mère,

M<sup>me</sup> BENZAKI,

Tata Antiochette,

survenue le 21 juillet 1991.

— M. et M<sup>me</sup> Pierre Lahumière, M. et M<sup>me</sup> Philippe Bodin, M. et M<sup>me</sup> Jean-Louis Genicon, M. et M<sup>me</sup> Jean-Didier Bodin, ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Laurent Dumas, M. et M<sup>me</sup> Jacques Bodin, Pierre Bodin, Catherine Genicon, Philippe et Marc Bodin, ses petits-enfants, Sophie Dumas, Pierre Bodin, ses arrière-petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jacques BODIN, ingénieur des Arts et Manufactures, expert honoraire de la liste nationale établie par la Cour de cassation, chevalier de l'Ordre national du Mérite,

survenue le 24 juillet 1991, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Les obsèques ont été célébrées à Rennes, dans l'intimité familiale.

« Quand tu passeras par les eaux, je serai avec toi et quand tu passeras par les fleuves, ils ne te noteront point : »  
« Quand tu marcheras dans le feu, tu ne seras point brûlé, et la flamme ne t'embrasera pas, car je suis l'Eternel, ton Dieu. »  
Esaïe 43, XI, 3.

2, villa Bourg-l'Évesque, Le Pont-Héris, app 203, 35000 Rennes.

— Cahors, France.

Les familles Bréas, Deransart, Tiab, Pech, Buge, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Huguette BRÉAC, professeur d'histoire et de géographie,

survenue le 28 juillet 1991, à Cahors.

Les obsèques seront célébrées le mercredi 31 juillet, à 14 h 30, dans le presbytère familial de Parnac (Lot).

— M<sup>me</sup> Jacques Castot, née Jacqueline Repetto, Les docteurs Michel et Anne Castot, M. Diédonné et M<sup>me</sup> Marie-Françoise Duriez-Costes, ses enfants, Claude, Isabelle, Raphaëlle, Marine, Anne-Claire et Pauline, ses petits-enfants, ont la peine de faire part du décès de

M. Jacques CASTOT, ingénieur des Arts et Manufactures, officier de l'Ordre national du Mérite, survenue le 26 juillet 1991, à l'âge de soixante-dix ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité familiale.

— Poilly-sur-Serein. M<sup>me</sup> Jacques Drouin, ses enfants, ses petits-enfants, Et arrière-petits-enfants, ont le chagrin de faire part du décès de

M. Jacques DROUIN,

survenue le 26 juillet 1991, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Les obsèques ont eu lieu à Poilly-sur-Serein, le 29 juillet, dans l'intimité familiale.

Poilly-sur-Serein, Cédex 414, 89300 Noyers, 9, rue Pérignon, 75015 Paris.

## THÈSES

Tarif Étudiants 50 F la ligne H.T.

— M<sup>me</sup> Maurice de Comte, Bertrand et Marilyn, Sylvie et Alain, ses enfants, Elisabeth de Comte, sa petite-fille, M<sup>me</sup> Jean Cazanobes et ses fils, M<sup>me</sup> Raymond Morin, ses parents et alliés, ont le bonheur de faire part de la disparition de

Maurice de COMTE, contrôleur général des années (CR), commandeur de la Légion d'honneur, survenue le 18 juillet 1991, dans sa soixante-septième année.

Ses obsèques ont eu lieu au temple de l'Église réformée de Montredon-Labrousse (Tarn).

« L'Eternel veillera sur ton départ, comme sur ton arrivée. Des maintenant et à toujours. » Ps. 121, 8.

Cet avis tient lieu de faire-part.

30, rue Camille-Rabaud, 81100 Castres.

— M<sup>me</sup> Anna Epstein, née Swirsky, son épouse, Flore et Jacques Abergel, Roseline et Adolphe Sayag, Gérard et Danièle Epstein, ses enfants, Valérie, Frédéric et Daniel Abergel, Nadine et Thierry Sotio et leurs filles, Marc et Anne Sayag et leur fille, Catherine et Stéphane Boujnah et leur fils, Eric Sayag, Cyril et Renand Epstein, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Abraham EPSTEIN,

dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Ses obsèques auront lieu le mardi 30 juillet 1991, à 15 heures, au cimetière parisien de Bagneux.

Ni fleurs ni couronnes.

— Son épouse Béatrice, née Karoui, ses enfants, Khélil Haidou, son épouse Sihem, Slim et son épouse Chandra, Houda et son épouse Adel, Les familles Ghalloussi, Karoui, Hachet, Ezziye, Noureddine, Sediri, Hamed, Boudali, Tattli, Ben Salah, Aounallah, Ghorbel, Khessari et Hadad, ont l'immenable douleur d'annoncer le décès de leur cher et regretté

M<sup>me</sup> Mohamed Hédi GHALLOUSSI,

avocat près la Cour de cassation de Tunis,

survenue le 26 juillet 1991, à Paris.

M<sup>me</sup> Béatrice Ghalloussi, avenue Taieb-Mehiri, 8000 Nabeul (Tunis).

— Roger Gouze, son épouse, Alain Gouze, ses fils, et sa fille, Michel et Fanny Gouze, Valérie et Olivier, Laurent et Esther Gouze et Alexandra, Emmanuel et André Bostarron, Raphaël, Irène et Rémi, ses enfants et petits-enfants, Simone Isard, sa sœur, Claude et Roger Hainin, Danielle et François Mitterrand, ses beaux-frères et belles-sœurs, ont la douleur de faire part du décès de

Lucienne GOUZE,

née Besnea,

survenue le 27 juillet 1991, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

L'inhumation aura lieu le vendredi 2 août, à 14 heures, au cimetière de Clichy (Seine-et-Oise), où l'on se réunira.

101, boulevard Raspail, 75006 Paris.

— M<sup>me</sup> Bertrand Lepine, née Vigerie, sa mère, M<sup>me</sup> Hélène Lepine, sa femme, Thomas Lepine, son fils, Olivier Lepine, son frère, sa femme et leurs enfants, M<sup>me</sup> Doris Zanger, sa belle-sœur, Les familles Lepine, Vigerie, Monod, Bartoszewski, ont la douleur de faire part du décès de

Dominique LEFINE,

directeur de recherche au CNRS, survenue brutalement à son domicile, le 29 juillet 1991.

La cérémonie civile sera célébrée le mercredi 31 juillet, à 14 h 30, au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Osaka, Tokyo, Paris. Ses frères et ses sœurs, Ses neveux et ses nièces, Romaric Sulger Briel, André et Mitsuko Sahar, Et tous ses amis, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Toshi MOON,

survenue à Paris, le vendredi 26 juillet 1991.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 1<sup>er</sup> septembre, à 9 heures, à la pagode bouddhique du bois de Vincennes.

9, rue Léon-Vaudoyer, 75007 Paris.

— Le directeur de Guerlain SA a le vif regret d'annoncer le décès de son directeur du Sud-Est asiatique-Pacifique centre,

M. Roger MORLET-DUSIGNE,

survenue à l'âge de quarante-cinq ans, le vendredi 26 juillet, à l'Hôpital américain de Neuilly, à la suite d'une longue maladie.

Un service religieux, suivi de l'inhumation, aura lieu le mercredi 31 juillet, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Roule, à 15 h 30.

— Chaponcourt. Lyon. Eguilles. Ancey.

M. René Paille, Michelle et Louis Vautier, Marie-Françoise et Nicolas, Geneviève Paille, Violaine et André Rajon, Marie-Paule et Richard et leurs enfants, Christophe et Patricia, Olivier et Murielle, Anne-Christine, Jean-François et Magdeleine Paille, Claire-Agnès et Sébastien, Tous leurs parents, alliés Et amis, ont la douleur de faire part du décès, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, de

M<sup>me</sup> René PAILLE,

née Henriette Masson.

Ses funérailles ont eu lieu mardi 30 juillet 1991, à 16 h 45, en l'église de Chaponcourt.

« Ma lumière et mon salut, c'est le Seigneur. »

— M. Charles Maj, M<sup>me</sup> Hélène Maj, leurs enfants, M<sup>me</sup> Odile Candau, M<sup>me</sup> Marie-Dominique, leurs enfants, M. Paul Hercoot, M<sup>me</sup> Eva Hercoot, leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Anna PICK,

née Dystelmann,

survenue le 26 juillet 1991, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

L'inhumation aura lieu le 31 juillet, au cimetière de Bagneux.

Rendez-vous à la porte principale du cimetière, à 11 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M<sup>me</sup> Jean-Claude Zylberstein, ses enfants, Nicolas et Julien, ses petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Georges Rubin et leurs enfants Danièle et Alain, M<sup>me</sup> Shoshana Duglin et son fils Eytan, M. et M<sup>me</sup> Aziz Zylberstein et leur fils Antoine, ses frères, sœur, beau-frère, belles-sœurs, neveux et nièces, M. Eli Rosenstein, M<sup>me</sup> Renée Halperin, M<sup>me</sup> B. Wisnia, M. et M<sup>me</sup> N. Rukarz et M. et M<sup>me</sup> S. Galazka, ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Blanche ZYLBERSTEIN,

née Rubin,

survenue le 27 juillet 1991.

Les obsèques seront célébrées le jeudi 1<sup>er</sup> août, à 16 heures, au cimetière de Bagneux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

14 bis, rue Pierre-Nicole, 75005 Paris.

## Anniversaires

— Paris (Seine). Pérois (Hérault). Sarlat (Dordogne).

Pierre Frédéric BOYÉ

nous a quittés il y a un an, le 27 juillet 1990, à l'âge de vingt-deux ans.

Que ceux qui l'ont connu, aimé, se souviennent.

## CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-85-29-94

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques : 92 F

Abscences et absences : 80 F

Communications diverses : 95 F

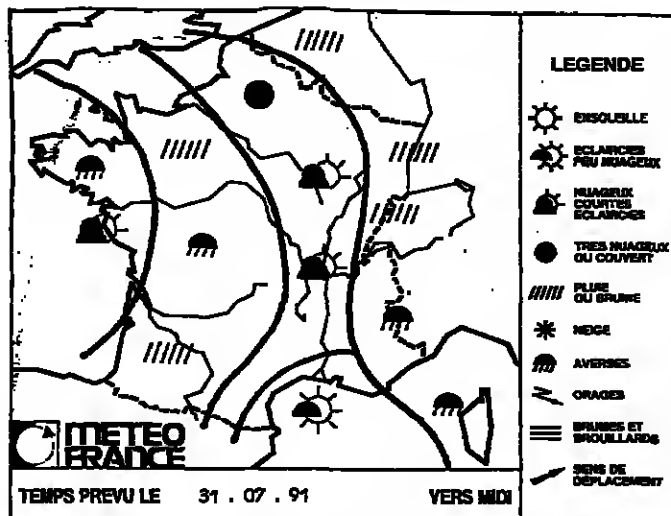
Thèmes étudiants : 50 F

هنا من لا فصل

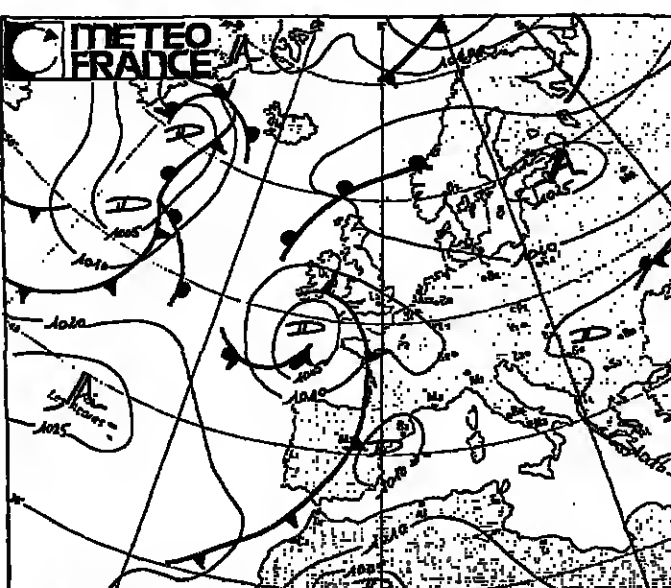


# MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mercredi 31 juillet 1991  
Nuageux et pluies passagères.



SITUATION LE 30 JUILLET 1991 À 0 HEURE TU



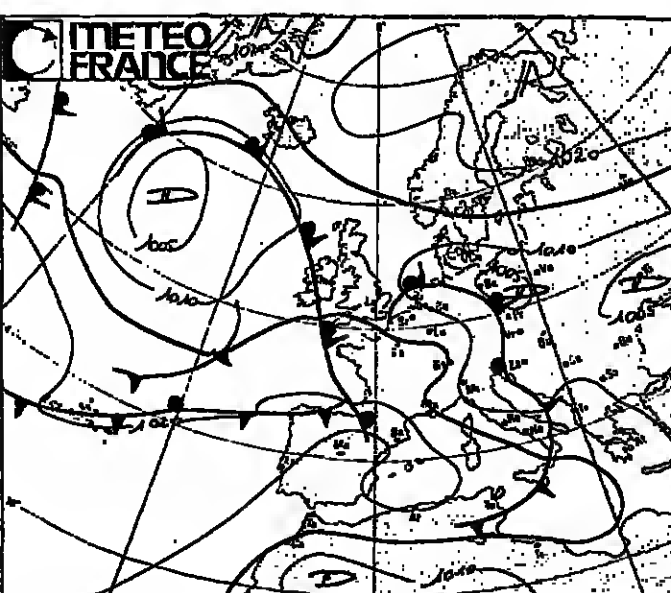
**Jeudi : retour du soleil.** — Sur un quart nord-est, c'est-à-dire de la Loire à la Gironde, le ciel sera bien nuageux. Des précipitations faibles pourront encore se produire ci et là, en particulier sur le relief. Mais au cours de la journée, les nuages se dissipent plus largement, se dissipent plus largement.

En Corse, la journée débutera également sous de fréquents nuages mais ils se dissiperont pour laisser place au soleil.

Partout ailleurs, après dissipation de quelques brumes locales, les éclaircies seront larges. Les passages nuageux resteront très limités. Cette journée sera marquée par un bon ensoleillement.

Le mistral et le tramontane faibliront puis disparaîtront. Les températures minimales seront comprises entre 13 degrés et 18 degrés en général, localement 15 degrés sur les côtes méditerranéennes. Les températures maximales varieront de 21 degrés à 23 degrés près des côtes de la Manche, de 23 degrés à 25 degrés sur le reste de la moitié nord, et jusqu'à 28 degrés vers le sud du pays.

PRÉVISIONS LE 1<sup>er</sup> AOUT 1991 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé  
le 29-7-1991 à 18 heures TU et le 30-7-1991 à 6 heures TU

FRANCE			LUXEMBOURG		
ALGER	27 17 D		28 18 D		
BARCELONE	26 16 N		27 18 C		
BORDEAUX	25 14 C		26 17 C		
BREST	24 16 C		25 17 C		
CARL	24 16 N		25 17 C		
CHERBOURG	24 14 N		25 17 C		
CLERMONT-F.	24 16 C		25 17 C		
DJIBOUTI	31 19 N		31 19 N		
GRENOBLE	22 16 C		23 17 C		
LILLE	20 17 N		21 18 C		
LIMOGES	25 15 C		26 16 C		
LYON	23 15 N		24 16 C		
MARSEILLE	30 21 D		31 22 D		
NANCY	25 14 D		26 15 C		
NANTES	25 16 C		26 17 C		
NICE	26 18 N		27 19 C		
PARIS-MONT.	21 17 C		22 18 C		
PAU	22 14 N		23 15 C		
PERPIGNAN	27 20 C		28 21 C		
REIMS	25 16 C		26 17 C		
ST-ETIENNE	23 17 P		24 18 C		
STRASBOURG	25 14 D		26 15 C		
ÉTRANGER			MEXICO		
ALGER	33 20 D		34 21 D		
AMSTERDAM	23 17 D		24 18 C		
ATHÈNES	29 22 N		30 23 D		
BANGKOK	32 26 C		33 27 D		
BARCELONE	29 23 D		30 24 D		
BELGRADE	22 17 N		23 18 C		
BEIJING	28 17 D		29 18 C		
BRUXELLES	22 15 D		23 16 C		
COPENHAGUE	22 16 D		23 17 C		
DAKAR	31 25 N		32 26 D		
DJIBOUTI	31 26 N		32 27 D		
GENÈVE	20 14 D		21 15 C		
HONGKONG	31 26 C		32 27 D		
ISTANBUL	29 21 D		30 22 D		
JERUSALEM	30 17 D		31 18 C		
LA CAPE	24 20 D		25 21 C		
LISSABON	24 16 D		25 17 C		
LONDRES	23 18 C		24 19 C		
LOS ANGELES	23 16 N		24 17 C		

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.  
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

# RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :  
▶ signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ▲ On peut voir ; ■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Mardi 30 juillet

- TF 1**
- 20.40 Cinéma : *Salvador*. Film américain d'Oliver Stone (1985).
  - 22.45 Magazine : *Combien ça coûte ?* Michel-Edouard Leclerc ; *Micro-trottoir* : qu'est-ce qui coûte le plus cher au kilo ? ; *Dossiers* : vol en magasin ; coût et rapport de la tour Eiffel ; prix d'une invention ; soit d'un dévouement pour la collectivité ; système D : voitures moins chères ; Coup de folie : statue au Musée Grévin.
  - 23.45 Série : *Des voix dans la nuit*.
  - 0.50 Journal, Météo, Trafic infos et Bourse.
- A 2**
- 20.45 Cinéma : *Soleil de nuit*. Film américain de Taylor Hackford (1988).
  - 23.00 Cinéma : *Y a-t-il quelque chose pour nos femmes ?* Film américain de Jim Abrahams (1986).
  - 0.30 Magazine : *Les Arts au soleil*.
  - 0.35 Journal et Météo.
- FR 3**
- 20.45 Téléfilm : *Je tue il*.
  - 22.10 Journal et Météo.

- 22.30 ▶ *Mardi en France*. Bugatti's Folies.
  - 23.25 Magazine : *Espace francophone*.
  - 23.55 Musique : *Carnet de notes*.
- CANAL PLUS**
- 20.30 Cinéma : *Karaté Kid 3*. Film américain de John G. Avildsen (1989).
  - 22.15 Flash d'informations.
  - 22.25 Cinéma : *Made in Heaven*. Film américain d'Alan Rudolph (1987) (v.o.).
- LA 5**
- 20.45 Série : *Desperado*.
  - 22.30 Téléfilm : *Visions*. Poursuivi par un assassin et par la police.
  - 0.00 Journal de la nuit.
  - 0.10 *Demain se décide aujourd'hui*. Invité : David Henderson, chef du département économie et statistiques de l'OCDE.
- M 6**
- 20.35 Téléfilm : *Le Trésor des sudistes*. Pendant la guerre de Sécession. Une jeune héroïne passionnée.
  - 22.15 Série : *Equalizer*.
  - 23.05 Magazine : *Culture pub*. Comment communiquer la police ? ; Le monde selon zap : les télévisions scandi.

- naves ; La saga des marques : le shampooing Dop.
- 23.30 Magazine : *Le Glaive et la Balance*.
  - 0.20 Six minutes d'informations.
  - 0.25 Musique : *Boulou et hard*.
- LA SEPT**
- 21.00 Opéra : *Le Ring*. De Richard Wagner, par l'Orchestre du Metropolitan Opera de New-York, dir. : James Levine.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.10 *Le Pays d'ici*. A Conques (Aveyron) et à Neublains (Lozère).
  - 21.00 *Ecrire le pays*. Quatrième rencontre des écrivains francophones.
  - 22.00 *Un livre, des voix*. Débat, de Régis Ducharme (rediff.).
  - 22.40 Musique : *Nocturne*.
  - 0.05 Du jour au lendemain.
  - 0.50 Musique : *Coda*.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 *Discothèques privées*. Rolf Lieberman.
  - 21.30 *Hallou*.
  - 22.00 Concert (en direct du Festival de Montpellier) : Concerto pour piano et orchestre en la mineur op. 114 (Richter) ; Une vie de héros (Richard Strauss).

## Mercredi 31 juillet

- TF 1**
- 13.35 Feuilleton : *Les Feux de l'amour*.
  - 14.25 Feuilleton : *Côte Ouest*.
  - 15.15 Série : *Tribunal*.
  - 15.45 Club Dorothea vacances.
  - 17.10 Série : *Texas police*.
  - 18.05 Feuilleton : *Riviera*.
  - 18.30 Jeu : *Une famille en or*.
  - 19.00 Feuilleton : *Santa Barbara*.
  - 19.20 Jeu : *La Roue de la fortune*.
  - 19.45 Divertissement : *La Bébête Show*.
  - 19.55 Tirage du Loto.
  - 20.00 Journal, Tapis vert, Météo et Loto.
  - 20.45 Série : *Marie Perle*.
  - 22.15 Théâtre : *Deux hommes dans une valise*. Mise en scène de Jean-Luc Moreau, avec Evelyn Grandjean, Darry Cowl, Rolando Kels.
  - 23.50 Journal, Météo et Bourse.
- A 2**
- 13.45 Feuilleton : *Falcon Crest*.
  - 14.30 Série : *Le Retour du Saint*.
  - 15.20 Série : *Espionne et taise-toi*.
  - 16.20 Série : *Droles de dames*.
  - 18.45 Magazine : *Giga*.
  - 18.05 Jeu : *Des chiffres et des lettres*.
  - 18.33 Série : *Maguy*.
  - 19.00 Jeu : *Question de chèque*.
  - 19.30 Feuilleton : *Des jours et des vies* (3<sup>e</sup> épisode).
  - 20.00 Journal et Météo.
  - 20.45 Jeux sans frontières. Thème : les films d'épouvante.
  - 22.00 Divertissement : *Rire A 2*. Rire connexion. Avec Pierre Palmade, Didier Guistin, Valéry, Eric Le Roch, Jean-Marie Bigard. *Humour et imitations*.
  - 23.00 Magazine : *C'était Dim Dam Dom*.
  - 23.58 Journal et Météo.
  - 0.15 Série : *L'Homme à la valise*.
- FR 3**
- 13.30 *Amuse 3 vacances*.
  - 14.40 Série : *Justiciers et hors-la-loi*.
  - 15.30 Feuilleton : *La Conquête de l'Ouest*.
  - 16.20 Magazine : *Objectif Tintin*. Alerte rouge sur la planète bleue : l'environnement et les animaux en danger. Invités : Vincent Rido, d'Océanopolis ; Claude Sastre, du WWF ; Le grand reporter : Alain Bougrain-Dubourg.
  - 18.00 Magazine : *Une pêche d'enfer*. Invité : Harlem Désir, président de SOS-Racisme.
  - 18.30 Jeu : *Questions pour un champion*.
  - 19.00 Le 19-20 de l'information. De 18.12 à 19.35, le journal de la région.
  - 20.05 Divertissement : *La Classe*.
  - 20.45 Téléfilm : *Une femme libérée*. Un mère de famille se rebelle.
  - 23.05 Journal et Météo.
  - 23.25 Magazine : *52<sup>e</sup> Rue*.
  - 0.20 Musique : *Carnet de notes*. *West Side Story* (Tonight, de Bernstein, par Ketis et Marielle Labèque, pianos).

- CANAL PLUS**
- 13.30 Téléfilm : *Angoisse sur la ville*.
  - 15.05 Jerry Lewis Show.
  - 15.40 Téléfilm : *Le Meurtre de Mary Phagan*.
  - 17.35 Série : *Sole prof et tals-tol*.
  - 18.00 *Canaille peluche*.
  - En clair jusqu'à 21.00
  - 18.30 Dessin animé : *Tiny Toons*.
  - 18.50 Top 50.
  - 19.30 Flash d'informations.
  - 19.35 Dessin animé : *Les Simpson*.
  - 20.00 Les Nuls... l'émission.
  - 20.30 Cinéma dans les salles.
  - 21.00 Cinéma : *Dérapage contrôlé*. Film américain de James William Guercio (1972). Avec Robert Blake, Billy Green, Bush, Mitchell Ryan.
  - 22.45 Flash d'informations.
  - 22.55 Cinéma : *Un commis voyageur*. Film américain de Volker Schlöndorff (1985). Avec Dustin Hoffman, Kate Reid, John Malkovich (v.o.).
- LA CINQ**
- 13.20 Série : *L'Inspecteur Derrick*.
  - 14.25 Série : *Sur les lieux du crime*.
  - 15.55 Série : *200 dollars plus les frais*.
  - 16.45 *Youpi ! Les vacances*.
  - 17.45 Série : *Cap danger*.
  - 18.15 Série : *Shérif, fais-moi peur*.
  - 19.05 Série : *Kojak*.
  - 20.00 Journal et Météo.
  - 20.40 Journal des courses.
  - 20.45 Téléfilm : *Point de non-retour*. Un cameraman disparaît à Madrid.
  - 22.30 Téléfilm : *La Femme chassée*. La promenade tourne au cauchemar.
  - 0.05 Journal de la nuit.
  - 0.15 *Demain se décide aujourd'hui*. Invité : Didier Kunstinger, directeur général de la banque OBC.
  - 0.20 Magazine : *Ca vous regarde*. Thème : comment j'ai décroché de la drogue.
- M 6**
- 13.40 Série : *Dis-donc, papa*.
  - 14.05 Série : *Le Mythomane*.
  - 15.40 Variétés : *Gileu, blanc, clip*.
  - 18.45 Jeu : *Hit hit hit*.
  - 18.50 Jeu : *Zygomusic*.
  - 17.20 Série : *L'Homme de fer*.
  - 18.10 Série : *Mission impossible*.
  - 19.00 Série : *La Petite Maison dans la prairie*.
  - 19.54 Six minutes d'informations.
  - 20.00 Série : *Cosby Show*.
  - 20.35 Téléfilm : *Trois femmes, un été...* Trois histoires d'amour.
  - 22.15 Téléfilm : *Un sale boulot*. Trafic de résidus toxiques.
  - 23.45 Six minutes d'informations.
  - 23.50 *Sexy Clip*.

- LA SEPT**
- 17.00 Théâtre : *Les Tu et les Toi ou la parfaite égalité*. Mise en scène de Bernard Sobel.
  - 18.00 Magazine : *Mégamix*. Spécial funk.
  - 19.00 Documentaire : *Histoire parallèle*.
  - 20.00 Documentaire : *Le Corps à l'ouvrage*. 1. Les Pieds dans la tête.
  - 21.00 Documentaire : *Peace in our Time*.
  - 22.40 Cinéma : *Les Montagnes de la lune*. Film franco-portugais de Paulo Rocha (1987).
- FRANCE-CULTURE**
- 20.10 *Le Pays d'ici*. A Conques (Aveyron) et à Neublains (Lozère).
  - 21.00 *Ecrire le pays*. Quatrième rencontre des écrivains francophones.
  - 22.00 *Un livre, des voix*. Le Fou de Schéhérazade, de Laila Schöber (rediff.).
  - 22.40 Musique : *Nocturne*.
  - 0.05 Du jour au lendemain.
  - 0.50 Musique : *Coda*.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 *Discothèques privées*.
  - 21.30 Concert (en direct du Festival de Salzbourg) : Beethoven et Ariane, de Rouseff ; Gloria pour soprano, chœur et orchestre, de Poulenc ; Noces, Fêtes, Sirènes, de Debussy ; La Valse, du Ravel, par l'Orchestre national de France et le Chœur de Radio-France, dir. Georges Prêtre ; sol. : Barbara Hendricks, soprano.
  - 23.22 Nuit persane en Avignon.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5574

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

**HORIZONTALEMENT**

1. Idéale pour bien embrasser. — 2. Il lui faut du temps pour faire changer les choses. — 3. Fini par se faire beaucoup de mal. N'agit jamais à la hâte. — 4. Possessif. Offre à certains maintes occasions de faire une « touche ». — 5. Pourrait des balles. Préposition. — 6. On le fit changer. Matière à travailler. Ne permet pas de conclure. — 7. Pronom. Fit des ronds dans l'eau. — 8. S'étend sur le lit. Est parfois petit. — 9. Susceptible de plaisir. Faire les cent coups.

**VERTICALEMENT**

1. De quoi se donner de l'air. — 2. Fait un tour. Préfixe. — 3. S'immerge à des affaires de taille. — 4. Grand fumier. A beaucoup lutté contre le mal. — 5. Le meilleur ami d'un capitaine. S'est fait un prénom dans le chœur. — 6. On le fit changer. Matière à travailler. Ne permet pas de conclure. — 7. Pronom. Fit des ronds dans l'eau. — 8. S'étend sur le lit. Est parfois petit. — 9. Susceptible de plaisir. Faire les cent coups.

**Solution du problème n° 5573**

**Horizontalement**

I. Ministres. — II. Agences. — III. Comu. — IV. Ere. Loins. — V. Apis. — VI. Osa. Testé. — VII. Intrusion. — VIII. Noter. Ors. — IX. Ebène. Né. — X. Lâ. Lu. — XI. Semeur.

**Verticalement**

1. Macédoines. — 2. Igor. Snob. — 3. Néré. Atzél. — 4. Inn. Renom. — 5. Sculpture. — 6. Té. Oes. Nu. — 7. Rémission. — 8. Es. Toril. — 9. Ascenseur.

GUY BROUTY

LE PLAISIR DE SORTIR,  
MODE D'EMPLOI  
**Le Monde**  
ARTS-SPECTACLES  
CHAQUE MERCREDI  
(NUMÉRO DATÉ JEUDI)



La préparation d'une conférence de paix sur le Proche-Orient

## Malgré la prudence de Washington Moscou et Jérusalem sont optimistes

Israël a indiqué lundi 29 juillet - à la veille du sommet soviéto-américain de Moscou - que la prochaine visite à Jérusalem du secrétaire d'Etat américain James Baker devrait permettre de régler les derniers problèmes avant la convocation d'une conférence de paix au Proche-Orient. Même optimisme à Moscou, où le chef de la diplomatie soviétique, M. Alexandre Bessmertnykh, a déclaré que la conférence de paix devrait « se tenir avant la fin de l'année », ajoutant : « C'est le meilleur moment ». M. Baker s'est montré plus réservé : « L'occasion est proche, mais il faut voir encore si elle existe vraiment ou s'il y a encore quelque chose à régler », a-t-il dit.

M. George Bush, pour sa part, interrogé dans son avion présidentiel, alors qu'il se rendait à Moscou, sur un prochain retour de M. Baker au Proche-Orient, a répondu : « Je n'envisage pas cela. M. Baker n'a pas dans l'intention de revenir à Jérusalem ». M. David Levy, le

chef de la diplomatie israélienne, avait déclaré, avant son départ pour l'Égypte lundi matin, que M. Baker se rendrait à nouveau en Israël « dans les prochains jours » pour clarifier certaines questions liées sans réponse lors de sa dernière mission de paix dans la région.

### La construction d'une « grande ville »

M. Bush a par ailleurs répété qu'il n'avait pas encore reçu de réponse d'Israël. Il n'a pas voulu dire si des invitations formelles à cette conférence seraient faites par lui-même et par M. Gorbatchev lors de leur sommet de Moscou mardi et mercredi, ajoutant qu'il allait examiner cette question avec son homologue soviétique.

Le premier ministre israélien, M. Shamir, a affirmé lundi que son pays n'avait pas l'intention de « vivre

éternellement le sabre au clair ». Il a ajouté qu'il choisissait « la voie royale qui est celle du renouveau d'Israël », sans préciser en quoi cette voie consistait.

Pour sa part, le ministre israélien de l'habitat, M. Ariel Sharon, a annoncé lundi la construction d'une « grande ville » des deux côtés de la « ligne verte » qui sépare - avant la guerre des Six Jours - Israël de la Cisjordanie. Il a ajouté, devant des entrepreneurs, que son ministère avait entamé les travaux d'infrastructure. Cette ville - qui portera le nom d'Avnei Hefetz - sera érigée près de Tulkarem, au nord de la Cisjordanie. Elle fait partie d'un plan de construction de localités israéliennes tout le long de la « ligne verte ». M. Sharon a indiqué également que la moitié des nouvelles constructions au cours des prochaines années auront pour site la « ligne verte », la Cisjordanie et Jérusalem.

Cette déclaration intervient quelques heures après l'appel lancé lundi 29 juillet, les concessions faites la veille par le président Didier Ratsiraka, qui avait fait libérer les quatre membres du gouvernement transitoire enlevés au cours des derniers jours, dont le « premier ministre », M. Albert Zafy, et s'est engagée à continuer sa campagne de contestation commencée il y a sept semaines. Pour sa part, la France, dans un communiqué du Quai d'Orsay, « se réjouit des propositions de dialogue » du chef de l'Etat malgache et « espère qu'un consensus pourra être trouvé avec toutes les composantes de la nation ».

A Tunis enfin, le chef de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, a affirmé lundi la nécessité de préserver les droits nationaux du peuple palestinien, dont en premier lieu la « Ville sainte de Jérusalem ». Dans une déclaration faite à l'issue d'un entretien avec le président tunisien Zine El-Abidine Ben Ali, M. Arafat a souligné qu'il ne saurait y avoir de paix pour une politique visant à exclure la représentation de Jérusalem et a relevé que cette position était « conforme à l'initiative de paix » exposée par M. Bush devant le Congrès en mars. - (AFP.)

Selon Amnesty International

## Les Palestiniens des territoires occupés ont « très peu de chances » de bénéficier de procès équitables

Les Palestiniens ont « très peu de chances » de bénéficier de procès équitables devant les tribunaux militaires israéliens dans les territoires occupés, ce selon des personnes interrogées par Amnesty International dans un rapport publié mardi 30 juillet à Londres.

Selon l'organisation de défense des droits de l'homme, les suspects sont systématiquement victimes de tortures et de mauvais traitements pendant les interrogatoires. Amnesty est « sérieusement préoccupée » par l'absence de la procédure judiciaire - de l'arrestation

arbitraire des suspects jusqu'à la fin de leur procès - en vertu de laquelle des milliers de civils palestiniens sont jugés chaque année. La rapine affirme que les personnes interrogées sont détenues au secret pendant de longues périodes après leur arrestation. Leurs avocats et leurs familles ne sont souvent pas autorisés à les voir pendant cette période et bien au-delà, selon le rapport.

« Il existe clairement des cas de tortures et de sévices en Israël et dans les territoires occupés. Les prisonniers sont particulièrement vulnérables à de tels traitements lors-

qu'ils sont coupés du monde extérieur », affirme Amnesty. Les détenus sont privés de nourriture et de sommeil, fréquemment battus, en particulier sur les organes génitaux, et emprisonnés dans des cellules minuscules, sombres et glacées, que les prisonniers surnomment « cercueil » ou « réfrigérateur ».

Amnesty appelle le gouvernement israélien à introduire d'urgence des mesures de sauvegarde contre la torture et les sévices en prison et à garantir l'équité des procès des prisonniers palestiniens. - (AFP.)

Après un attentat d'Amal

### Représailles israéliennes au Liban sud

Trois miliciens pro-Israéliens de l'Armée du Liban sud ont été tués, lundi 29 juillet, par l'explosion d'une charge télécommandée de forte puissance. Cette attaque a été revendiquée, à Beyrouth, par le mouvement chiite Amal, pro-syrien. Aussitôt, plusieurs villages, sous le contrôle d'Amal ou du Hezbollah pro-iranien et situés hors de la « zone de sécurité » créée par Israël, ont été la cible de bombardements faisant cinq morts et douze blessés, ainsi que de considérables dégâts dans les habitations, a indiqué la police.

Dans les territoires occupés, un jeune Palestinien a été tué lundi par des tirs de soldats israéliens lors de la dispersion d'une manifestation, à Silwad, en Cisjordanie occupée. A Jérusalem, un jeune Palestinien a été lapidé et agressé à l'arme blanche par trois Juifs, selon la radio israélienne. Un colon juif a aussi été blessé mardi d'un coup de couteau donné par un Palestinien, à Hébron. - (Reuters, AFP.)

A Bruxelles

## Nouvel échec des négociations sur un espace économique européen

Les douze pays de la CEE et les sept de l'Association européenne de libre échange (AELE) ont subi un nouvel échec dans leur tentative de créer un espace économique commun, lundi 29 juillet, à Bruxelles. Malgré plusieurs heures de négociations, la CEE et l'AELE (composée de la Suisse, l'Autriche, la Suède, la Finlande, l'Islande, la Norvège et le Liechtenstein) n'ont pas pu avancer sur les trois dossiers les plus sensibles de cette négociation : le libre accès pour les pays maritimes de

l'AELE au marché des produits de la pêche de la CEE, l'aide financière des pays de l'AELE aux régions de la Communauté en retard, et les modalités de traversée de l'Autriche et de la Suisse par les poids-lourds de la CEE. Le vice-président de la Commission européenne, M. Frans Andriessen a affirmé à la presse qu'il n'y avait « plus d'échance » pour boucler ces négociations, entamées ce juillet 1989, et qui devaient aboutir d'abord ce jour dernier, puis fin juillet. - (AFP.)

ALLEMAGNE : Des sympathisants de la RAF incendient un entrepôt de Renault. - Des sympathisants du groupe terroriste allemand d'extrême gauche Fraction armée rouge (RAF) ont incendié, lundi 29 juillet, un entrepôt de Cologne. L'incendie a causé environ 1 million de DM de dégâts. Une

A Madagascar après le discours du président Ratsiraka

## « On le tient, il va lâcher... »

L'opposition a rejeté, lundi 29 juillet, les concessions faites la veille par le président Didier Ratsiraka, qui avait fait libérer les quatre membres du gouvernement transitoire enlevés au cours des derniers jours, dont le « premier ministre », M. Albert Zafy, et s'est engagée à continuer sa campagne de contestation commencée il y a sept semaines. Pour sa part, la France, dans un communiqué du Quai d'Orsay, « se réjouit des propositions de dialogue » du chef de l'Etat malgache et « espère qu'un consensus pourra être trouvé avec toutes les composantes de la nation ».

TANANARIVE

de notre envoyé spécial

Abandonné par ses rivaux dans une rue obscure de Tanana, un bandeau sur les yeux, M. Jean-Jacques Rakotonirina, président du Mouvement démocrate-chrétien, a été recueilli, lundi soir, par les gardiens de l'hôtel Calbert. Lui aussi bénéficiaire de la mesure de clémence en faveur des personnalités de l'opposition annoncée quelques heures plus tôt par les autorités, mesure qui annule les mandats d'arrêt lancés contre les responsables du Comité des forces vives. Visiblement épuisé, il raconte, d'une voix faible, sa séquestration pendant sept jours « dans une cabane, assis toute la journée sur le bord du lit, les yeux bandés, paissant de froid et nourri d'un peu de riz et de manioc apportés par des gardiens cagoulés et muets ».

Enlevé quelques heures après sa prise de fonction, le ministre de l'Industrie et des Mines, il a eu moins de chance que les trois autres « ministres bis », qui ont été hébergés dans les locaux d'une caserne de gendarmerie où ils disposaient de quelque confort. « Plus déterminé que jamais », M. Rakotonirina envisageait de retourner, avec ses compagnons d'infortune, sur la place du 13-Mai-1972, haut-lieu de la contestation depuis cinquante jours. Mais il s'inquiète du sort du secrétaire général de son parti, M. Lims Rakotoson, probablement enlevé lui aussi.

« Un homme sur la défensive »

La magistrat Jonevivo, « ministre bis » des postes et télécommunications, n'avait pas eu le temps d'emporter, au moment de son arrestation, quelques capsules d'insuline pour soigner son diabète et il a donc achevé sa détention à l'hôpital militaire de Tananarive. A son avis, la volonté de conciliation exprimée par le président Ratsiraka dimanche n'est qu'un « signe de faiblesse de la part d'un homme sur la défensive », qui aurait dû lancer sa proposition de gouvernement d'union nationale il y a un an déjà, lorsque l'opposition le lui demandait.

« Aujourd'hui, il n'y a plus d'alternative conclut-il, se fai-

sant l'écho du ton général des orateurs de la place du 13-Mai. L'ambiance sur la place se résumait dans ces mots apaisés d'un étudiant qui - comme beaucoup d'autres - avait, à l'appel du Comité des forces vives, refusé de passer son bac sans la présence du régime : « On le tient. Il va lâcher ».

A la tribune, M<sup>me</sup> Thérèse Zafy, petite femme énergique, épouse du premier ministre de transition, incarne cette détermination depuis l'arrestation de son mari. Elle galvanise la foule par son discours, qui n'est pourtant rien de plus qu'un récapitulatif de ce qui a été promis : « Mon mari n'a pas eu peur lorsqu'ils sont venus l'arrêter, et vous non plus vous ne craignez rien », ajoutant qu'elle avait oublié de « mettre des chaussettes dans son bagage ».

« Paris lâche Ratsiraka » : une nouvelle banderole faisant référence à un titre de la presse parisienne avait fait son apparition, lundi, sur la place. Les messages des orateurs étaient sans équivoque : « Nous lutterons jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à son départ ».

« Il doit laisser son fauteuil... »

Le pasteur Richard Andriemenjeto, porte-parola du Comité des forces vives, s'étonnait que le président, qui « dit écouter la voix de son peuple n'ait pas encore compris qu'il doit laisser son fauteuil ». Quant aux effets dévastateurs de la grève sur l'économie, il en rejetait la responsabilité sur le gouvernement, qui « empêche nos ministres de remettre le pays au travail, bloquant ainsi le système économique ».

Le général Jean Rakotonirina, « chef de l'Etat bis », résume, dans son intervention, l'impression générale : « La discussion du président vient trop tard ». Un manifestant ajoutait : « En sa montrant conciliant après une attitude arrogante pendant deux mois, le chef de l'Etat montre qu'il perd du terrain ».

Espoir de reprise du dialogue : le titre de « une du Journal de Madagascar » sur le « précédent rassemblement » était déjà dépassé à la mi-journée. Il semble que l'opposition ait, de nouveau, une avec le retour, place du 13-Mai, après un semaine d'absence, du chef du MFM, qui s'était désolidarisé du « forcing » engagé par les « durcs » du Comité des forces vives. M. Manendry Rakotonirina, qui prônait la continuation du dialogue avec le président, a gagné la tribune sous les sifflets de la foule. Lundi, les manifestants, revigorés, ne voulaient croire qu'en leur victoire, sans enchaîner à savoir quand et comment le pouvoir finirait par céder.

JEAN HÉLÈNE

## L'ESSENTIEL

## VOYAGE AVEC COLOMB

2. Gènes, ville cruelle ..... 2

## ÉTRANGER

## Les Douze et la crise yougoslave

La CEE propose d'étendre à la Croatie les tâches de la mission d'observation ..... 3

## SOCIÉTÉ

## Fausses factures dans l'immobilier

Soixante inculpés - dont deux PDG - en correctionnelle ..... 9

## Mort du général de Castries

Le défenseur du camp de Dien-Bien-Hu ..... 20

## CULTURE

## Eddy Mitchell à Fréjus

Hommage à la division Daguet 10

## « Turandot » de Busoni à Montpellier

Le kaléidoscope sonore d'un compositeur singulier ..... 10

## SCIENCE • MÉDECINE

• Les traitements incertains du sida • La plainte des songes • Les enfants et le divorce • Houlas et vants ministériels ..... 11 et 12

## ÉCONOMIE

## De nouveaux crédits pour l'Algérie

M. Bérégovoy en visite à Alger 14

## Le différend maritime franco-canadien

Les ministres des deux pays s'affrontent au tribunal arbitral de New-York ..... 14

## Démission du ministre polonais de l'industrie

L'affaire Ursus : relance le débat sur les privatisations ..... 15

## COMMUNICATION

La rupture Carat-Eurocom Le groupe Carat affiche une « sérénité active » ..... 20

## Services

Abonnements ..... 12  
Admissions aux gendres écoliers ..... 20  
Annonces classées ..... 16-17  
Carnet ..... 20  
Marchés financiers ..... 18-19  
Météorologie ..... 21  
Mots croisés ..... 21  
Radio-télévision ..... 21  
Spectacles ..... 13

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 30 juillet 1991 a été tiré à 474 066 exemplaires.

OUVERT Juillet et Août DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur

COSTUMES MESURE à partir de 2 490 F  
PANTALONS 830 F VESTONS 1 600 F  
3 000 tissu  
Luxueuses draperies anglaises  
Fabrication traditionnelle  
TAILLEURS, JUPES, VÊTES  
COSTUMES D'ÉTÉ  
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES  
LEGRAND Tailleur  
27, rue du 4-Septembre, Paris Opéra  
Téléphone : 47 42 70 81  
Du lundi au vendredi de 10 h à 18 h

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
ARTS ET SPECTACLES